

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 384 - JUIN 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 384

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Les importations de viande en hausse en avril
- Les prix se stabilisent

Jeunes bovins

Europe

- Les prix des jeunes bovins allemands repartent à la hausse

Femelles

Europe

- Marché des femelles stabilisé en Europe

Maigre

- Les cotations des broutards se stabilisent

Veaux de boucherie

- Le commerce difficile pèse sur la production

Veaux laitiers

- Chute sévère des naissances en avril, rebond attendu

Lait de vache

Collecte laitière

- Un ralentissement de la croissance de production de lait ?
- FCO et chaleur stoppent l'élan de la collecte
- Reprise fragile de la production de lait bio

Marché des produits laitiers

- Poudre maigre : vers un nouvel équilibre de prix ?

Viande ovine

France

- Repli progressif de la cotation après l'Aïd

UE et monde

- Les envois de vifs pour les fêtes musulmanes restructurent les marchés

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Bons niveaux de consommation des ménages

Prix du lait de chèvre

- Quasi-stabilité du prix du lait de chèvre au premier trimestre

Marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine

Les prix se stabilisent

Dernière révision le 22 juin 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

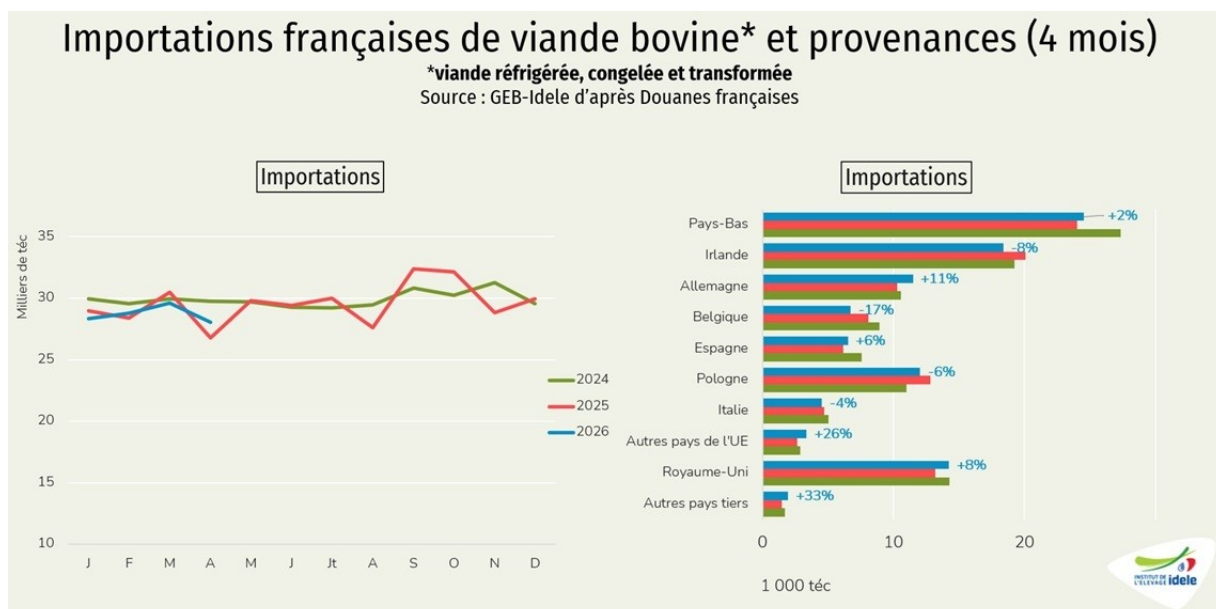
Les importations de viande en hausse en avril

Dernière révision le 22 juin 2026

Les importations de viande bovine de la France ont progressé en avril. La consommation de viande bovine, calculée par bilan est stable, malgré le recul des abattages, car nos exportations se replient nettement. A l'inflation sur le prix du bœuf et du veau au consommateur s'ajoute l'inflation générale, liée à la hausse des carburants.

Les importations de viande augmentent en avril

En avril, les importations ont progressé de 5% (+1 300 téc) à 28 000 téc. En cumul sur quatre mois en 2026, les volumes de viandes bovines importés restent cependant inchangés par rapport à 2025, à 104 000 téc, du fait de moindres imports en janvier et mars. L'écart de prix entre les vaches françaises et leurs homologues européennes s'est rétabli depuis fin 2025 (voir notre article sur les vaches en Europe), ce qui maintient les importations, malgré la demande moins dynamique en France. L'Allemagne pousse ses expéditions vers l'Hexagone, grâce à des abattages de vaches équivalents à l'an passé jusqu'à début juin (indicateur AMI) et un prix proche des origines irlandaises et polonaises. La France importe moins d'Irlande car les abattages y sont toujours faibles, mais s'approvisionne davantage en pays tiers et complète ses achats auprès de partenaires européens plus inhabituels pour la France.



Les importations françaises ont progressé depuis les pays suivants, au premier quadrimestre 2026 :

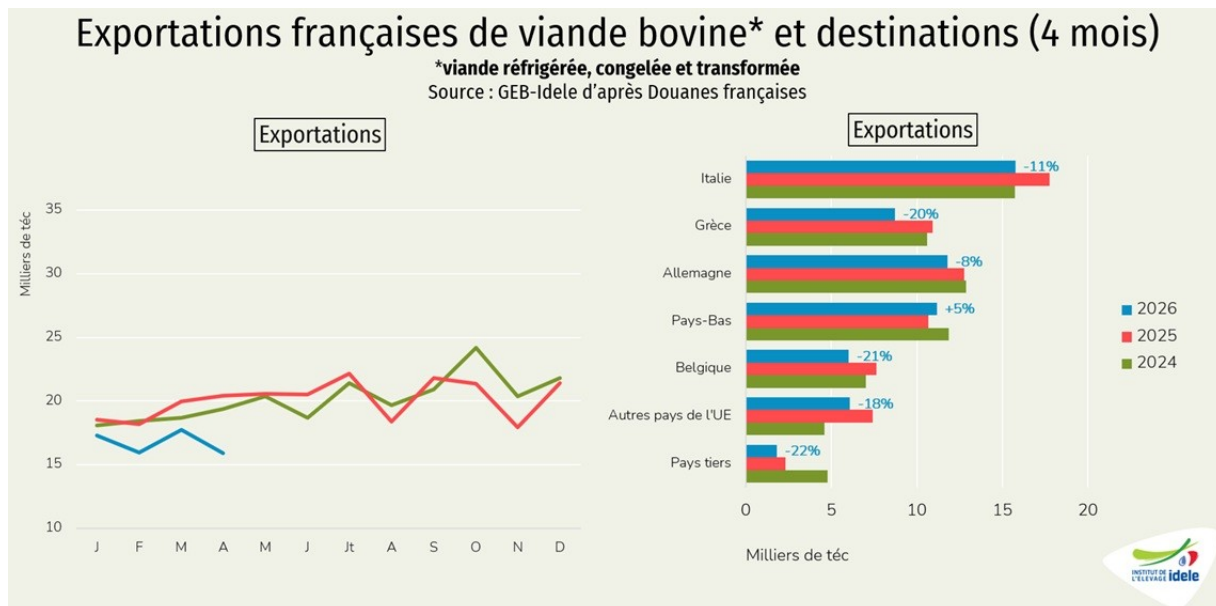
- **les Pays-Bas, à 18 000 téc (+2% /2025, +500 téc)**, en lien avec la progression des abattages de veaux néerlandais au premier trimestre, comparé à la très faible année 2025 (+5% en téc ou +2 000 téc),
- **le Royaume-Uni (+8%, +1 000 téc)** à 14 000 téc, le volume supplémentaire par rapport à 2025 étant en partie seulement réexpédié vers les Pays-Bas,
- **l'Allemagne (+11% /2025 ou +1 000 téc)** à 11 500 téc, la viande de réforme allemande étant attirée par le différentiel de prix favorable en France,
- **l'Espagne (+6%, +400 téc)** à 6 500 téc, par comparaison avec le début de l'année 2025, où l'Espagne exportait beaucoup vers d'autres pays en UE et sur les rives sud et est de la Méditerranée,
- **d'autres plus petits fournisseurs européens**, comme l'Autriche (1 300 téc, +24% /2025) ou la Roumanie (500 téc, +36% /2025),
- **et depuis d'autres pays tiers (+33%, +500 téc)**, à 2 000 téc, **surtout de la viande uruguayenne** (1 100 téc, ×2,1 /2025), les provenances brésiliennes et argentines étant en recul (300 téc du Brésil, -16% et 160 téc d'Argentine, -43%).

En revanche, nos importations ont reculé depuis les États membres suivants :

- **-8% /2025 depuis l'Irlande**, à 18 000 téc, en lien avec la forte chute des abattages de vaches (-16% de janvier à début juin d'après l'indicateur du ministère de l'Agriculture irlandais),
- **-6% /2025 depuis la Pologne** (-800 téc), à 12 000 téc,
- **-4% depuis l'Italie**, à 4 500 téc,
- **-17% depuis la Belgique**, à 6 500 téc.

Fort recul des exports de viande bovine en avril

En avril 2026, les exportations françaises de viande bovine ont enregistré un recul prononcé, de 22% /2025, à 16 000 téc. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, les expéditions françaises de viande bovine ont subi un revers de 13% comparé à 2025, et de 10% /2024. La viande de jeune bovin français est moins bien positionnée à l'export depuis l'automne dernier comparée à certaines origines européennes (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe), ce qui a freiné ses envois, en contraste des bonnes performances de début 2025, par exemple vers l'Italie où les prix avaient augmenté bien plus vite qu'en France.



Au cours des quatre premiers mois de 2026, les exportations françaises de viande bovine ont reculé vers toutes les destinations à l'exception des Pays-Bas :

- **vers l'Italie (-11% /2025, -2 000 téc)** à 16 000 téc, un volume toutefois équivalent à celui de 2024. En effet, début 2025, les envois français avaient été particulièrement dynamiques, du fait des prix français attractifs à cette période.
- **vers l'Allemagne (-8% /2025, -1 000 téc)** à 12 000 téc,
- **vers la Grèce (-20% /2025, -2 000 téc)** à 9 000 téc, du fait d'une forte inflation sur le bœuf en Grèce depuis mi 2025, avec +18% de hausse du prix en un an en mai, l'inflation sur ce produit ayant même atteint +25% sur un an en janvier,
- **vers la Belgique (-21% /2025)** à 6 000 téc,
- **vers les autres pays de l'UE (-18% /2025)** à 6 000 téc, notamment vers le Portugal (-900 téc) qui manquait de viande espagnole l'an passé à pareille époque et vers le Danemark (-500 téc)
- **vers les pays tiers (-22% /2025)** à 2 000 téc, principalement vers le Royaume-Uni et la Suisse.

Les envois français de viande bovine ont cependant progressé de 5% vers les Pays-Bas (+500 téc) au premier trimestre, à 9 000 téc, en lien avec la hausse de nos imports depuis le Royaume-Uni (+1 000 téc), dont une part est réexpédiée vers les Pays-Bas.

En effet, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France, avant réexportation ensuite vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Les disponibilités consommables augmentent

Le disponible consommable de bœuf et de veau a légèrement progressé de 0,6% au cours du premier quadrimestre 2026, comparé à 2025, à 474 000 téc (+3 000 téc). Sur quatre mois, la production de viande bovine CVJA recule de 1,6% /2025 (-7 000 téc, dont -1% en viande de gros bovins et -8% en viande de veau). Le fort recul des exportations de viande bovine (-13% sur quatre mois /2025, soit -10 000 téc) a permis de maintenir des volumes de viande sur le territoire national. Enfin, les imports sont stables sur quatre mois 2026. Cette apparente bonne tenue de la consommation ne tient pas compte des stocks de viande congelée qui auraient progressé en 2026 d'après les opérateurs de la filière.

Consommation de viandes bovines en France calculée par bilan

Source : GEB-Idele d'après SSP (et Douanes pour le dernier mois affiché)

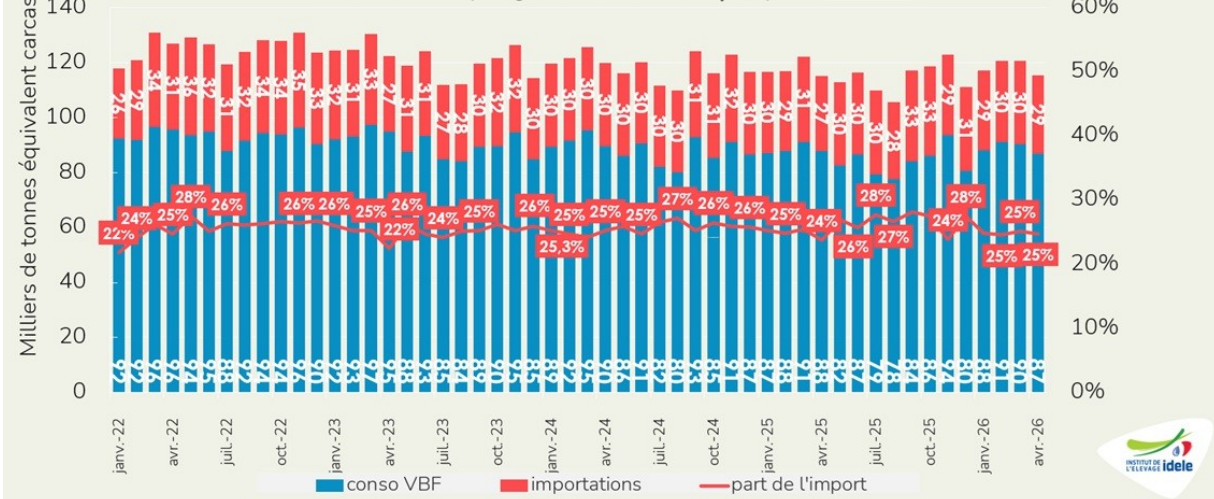


Le part de viande d'import dans la consommation apparente reste stable, à 25%, comme au premier quadrimestre 2025.

Disponible consommable : viande de gros bovins et veaux

Viande française et viande importée

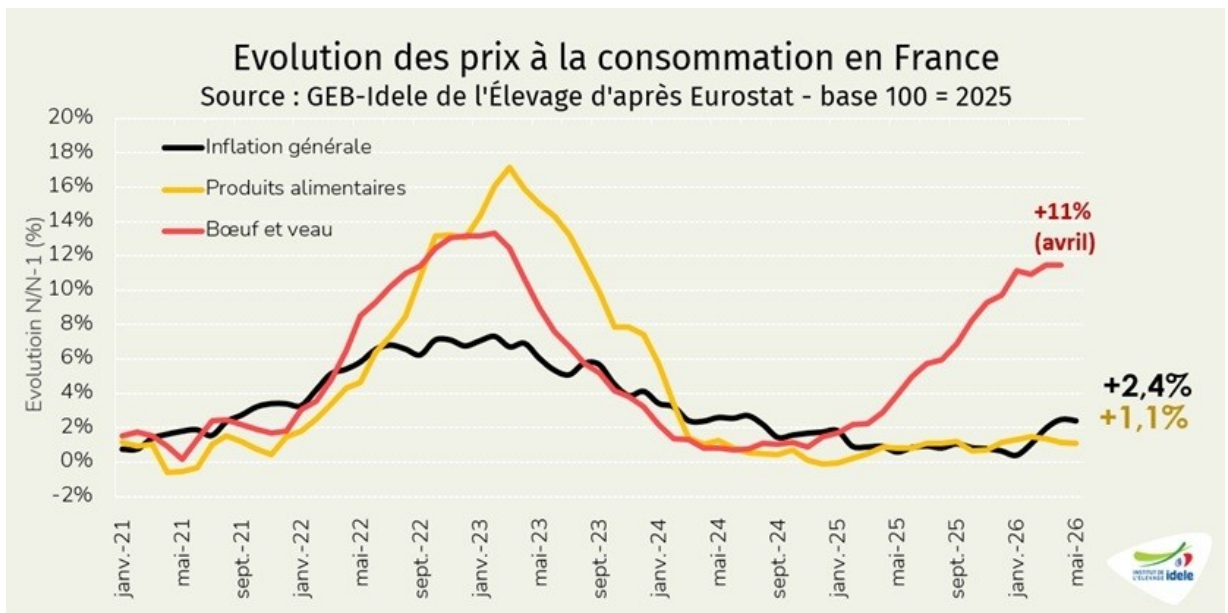
Source : GEB-Idele d'après Agreste/SSP (et Douanes françaises pour le dernier mois)



Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. Plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas, afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

L'inflation sur le prix du bœuf toujours à deux chiffres en mai

En mai selon l'INSEE, l'inflation générale sur les prix en France était de 2,4% sur un an (contre 2,2% déjà un mois plus tôt). Le prix de l'énergie a encore augmenté comparé à mars-avril, du fait du conflit au Moyen-Orient déclenché fin février (+17% en un an, contre +14% en mars, notamment du fait de la hausse du prix du gaz naturel). L'alimentaire a nettement ralenti son rythme de hausse, à 1,1%. Cependant, l'alimentaire frais accélère à +3,4% sur un an (contre 1,4% il y a deux mois), l'ensemble des viandes de 2,9%, contre +3,6% un mois plus tôt. Le prix du bœuf et du veau progressait de 11% sur un an, comme depuis janvier. Nous verrons si la hausse des prix de l'énergie, des emballages et des engrais pour les agriculteurs s'interrompt après l'accord annoncé le 14 juin pour rouvrir le détroit d'Ormuz.



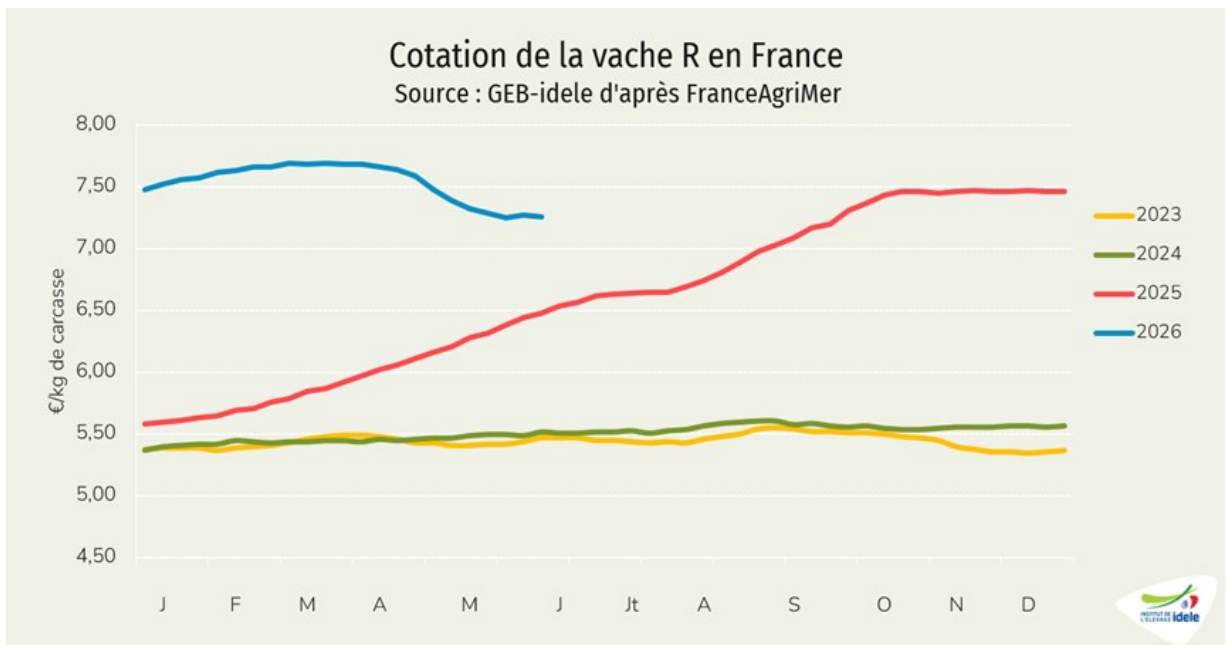
Viandes bovines » Gros bovins » France » Les prix se stabilisent

Dernière révision le 22 juin 2026

Après leur franche baisse du printemps, les prix des gros bovins finis se stabilisent en France. Les coûts de production sont en hausse.

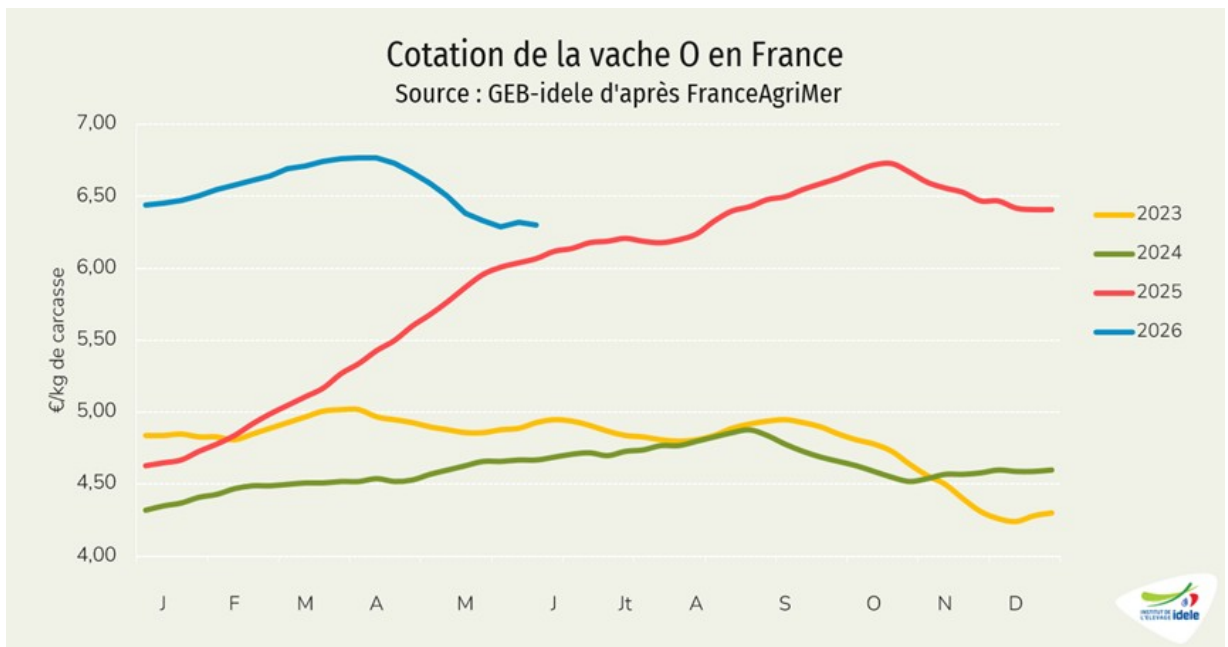
Les cotations des vaches stables depuis mi-mai

Après huit semaines de baisse au printemps, les cours des vaches de réforme se sont stabilisées mi-mai. En type viande, les cours restent largement supérieurs à ceux de l'an dernier.



La cotation de la **vache R** a perdu 43 centimes en huit semaines avant de se stabiliser à **7,27 €/kg de carcasse** début juin (+11% /2025). La **vache U standard** a enregistré une baisse similaire et cotait **7,79 €/kg** en semaine 24 (+14% /2025).

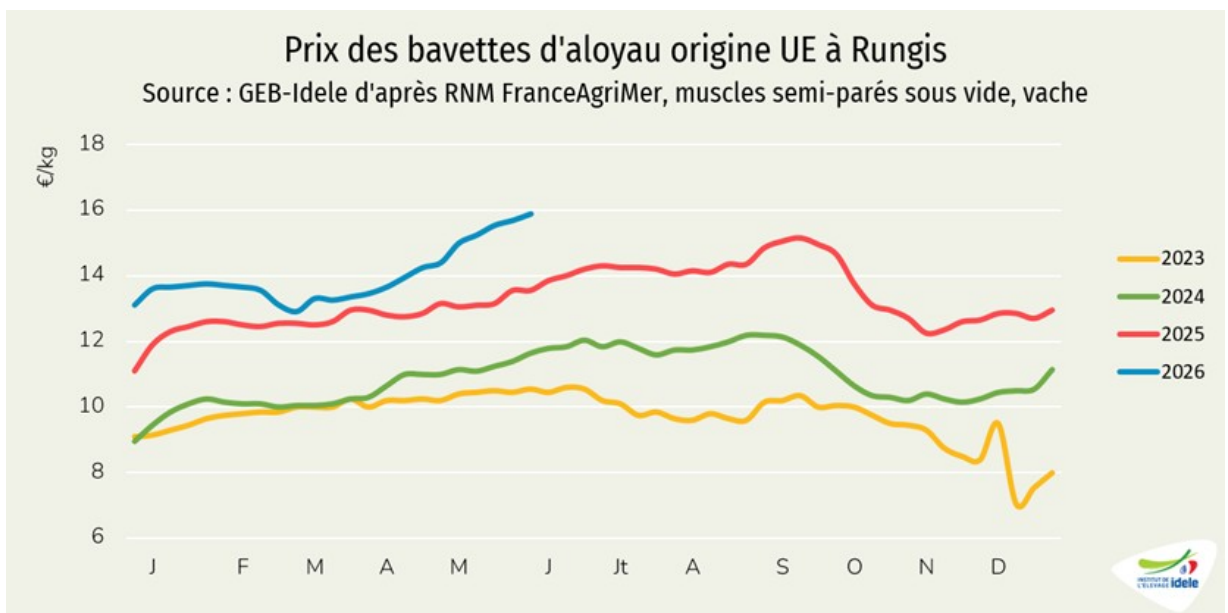
Les cotations des vaches laitières se sont elles aussi stabilisées, mais à un niveau un peu plus proche de celui de l'année passée.



En semaine 24, la **vache O** cotait **6,31 €/kg de carcasse** (+3% /2025) et la **vache P 5,93 €/kg** (= /2025).

Une pression à l'import très modérée

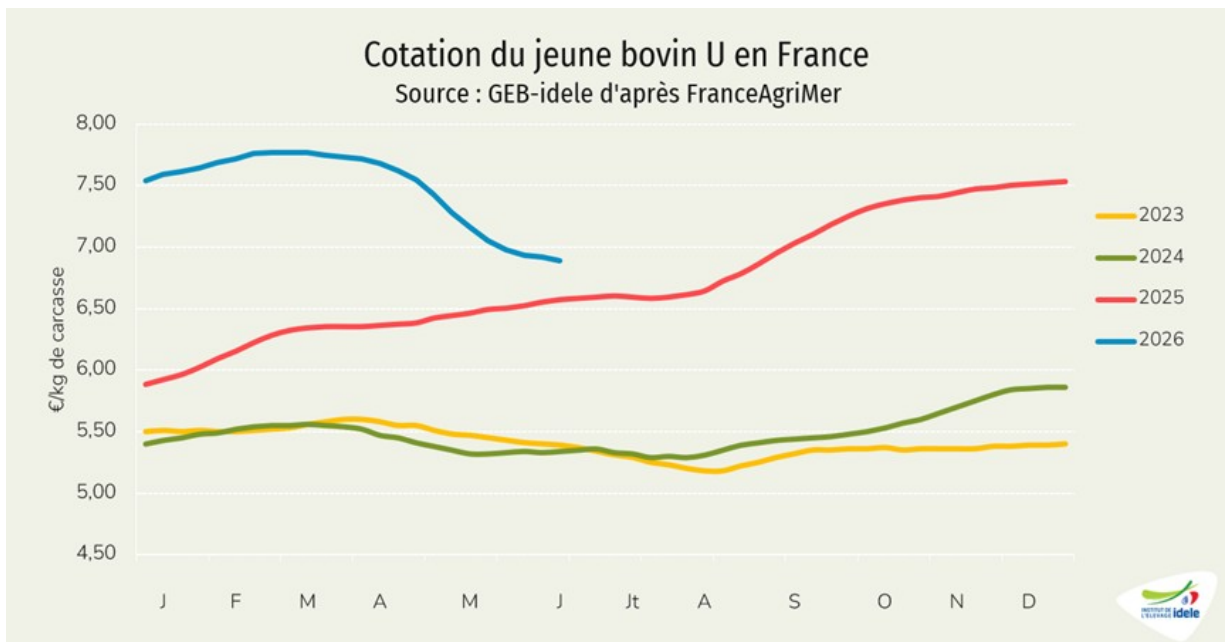
Sur le marché de Rungis, la viande qui arrive des autres États membres de l'Union européenne reste à un prix élevé, en particulier les pièces à griller qui sont très prisées à cette saison. La pression exercée par la viande européenne sur le marché français est donc modérée.



La **bavette d'loyau origine UE** était à **15,90 €/kg** le 12 juin à Rungis, soit 2,05 € de plus que l'an dernier à la même date. L'entrecôte origine UE était à 19,10 €/kg (+1,00 € /2025) et le faux filet à 14,25 €/kg (= /2025).

Les cours des jeunes bovins en cours de stabilisation

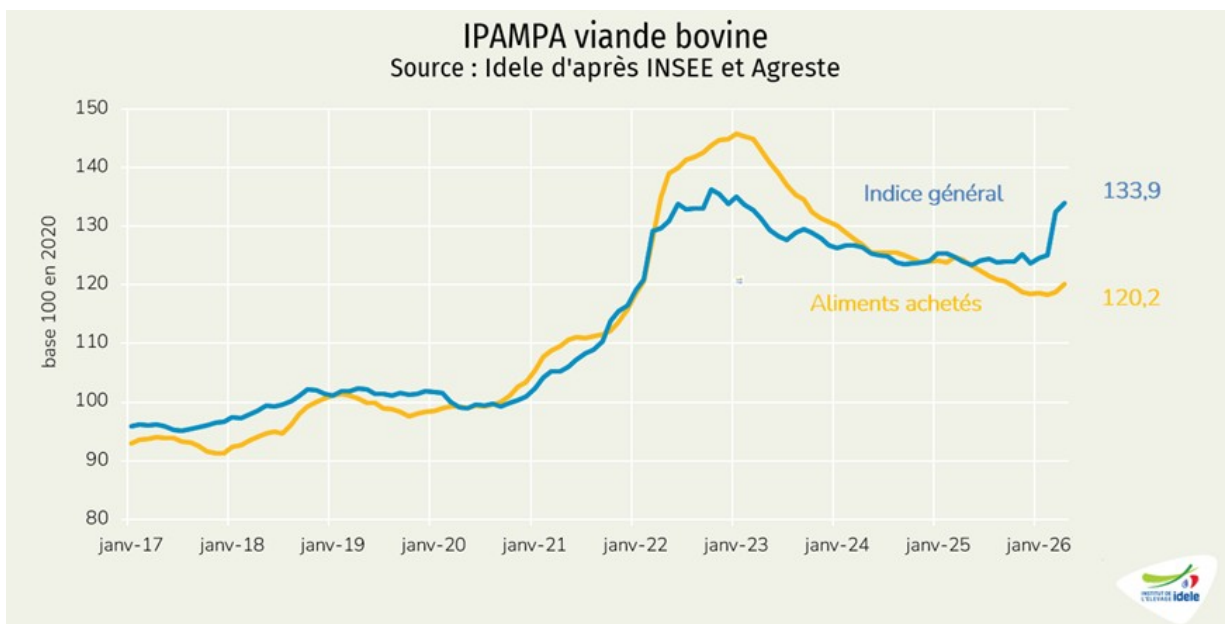
Les **cotations des jeunes bovins finis** ont décroché depuis les bons niveaux atteints en début d'année, mais ils amorcent une stabilisation. Le pouvoir d'achat des consommateurs européens a été mis à rude épreuve à partir du mois de mars par la flambée des prix des carburants consécutive à la guerre au Moyen-Orient. La demande pour la viande de jeunes bovins a marqué le pas, ce qui s'est traduit par des baisses de prix dans tous les pays européens (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe). La hausse des coûts de production (prix des bovins maigres, de l'énergie, des engrais, de la main d'œuvre) et la diminution du nombre de bovins devraient conduire à une stabilisation des cours.



La cotation du **jeune bovin U** a perdu 88 centimes depuis le mois de mars pour s'établir à **6,89 €/kg de carcasse** en semaine 24 (+5% /2025). Celle du **jeune bovin R** a chuté de 85 centimes, tombant à **6,72 €/kg de carcasse** sur le même pas de temps (+5% /2025). Celle du **jeune bovin O** a perdu 68 centimes, à **6,29 €/kg** (+4% /2025).

L'IPAMPA relativement stable

L'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) est à la hausse depuis le **mois de mars**. En avril, il était à l'indice 133,9 (+8,1% / avril 2025). La flambée des postes énergie et lubrifiants (+66% /2025) et engrais et amendements (+18%) déclenchée par le conflit au Moyen-Orient explique l'essentiel de la hausse.



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024. Compte tenu de l'inflation de plus de 2% constatée en mai, le SMIC a été revalorisé automatiquement de 2,42% à partir du 1er juin.

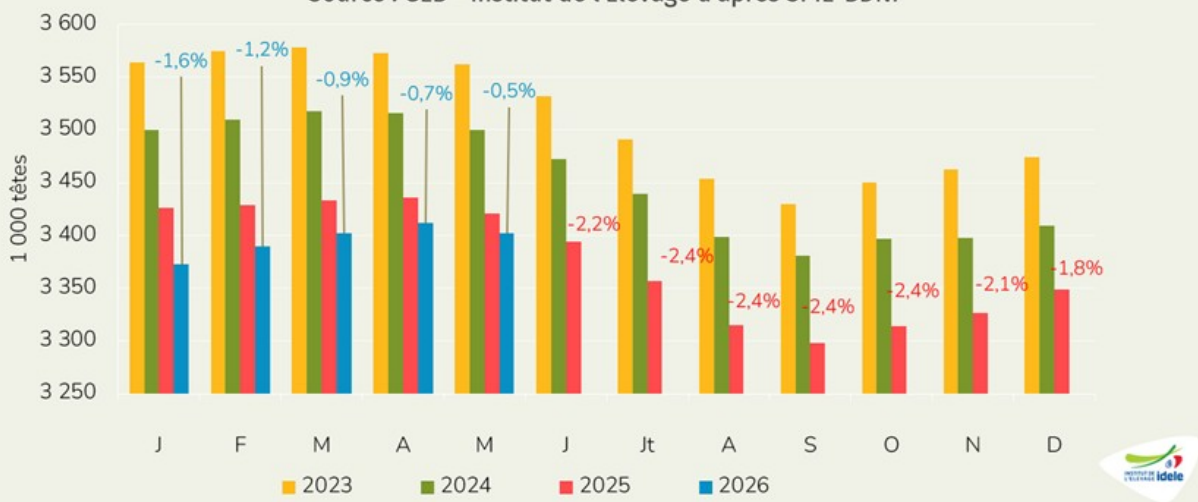
Ralentissement de la décapitalisation

La baisse conséquente des abattages de femelles de type viande depuis plusieurs mois permet un **ralentissement de la décapitalisation**. Depuis l'automne dernier, l'écart entre les effectifs de vaches allaitantes de l'année en cours et ceux de l'année précédente se réduit.

Au 1er mai, la ferme France comptait **3,402 millions de vaches allaitantes, soit -0,5% /2025**.

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} du mois

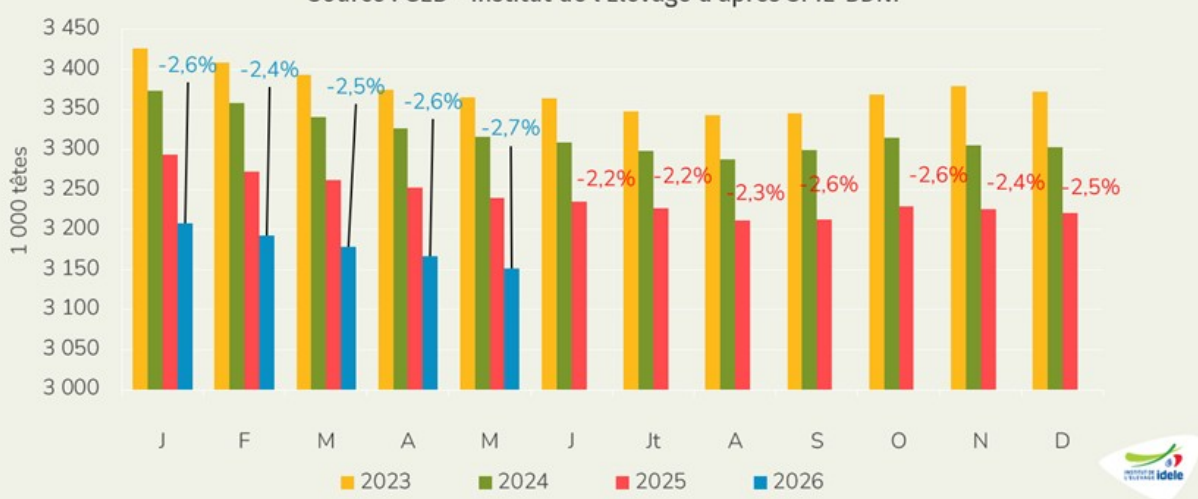
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



A l'inverse, le cheptel de vaches laitières poursuit sa baisse sur une tendances assez linéaire. Au 1er mai, la France ne comptait plus que **3,151 millions de vaches laitières, soit -2,7% /2025**.

Vaches laitières présentes au 1^{er} du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Les prix des jeunes bovins allemands repartent à la hausse

Dernière révision le 22 juin 2026

Le marché européen du jeune bovin est sous pression. La baisse saisonnière des cours a été très marquée. Les prix allemands repartent à la hausse, ce qui peut laisser espérer un arrêt de la baisse des prix dans d'autres pays.

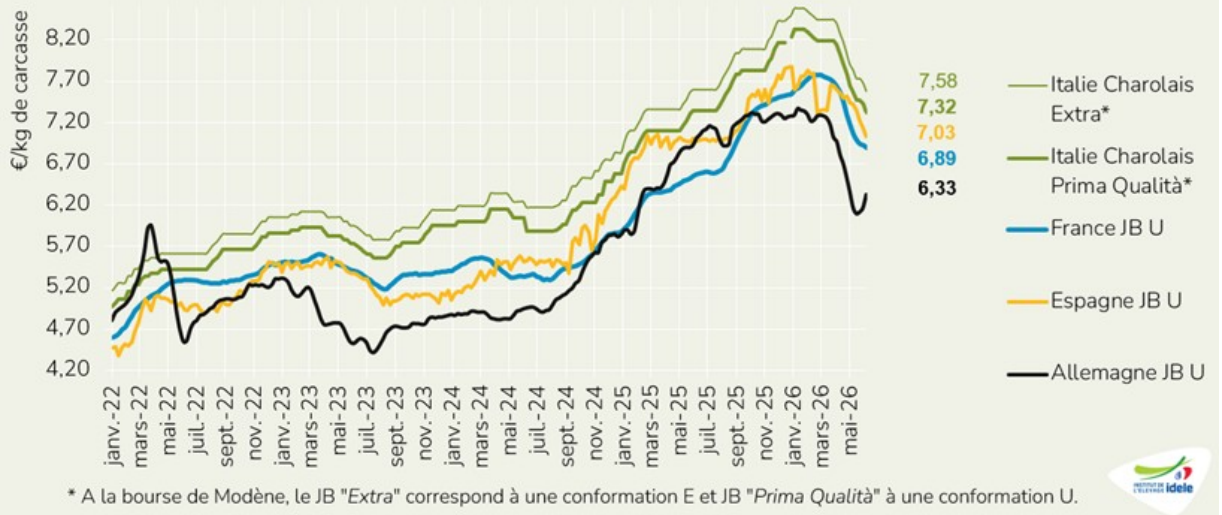
Les prix remontent en Allemagne, baissent toujours en Italie et en Espagne

Le marché européen du jeune bovin reste fébrile. La hausse du prix des carburants depuis le mois de mars a contracté le pouvoir d'achat des consommateurs dans tous les pays de l'UE, alors même que le prix de la viande bovine à la consommation affichait des hausses continues d'un mois sur l'autre. La demande pour la viande de jeune bovin, considérée comme un peu plus haut de gamme que celle de vaches de réforme, a donc ralenti, ce qui a conduit à une baisse prononcée des prix.

C'est en **Allemagne** que les prix avaient chuté le plus fort, mais ils remontent déjà sur les deux premières semaines de juin. La cotation du JB U allemand a regagné 21 centimes en deux semaines pour atteindre 6,33 €/kg de carcasse en semaine 24 (-11% /2025).

Cotations comparées des JB en Europe

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer, AMI, Bourse de Modène et Commission européenne



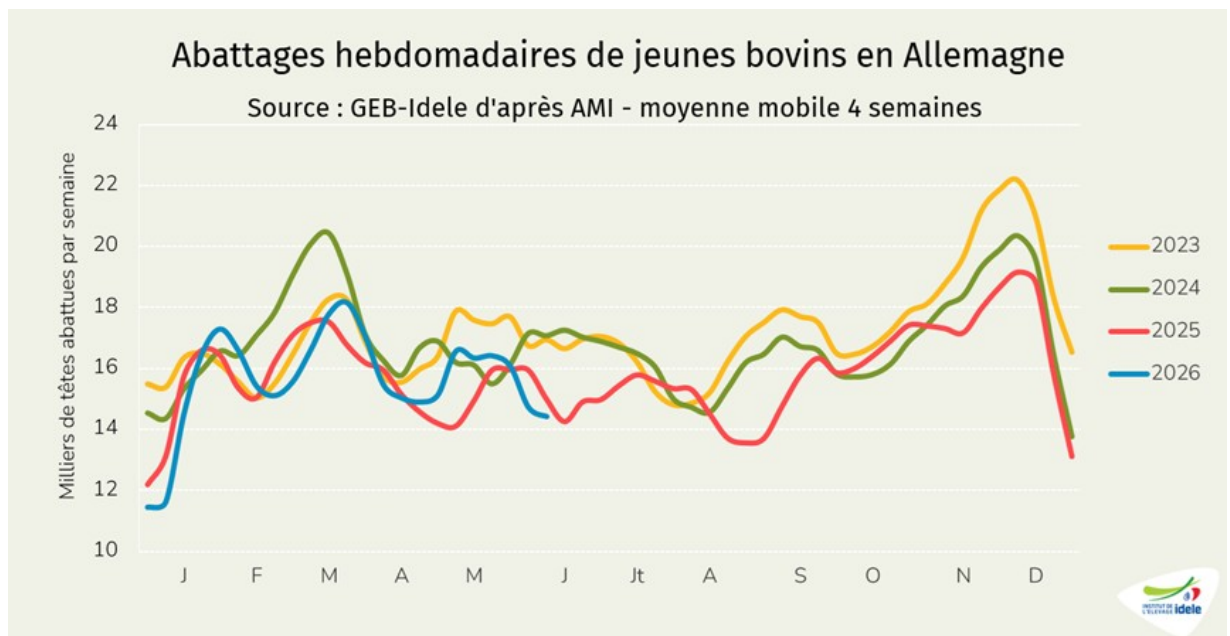
En **Italie**, les cotations des jeunes bovins mâles ont continué de baisser. Celle du Charolais Prima Qualité à Modène est tombée à 7,32 €/kg de carcasse en semaine 24 (= /2025). En revanche, les cotations des jeunes bovins femelles se maintiennent toujours bien, à 5,18 €/kg vif pour la Limousine (+14% /2025) et 4,71 €/kg vif pour la Charolaise (+9% /2025).

En **Espagne**, les prix continuent de se réajuster à la baisse, mais la cotation du JB U reste supérieure à celle du JB U français, à 7,03 €/kg de carcasse (+1% /2025). Le marché national est plutôt morose. Les opérateurs misent plus que jamais sur le débouché export, avec des ventes qui semblent se maintenir sur le Maroc mais qui sont plus irrégulières vers l'Algérie.

En **France**, la baisse des prix ralentit. Le jeune bovin U cotait 6,89 €/kg de carcasse en semaine 24 (+5% /2025).

Les abatteurs allemands cherchent des jeunes bovins

L'offre est à présent inférieure à la demande en Allemagne et **les abatteurs sont à la recherche de jeunes bovins** selon les observateurs d'AMI.



Sur les semaines 21 à 24, les abattages de jeunes bovins étaient en retrait de 4% /2025 et de 16% /2024.

Viandes bovines » Femelles » Europe » Marché des femelles stabilisé en Europe

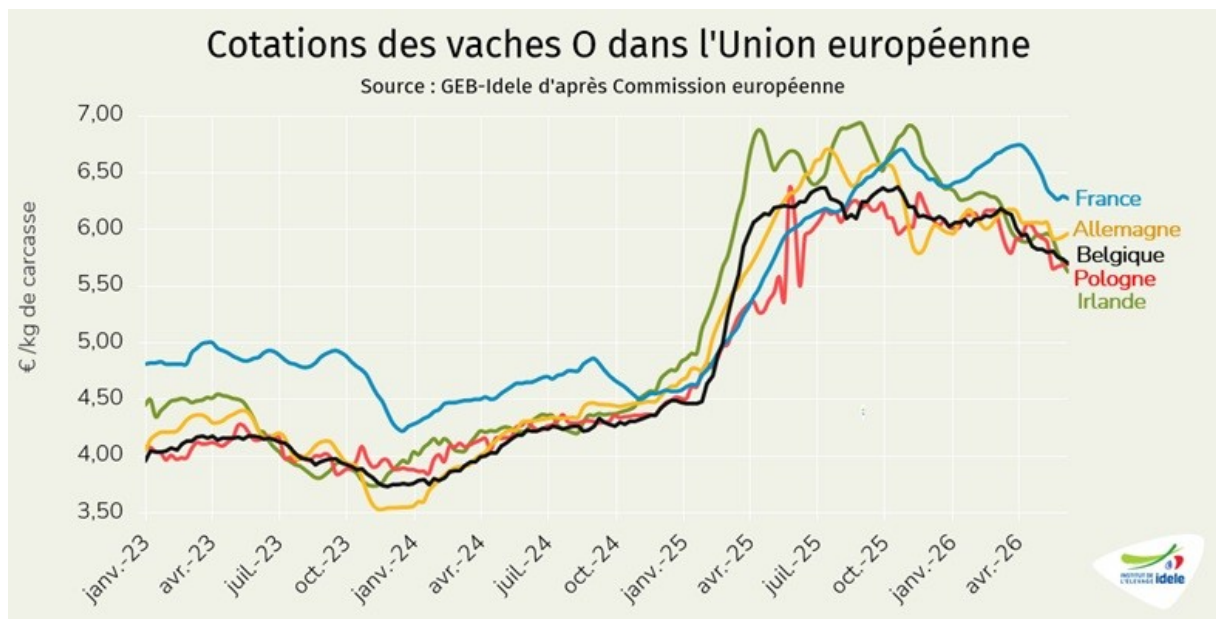
Dernière révision le 22 juin 2026

Les prix des vaches de réforme ont tendance à se stabiliser après une période de baisse depuis cet automne. Les réformes sont toujours peu nombreuses et elles trouvent facilement preneur auprès des abattoirs.

Les prix des vaches en cours de stabilisation

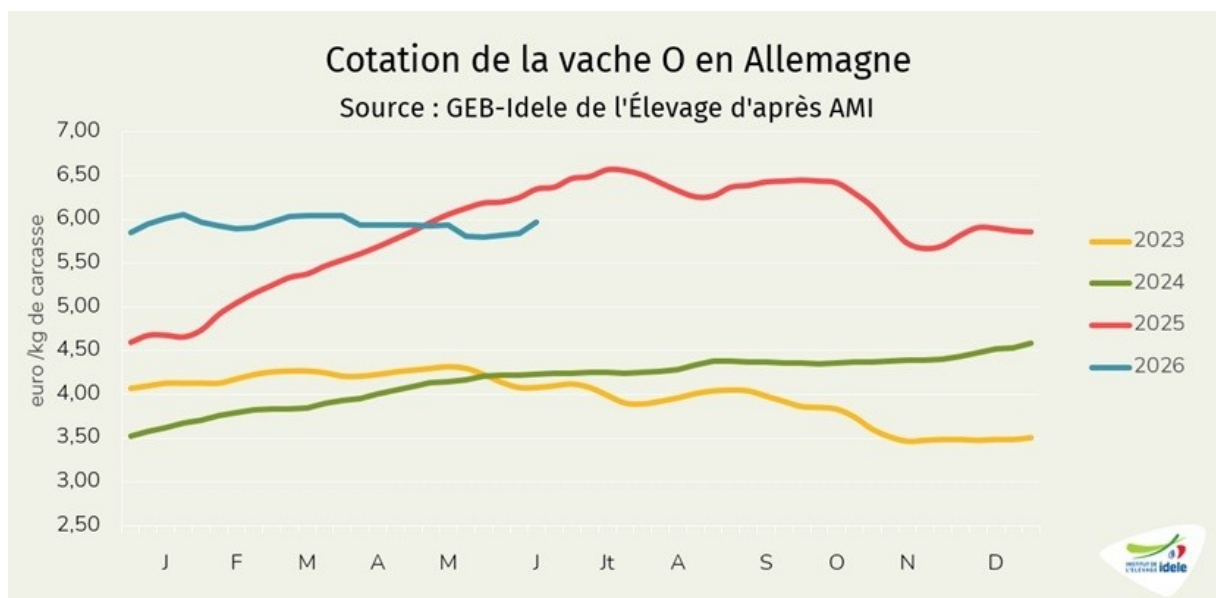
Depuis mi-mai (semaines 21 à 24), les cotations des vaches se stabilisent en France, Allemagne et Pologne. Le marché est plus équilibré, les réformes étant toujours peu nombreuses en UE.

- **La cotation française** de la vache O s'est ainsi stabilisée, à 6,30 €/kg de carcasse en semaine 24 (stable sur quatre semaines, +3% /2025 et +35% /2024).
- **La vache O polonaise** se stabilisait aussi à 5,71 €/kg de carcasse, gagnant même six centimes en quatre semaines, légèrement sous son record de 2025 (-4%) mais toujours +35% /2024.
- **En Irlande**, au contraire, après une période de stabilité, le cours de la vache laitière de réforme a reculé entre les semaines 21 et 24, à la faveur d'une petite reprise des abattages.



En Allemagne, des réformes limitées, un prix raffermi

En Allemagne, les réformes sont à peine supérieures à l'an passé (+4% /2025 entre les semaines 21 et 24 d'après l'indicateur AMI). Le marché est équilibré et la commercialisation des vaches se fait facilement. Les observateurs professionnels allemands déplorent même un certain manque de bovins, tout particulièrement en taurillon (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe) ce qui en fait remonter le prix. La hausse du prix des mâles allemands et la rareté globale des bovins entraîne à la hausse du prix es vaches. La cotation de la vache O atteignait 5,97 €/kg de carcasse en semaine 24 (+16 centimes en quatre semaines).



Légère reprise des abattages de laitières en Irlande

En Irlande, les conditions de pâturage s'étaient nettement améliorées en avril, limitant les abattages. Cependant, de mi-mai à fin-mai (semaines 20 à 22), les abattages ont repris, passant légèrement au-dessus du rythme de réforme de 2025, avant de retomber en-dessous début juin, en semaine 23. Les abattages de vaches étaient au final en léger repli entre les semaines 21 et 24, de 4% /2025 et de 15% /2024 selon le ministère de l'Agriculture irlandais.

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

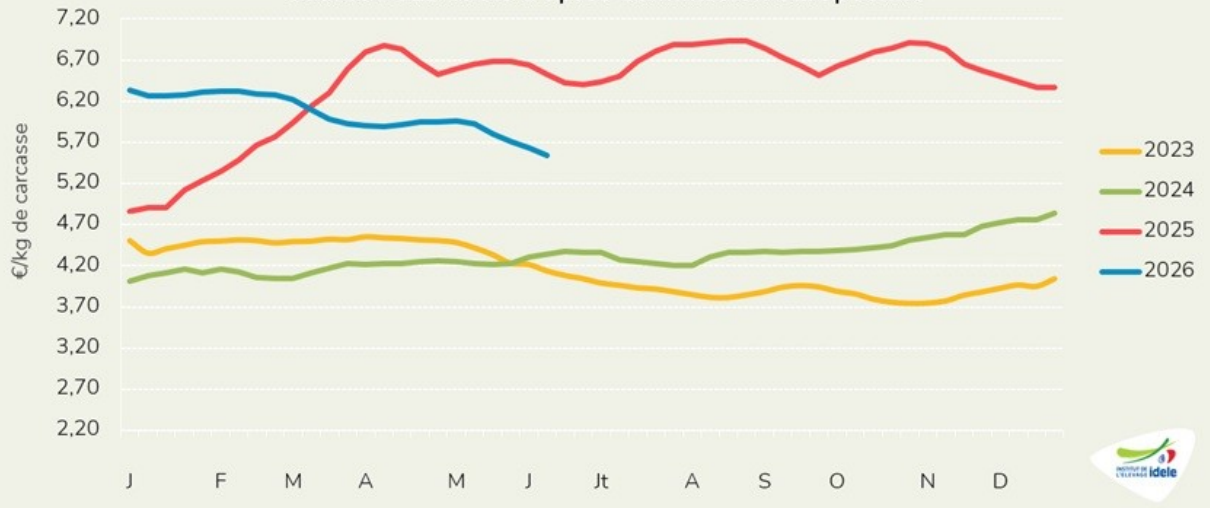
Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



Du fait de ce regain d'abattage mi-mai, le cours de la vache O, plutôt stable en avril, a reculé à partir de la semaine 21. Le cours reste cependant largement supérieur au niveau de 2024. En semaine 24, la vache O irlandaise cotait ainsi 5,53 €/kg de carcasse (-39 centimes en quatre semaines, -15% comparé aux records de 2025, mais encore +27% /2024).

Cotation de la vache O en Irlande

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne



Viandes bovines » Maigre »

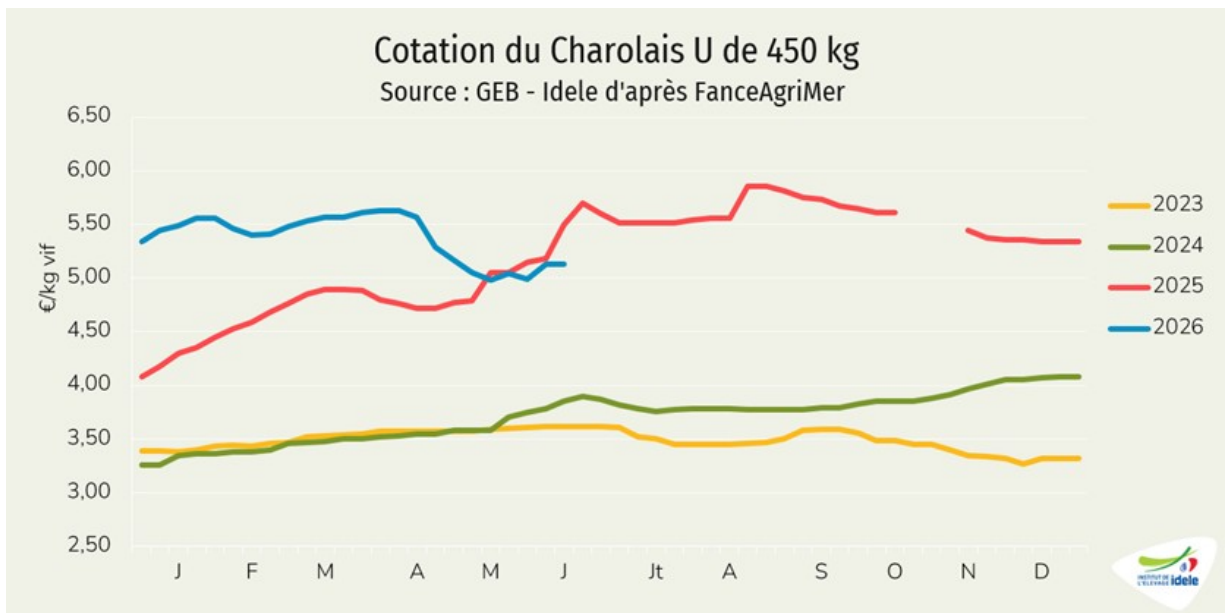
Les cotations des brouards se stabilisent

Dernière révision le 22 juin 2026

Les prix des brouards semblent s'être stabilisés depuis mi-mai, en particulier dans les catégories les plus lourdes, demandées pour des sorties d'hiver. L'export reste en retrait et laisse place à des mises en place plus dynamiques dans l'Hexagone.

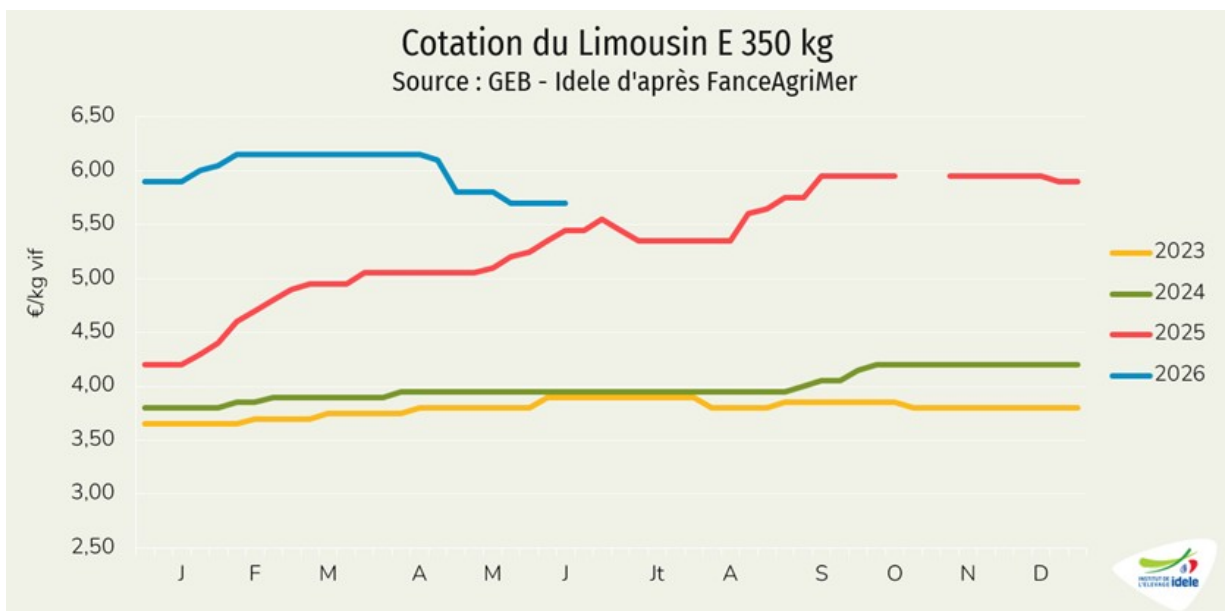
Arrêt de la baisse des cours

Après avoir connu une nette baisse entre début avril et fin mai, les cours des brouards de plus de 450 kg ont stoppé leur baisse mi-mai, et réaugmentent un peu depuis. En effet, les animaux les plus lourds sont les plus recherchés pour un abattage en fin d'année, où la demande et les prix des jeunes bovins sont espérés plus élevés.



En semaine 24, la cotation du **Charolais U de 450 kg** s'est stabilisée à 5,13 €/kg vif après avoir gagné 15 centimes sur un mois. Elle restait toutefois inférieure de 37 centimes à son cours de 2025.

À l'inverse, les animaux plus légers, dont l'abattage devrait advenir en début d'année 2027, stabilisaient tout juste leurs cotations grâce à une offre encore faible sur les marchés.



En semaine 24 :

- Le **Limousin E de 350 kg** cotait 5,70 €/kg vif, en baisse de 10 centimes sur quatre semaines,
- Le **Charolais U de 350 kg** se stabilisait à 5,51 €/kg vif, en recul de 13 centimes sur un mois.

Commerce peu dynamique à l'export

La conjoncture moins porteuse pour la viande bovine en Italie et en Espagne dans un contexte d'inflation généralisée et de demande pays tiers faible, conjuguée à une offre en ferme toujours faible, conduit à une baisse des envois de brouillards et à leur maintien sur le territoire national.

Exportations françaises de brouards* : moyenne hebdomadaire

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI

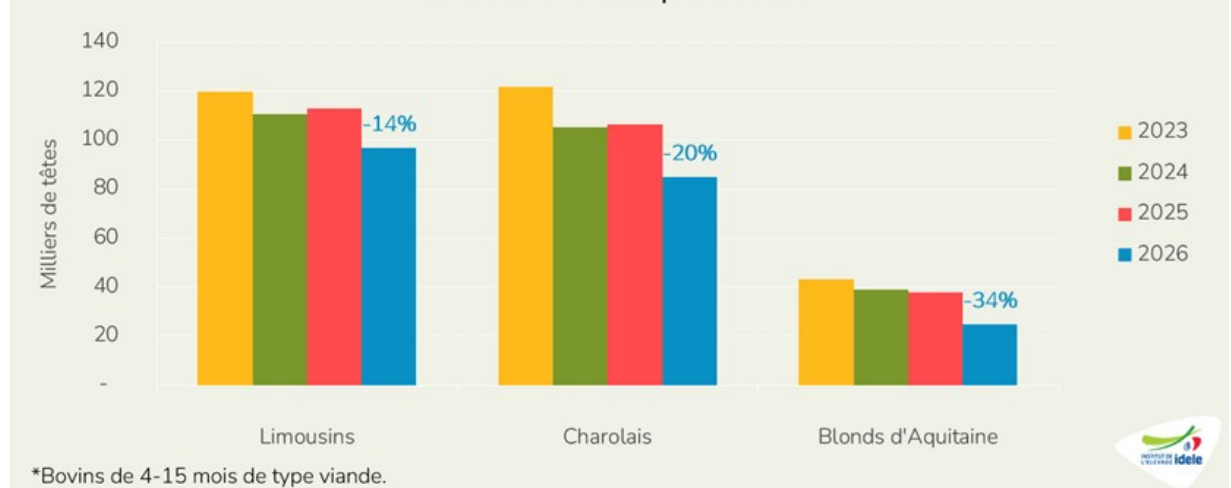


En **avril** (semaines 14 à 18), 70 000 brouards ont été exportés, soit une baisse de 11 000 têtes /2025. Les envois ont tout particulièrement ralenti vers l'Espagne (-26% /2025, année historiquement haute), où les engraisseurs souffrent de la demande atone (lisez notre article sur les jeunes bovins en Europe). Vers l'Italie, le recul est similaire (-21% /2025). L'Italie confirme toujours sa place de premier client, représentant 78% des brouards exportés par la France (+2 pts /2025). Les envois vers la Tunisie ont atteint 3 000 têtes sur quatre mois.

La baisse des envois touche différemment les brouards selon leur race.

Exportations françaises de brouards* par race sur les semaines 1 à 20

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI

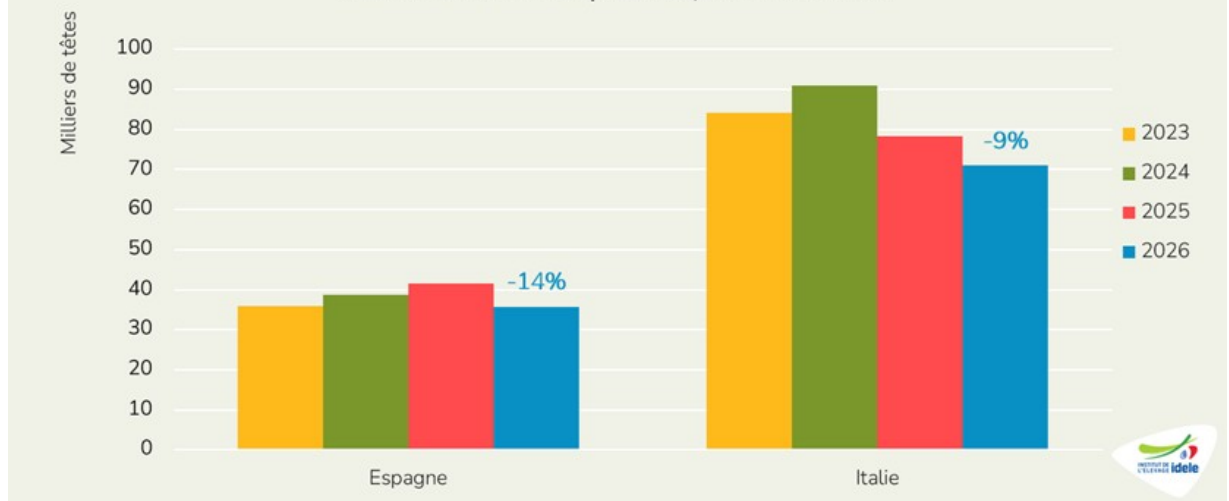


Les **envois de Charolais** baissent tout particulièrement, comme depuis deux ans, avec seulement 85 000 têtes exportées sur vingt semaines (-22 000 têtes), tandis que les envois de **Limousins** baissent moins (97 000 têtes, -11 000 têtes /2025) confirmant leur place de première race exportée. Les **envois de Blondes** ont pâti de la fermeture des principaux pays clients aux zones vaccinales du Sud-Ouest en début d'année.

Sur les dernières semaines, la dynamique d'export s'est un peu redressée, sans retrouver ses niveaux habituels, notamment vers l'Italie.

Envois français de bovins vifs vers l'Espagne et l'Italie des semaines 20 à 24

Source : GEB-Idele d'après DGAL, données TRACES



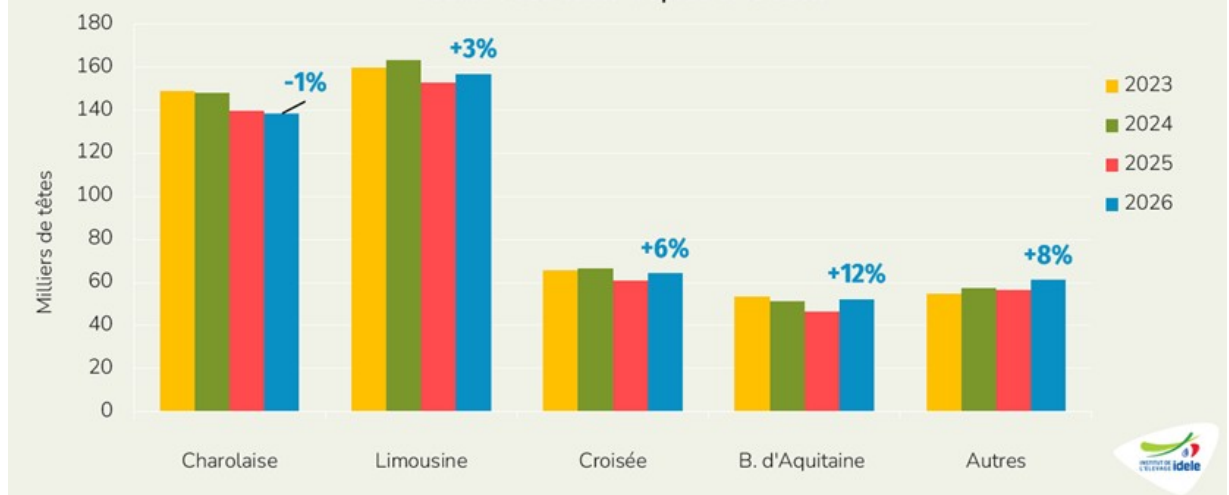
Sur **les semaines 20 à 24** (depuis mi-mai), 71 000 bovins (tous sexes, âges et races confondus) ont été exportés vers l'Italie, en recul de 9% /2025. Ce recul atteignait 17% sur la précédente période de quatre semaines.

Mises en place dynamiques en France

Faute d'être exportés, les broutards sont davantage orientés vers l'engraissement en France.

Effectifs de mâles de mère allaitante de 6-12 mois, par race, au 1^{er} mai

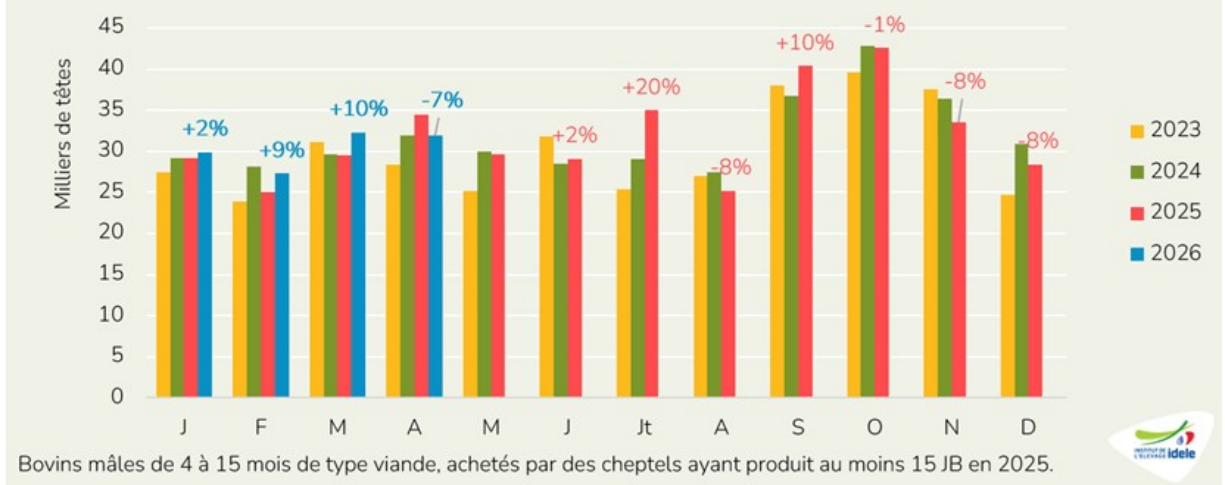
Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI



Au 1^{er} mai, **473 000 mâles de race allaitante âgés de 6 à 12 mois** étaient présents dans les élevages français, soit 17 000 de plus que l'année précédente à la même date, qui souffrait alors d'une cohorte de naissance très faible en raison des maladies vectorielles. Ces effectifs renforcés sont présents chez les engraisseurs et naisseurs-engraisseurs avec achat et pour une moindre partie chez les naisseurs spécialisés, traduisant leur réorientation vers la production de jeunes bovins française au premier trimestre.

Achats de broutards par les engraisseurs français

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI



Après avoir été **très dynamiques sur les trois premiers mois de l'année** (90 000 broutards achetés par des ateliers d'engraissement français entre janvier et mars, soit +6 000 /2025), les **misés en place ont reculé en avril** (32 000 têtes, soit -3 000 /2025), portant le cumul sur quatre mois à 121 000 têtes (+3 000 têtes/2025).

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

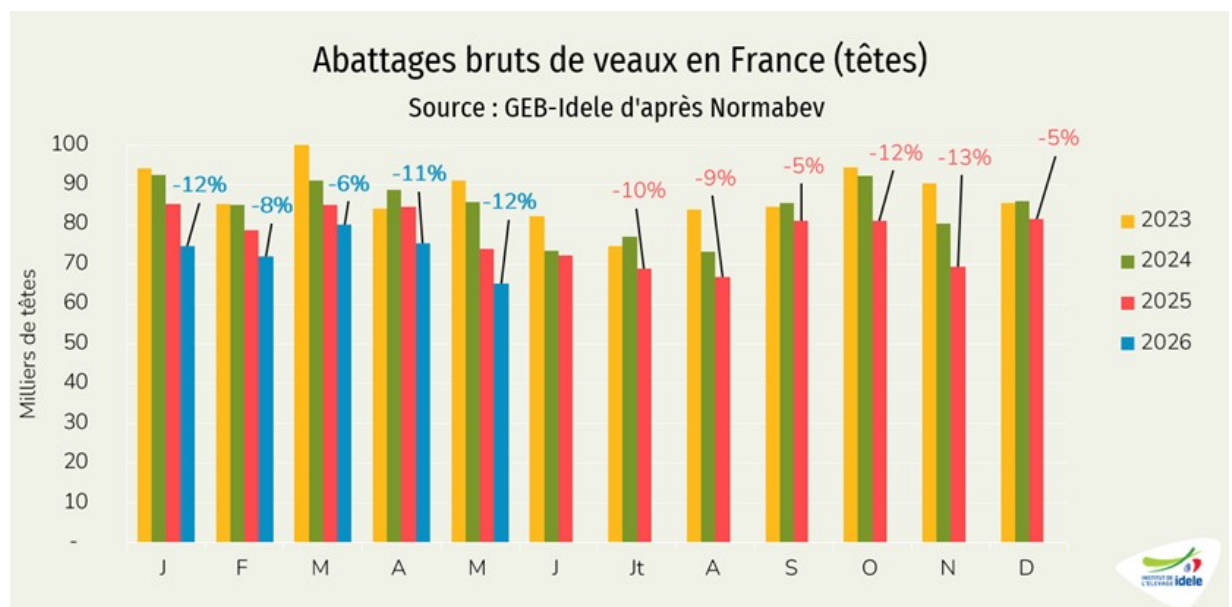
Le commerce difficile pèse sur la production

Dernière révision le 22 juin 2026

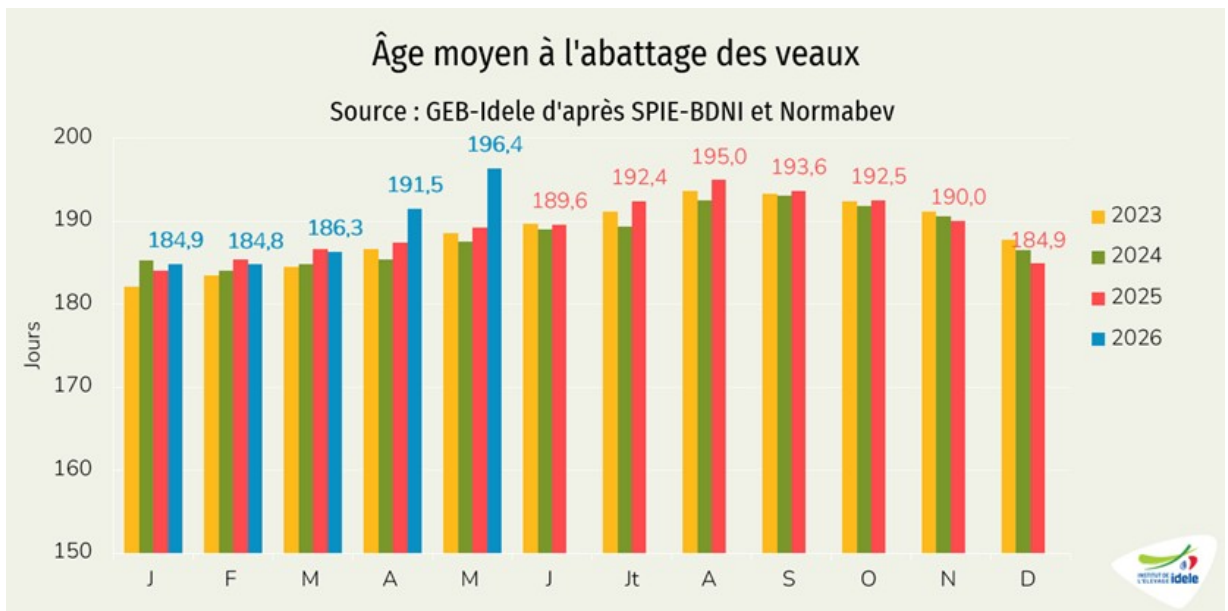
Les ventes de veau restent difficiles en Europe et conduisent à une rétention en élevage et à un alourdissement des carcasses. Les cours se stabilisent chez les principaux producteurs, à l'exception de la France où ils restent baissiers.

Sorties retardées en France

Les abattages de veaux de boucherie reculaient nettement en France, sous le double effet de mises en place prudentes en fin d'année dernière et d'une consommation à la peine.



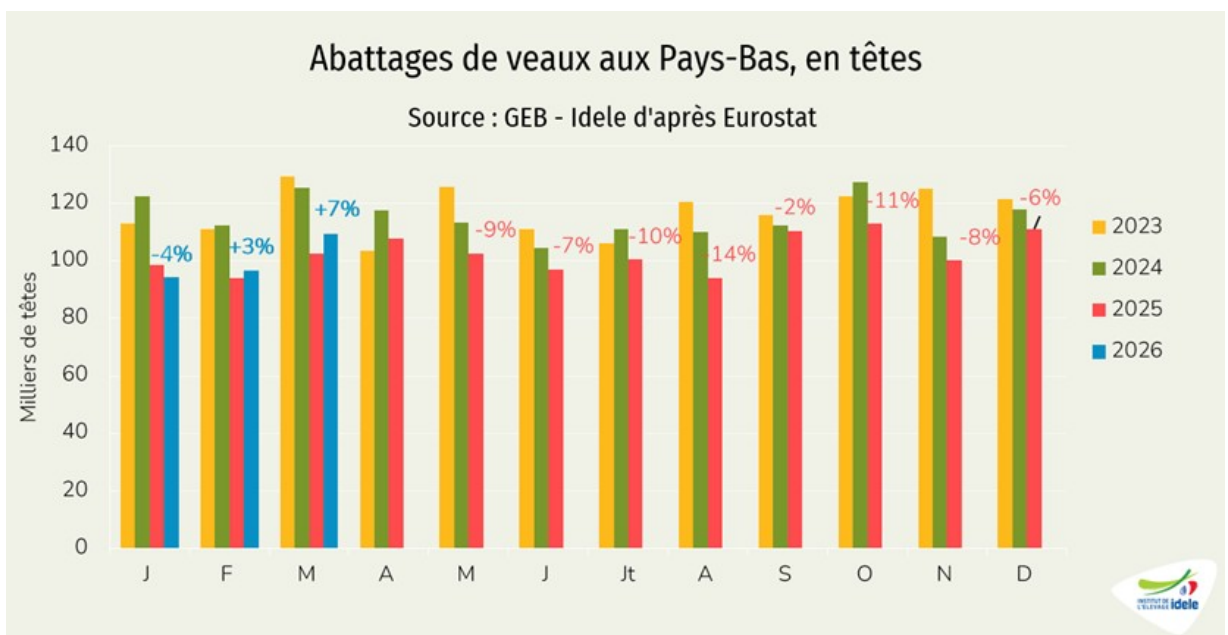
En mai, les abattages de veaux de boucherie ont reculé à 65 000 têtes (-12% /2025) pour 10 000 têtes (-8% /2025). La hausse des poids carcasse liée à l'allongement de l'engraissement dans un contexte de demande peu dynamique a limité la chute de la production.



L'âge moyen à l'abattage a atteint un record depuis plus de dix ans en mai 2026, à 196,4 jours (+7 jours /2025), du fait d'un commerce peu dynamique. Conséquence de cet abattage tardif, les poids carcasse ont bondi de 6,3 kg, à 154,9 kg.

Hausse des abattages néerlandais

Malgré la demande atone en Europe, les abattages néerlandais de veaux de boucherie ont progressé en début d'année 2026, en comparaison cependant à une année 2025 particulièrement basse.



En mars, 110 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas, en hausse de 7% (7 000 têtes) sur un an mais en net recul de 16 000 têtes /2024. La hausse de la production est plus nette sous l'effet de la hausse des poids carcasse (+6,5 kg /2025 en mars, à 154,1 kg) et atteint 17 000 téc (+11% /2025 mais toujours -12% /2024).

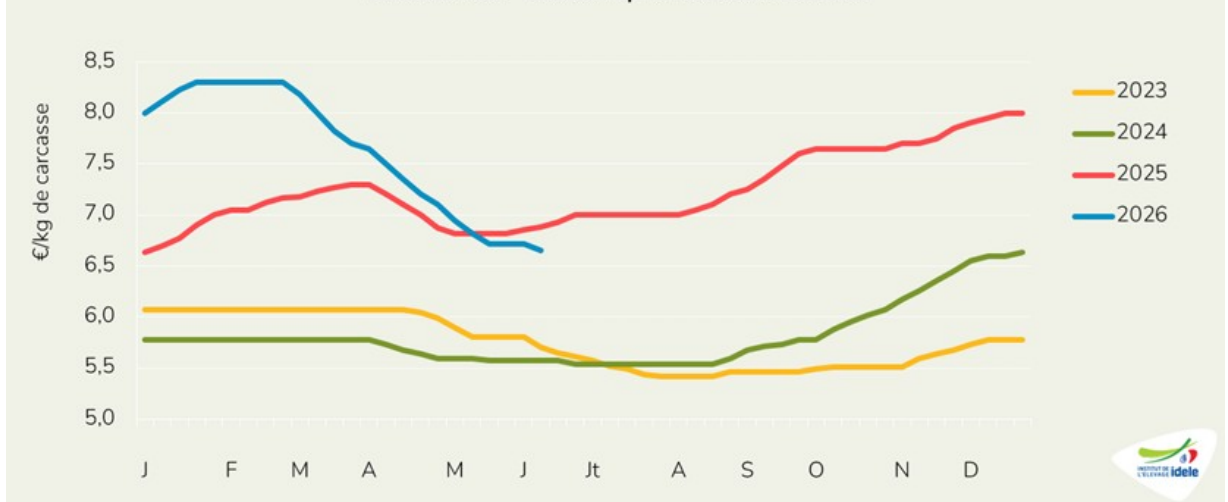
D'après la presse spécialisée néerlandaise, le commerce est difficile depuis le printemps, avec des ventes proches des niveaux estivaux depuis le mois de mai. Les opérateurs reporteraient des volumes importants vers la congélation.

Prix en stabilisation en Europe, en baisse en France

Après avoir franchement baissé jusque début juin, passant sous leur niveau de 2025, les cours des veaux néerlandais semblent se stabiliser sur les dernières semaines.

Cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais

Source : GEB - Idele d'après De Kalverhouder

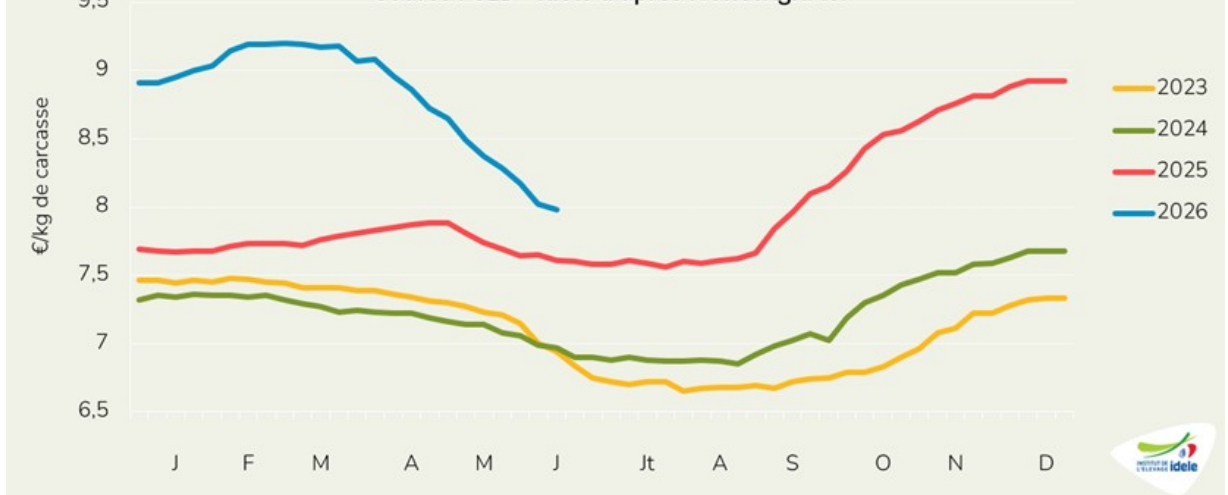


En semaine 24, les **veaux pie-noirs néerlandais** cotaient 6,65 €/kg de carcasse, en baisse de 17 centimes sur un mois et en léger recul (-23 centimes) par rapport à leur niveau de 2025. Le **veau de boucherie italien** se stabilisait à 6,75 €/kg de carcasse à Modène (-25 centimes /2025).

À l'inverse, les **veaux de boucherie français**, dont les cours avaient baissé plus tardivement au printemps, n'ont pas encore ralenti leur baisse début juin, tout en restant au-dessus des valeurs 2025, ce qui n'est plus le cas ailleurs en UE.

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Idele d'après FranceAgriMer



En semaine 24 :

- Le **veau de boucherie rosé clair O** cotait 7,98 €/kg de carcasse (+37 centimes /2025), après avoir perdu 39 centimes sur quatre semaines
- Le **veau de boucherie rosé clair R** reculait de 42 centimes sur un mois, à 8,59 €/kg de carcasse (+60 centimes /2025),
- Le **veau sous la mère rosé clair U** se stabilisait à 11,78 €/kg de carcasse (+1,27 € /2025).

Viandes bovines » Veaux laitiers »

Chute sévère des naissances en avril, rebond attendu

Dernière révision le 22 juin 2026

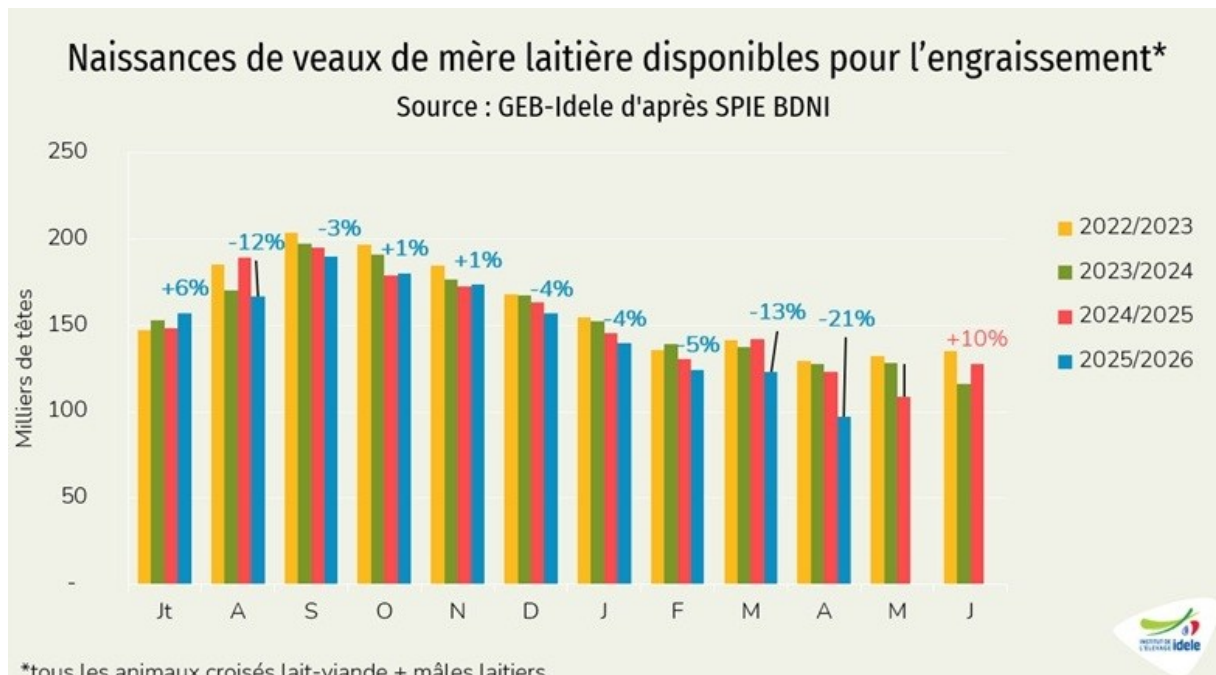
La forte chute des naissances laitières s'est poursuivie en avril, mais semble être stoppée début mai. Avec un peu plus de naissances en mai, les prix des jeunes veaux se sont repliés au niveau de 2025. Ailleurs en UE, les Pays-Bas envisagent d'arrêter l'import de veaux irlandais.

Net creux des naissances en avril, du mieux en mai

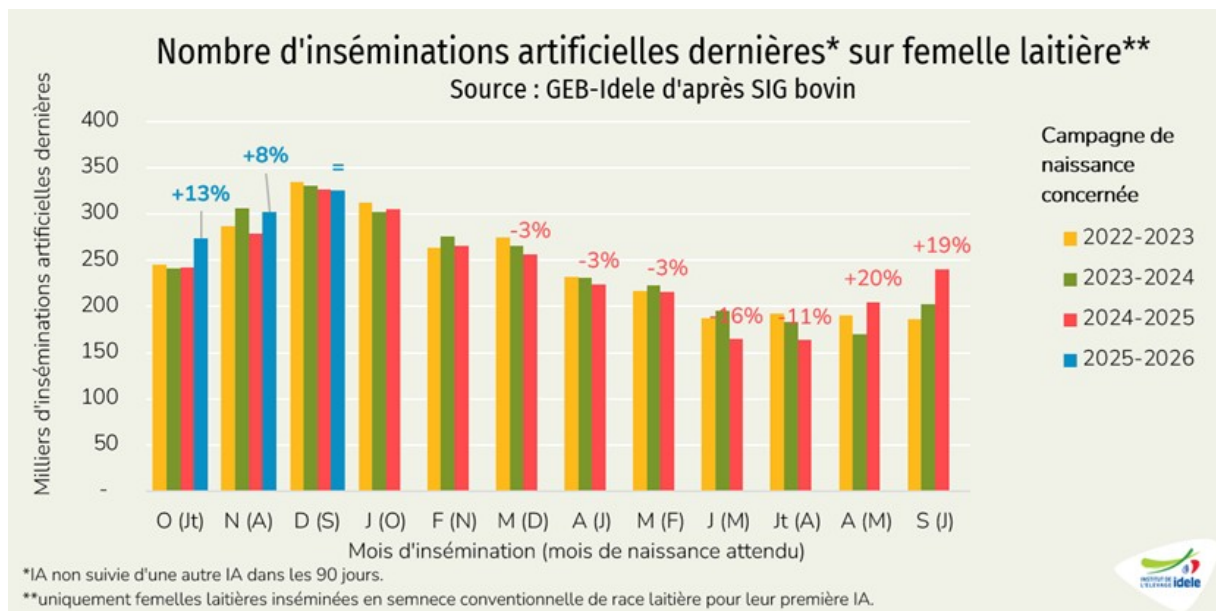
Seuls 164 000 veaux sont nés de mère laitière en avril, soit un revers inédit de 19% /2025 (-39 000 veaux). En cumul sur la campagne de naissances de juillet 2025 à avril 2026, 2 555 000 veaux de mère laitières sont nés (-4,5% /2025), ce qui porte le recul sur cette période à 122 000 têtes. Cette situation est liée à l'arrivée dans le Grand Ouest de la FCO-3 en juillet 2025 et à la canicule qui a sévi à partir du 10 juillet, perturbant alors la

reproduction.

Les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement reculaient un peu plus en avril, à 97 000 têtes en mars (-21% /2025 ou -26 000 têtes) pour un cumul sur la campagne de 1 509 000 naissances (-5,1% /2024-2025). **Sur la première décade de mai, les naissances rebondissent fortement** (chiffres encore à consolider), ce qui indiquerait un rattrapage des naissances après les mauvaises conditions de reproduction de juillet 2025.

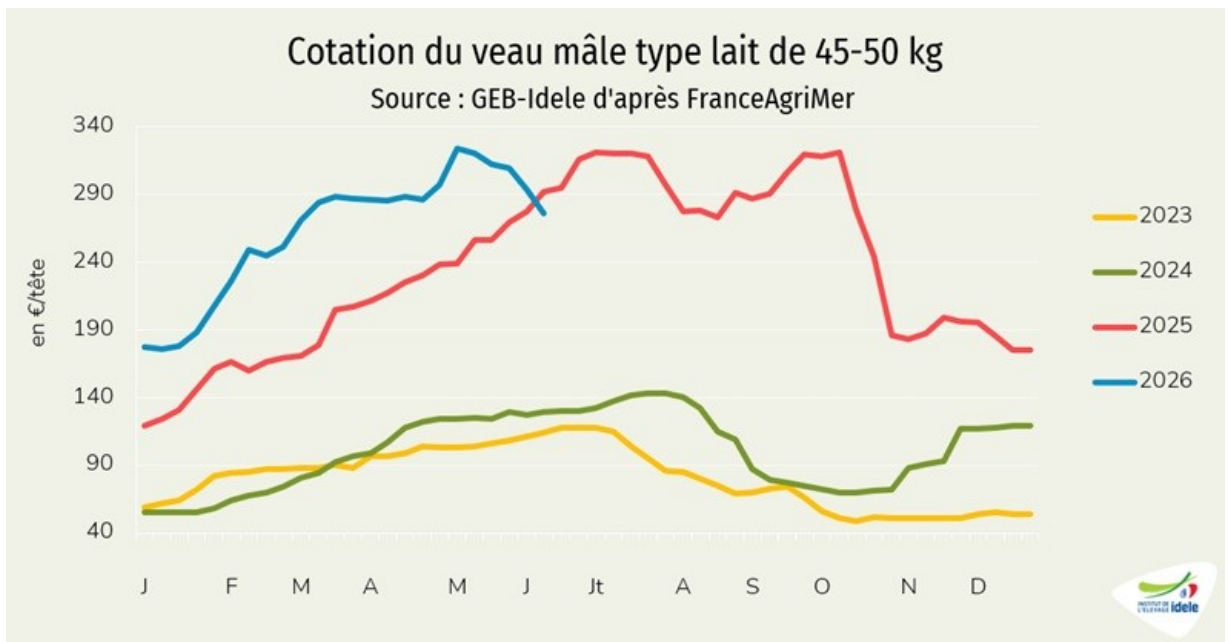


D'après les données du système d'information génétique bovin, le **nombre d'inséminations artificielles dernières** (non suivies d'une autre IA, donc sous-entendant en général une fécondation réussie) **a bondi à partir d'août 2025** (correspondant à des naissances en mai 2026) et jusqu'en novembre 2025 (naissances d'août 2026). Le rebond excéderait même le déficit d'inséminations constaté en juin et juillet 2025 (+73 000 IA dernières en août-septembre 2025 contre -51 000 IA dernières en juin-juillet 2025). En cumul sur l'année, 2025 termine donc avec 46 000 IA dernières de plus que 2024. Ce surplus d'IA ne se traduira pas forcément en naissances, en fonction des éventuels accidents de reproduction et de gestation (avortements) qui pourraient advenir.



Cours des veaux laitiers en baisse par le rebond des naissances

Le rebond des naissances constaté début mai et annoncé par le nombre d'inséminations artificielles dernières sur septembre-décembre indique une plus grande disponibilité en veaux en mai-juin. Cette situation a amené une détente des prix des jeunes veaux laitiers depuis mi-mai (semaine 19). Les prix avaient en effet progressé plus tôt que d'habitude en 2026, du fait des naissances en recul de 4% ou plus depuis février. De l'autre côté des Pyrénées, les prix des veaux laitiers espagnols ont eux aussi reculé depuis mi-mai, du fait de la plus grande disponibilité en veaux français.



Dans ce contexte de détente, la cotation du veau mâle laitier de 45-50 kg a reculé de 44 € en quatre semaines, à 276 €/tête en semaine 24, un niveau légèrement en-dessous de la valeur 2025, record pour la saison (-16 € /2025), mais encore à plus du double de son prix 2024 (+147 €, ×2,1).

Le veau laitier espagnol de moins d'un mois se stabilisait depuis deux semaines à 159 €/tête en semaine 23 (-9 € en quatre semaines, -16 € /2025). Ce tarif inférieur à la France traduit l'inquiétude des engraisseurs espagnols face à un marché national du jeune bovin baissier (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe). Le veau laitier néerlandais de 43-47 kg est quasiment stable depuis mi-avril, à 370 € en semaine 24 (-65 € /2025, mais encore +68% /2024).

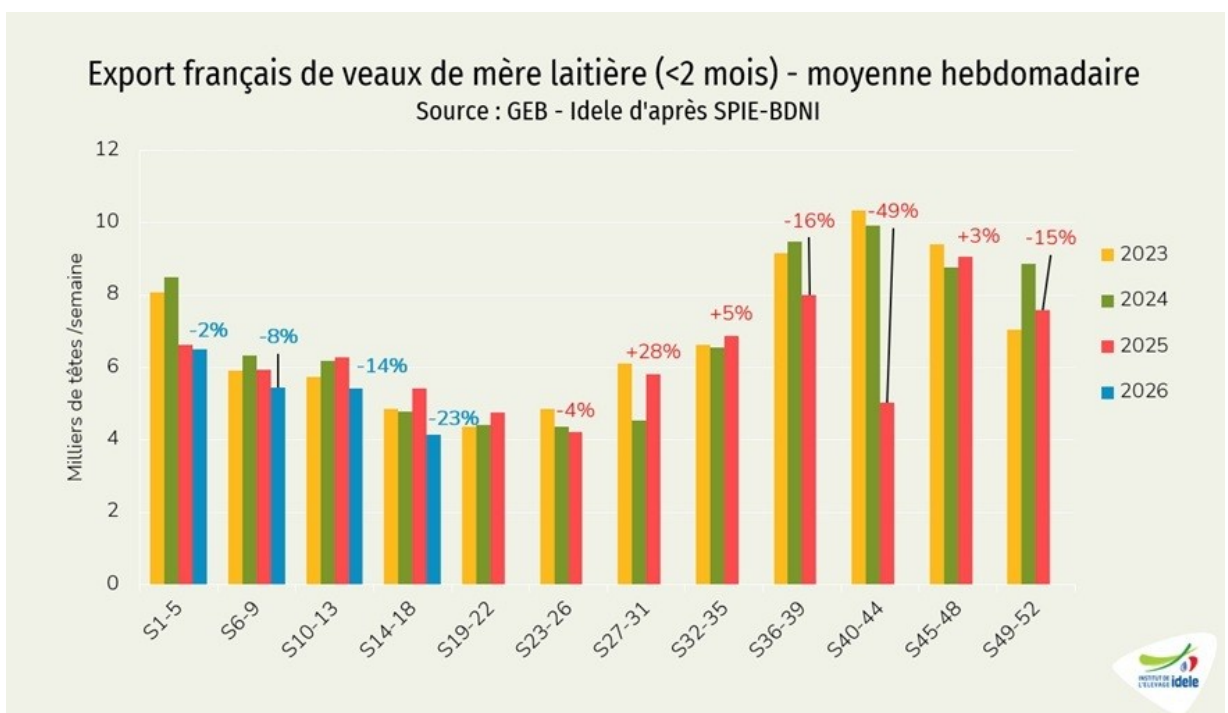
Vers un arrêt des imports de veaux irlandais aux Pays-Bas

Un plan commun à SBK (interprofession du veau aux Pays-Bas), à un syndicat de jeunes agriculteurs et à des ONG de protection animale néerlandaises a été présenté au secrétaire d'État à l'Agriculture néerlandais, Silvio Erkens, le 12 juin dernier. Il est issu d'un alignement des points de vue de ces différentes organisations.

Il prévoit, à horizon 2040, que les Pays-Bas importent uniquement des veaux belges, luxembourgeois, allemands et du sud du Danemark. Par ailleurs, l'objectif du plan est d'arrêter des imports de veaux depuis l'Irlande entre 2028 et 2030. Des travaux seront également menés en vue de meilleures conditions de transport des animaux.

En avril, des exportations de veaux en repli

Faute d'offre en mars-avril et dans un contexte peu favorable au jeune bovin ibérique, les exportations de veaux laitiers ont accentué leur recul en avril, après un mois de mars déjà très affecté (-14% /mars 2025).



Les envois de veaux français de mère laitière ont donc chuté de 23% en avril (semaines 14 à 18) selon SPIE-BDNI, à 21 000 têtes (-6 000 jeunes veaux exportés), portant le cumul sur les vingt premières semaines de

l'année, jusqu'au 15 mai, à seulement 108 000 têtes (-13% /2025 ou -16 000 veaux). La première quinzaine de mai (s19-s20) est encore particulièrement marquée par une baisse des exportations de jeunes veaux laitiers (-32% /2025).

Ralentissement de la production laitière mondiale et tensions sur la collecte française

Dernière révision le 22 juin 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

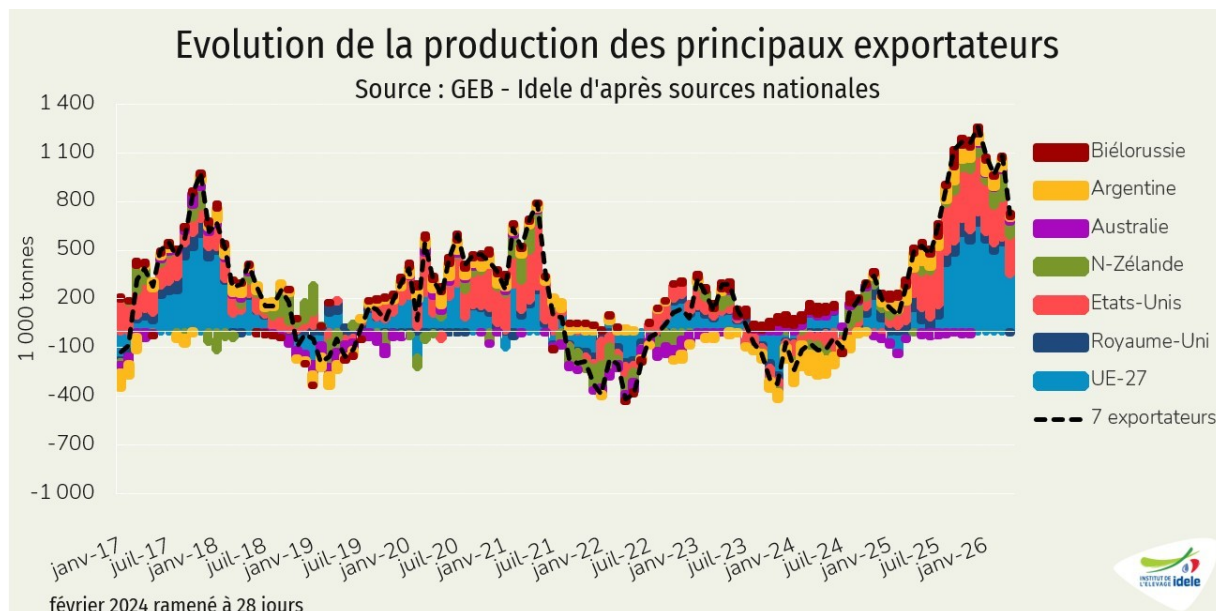
Un ralentissement de la croissance de production de lait ?

Dernière révision le 22 juin 2026

Les quantités de lait produites dans les principaux bassins exportateurs étaient toujours orientées à la hausse sur un an en avril 2026. Mais l'ampleur de la progression a commencé à se réduire notamment dans l'UE, mais aussi en Argentine. De quoi présager un ralentissement durable ?

Ralentissement de la hausse de production chez certains exportateurs

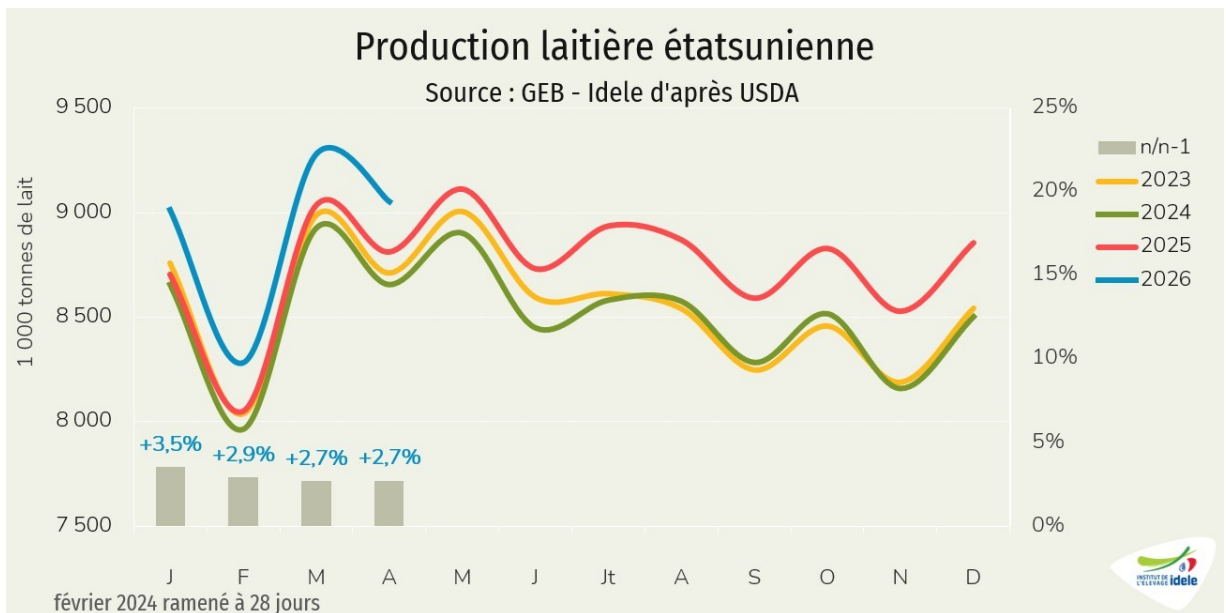
En avril 2026, pour le 21^{ème} mois consécutif, la production laitière cumulée des sept premiers exportateurs mondiaux (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et UE) restait en hausse sur un an. Mais le rythme de hausse a ralenti, avec 737 000 produites en plus sur un an (+2,7% /2025) contre encore plus de 1 million de tonnes le mois précédent.



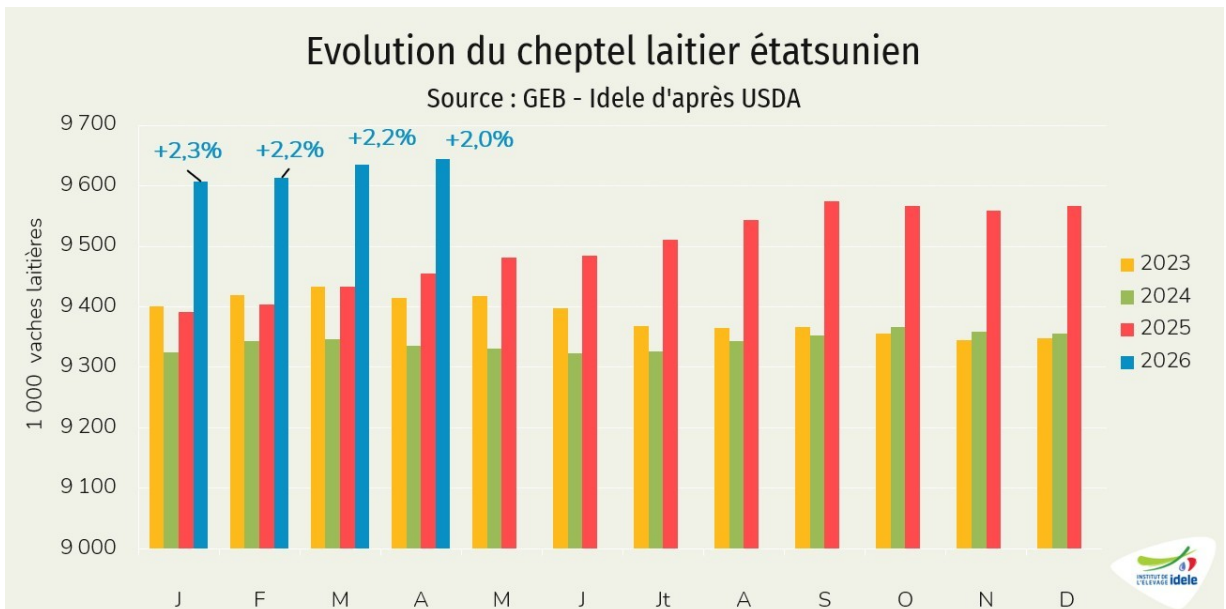
Les dynamiques ne sont plus aussi homogènes que lors des mois précédents. Si la production des États-Unis a poursuivi sa croissance au même rythme en avril (+2,7% /2025), celle de l'UE a marqué un recul. La croissance de la production européenne ne représentait plus que 49% de la croissance des sept principaux exportateurs. Celle des États-Unis en représentait 32%, contre 29% en mars. La production avait même légèrement reculé au Royaume-Uni (-0,1% /2025), une première depuis juillet 2024.

La production aux États-Unis bat encore des records

Aux États-Unis, avec des marges en élevage confortées par la hausse des cours de la poudre maigre et du prix du lait, la production était toujours en nette progression en avril. Elle a atteint un niveau record pour un mois d'avril, à 9,05 millions de tonnes (+2,7% /2025). En cumul sur quatre mois, un nouveau record a également été battu avec 35,63 millions de tonnes produites (+3,0% /2025).



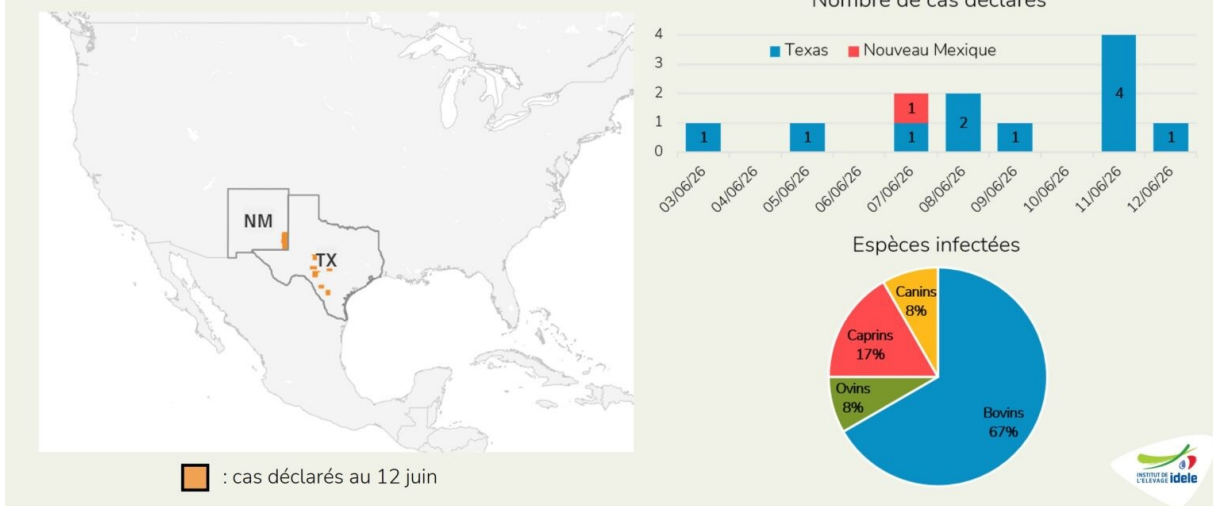
Depuis le début de 2025, la hausse de production de lait aux États-Unis repose notamment sur un taux de réforme limité et un cheptel étoffé. En avril 2026, le pays comptait ainsi 9,645 millions de vaches (+2,0% /2025). Il s'agit également d'un niveau record depuis le début de la série statistique en 2015.



Si la production laitière étatsunienne ne montre toujours pas de signe d'essoufflement, la situation sanitaire soulève quelques inquiétudes dans le sud du pays. Au 12 juin 2026, 12 cas d'infection à la lucilie bouchère (*Cochliomyia hominivorax*) avait été répertoriés dans le Texas et le Nouveau Mexique, dont 8 sur des bovins. Cette épizootie en provenance du Mexique est liée à la diffusion d'un diptère, la lucilie bouchère, également appelée mouche à viande ou mouche de Libye. L'insecte femelle, attirée par les plaies cutanées ou les muqueuses des orifices, pond des œufs sur les bords des plaies ou des muqueuses puis les larves se développent et se nourrissent en s'enfonçant dans les chairs (en savoir plus sur cette maladie sur le liste du ministère). Éradiqué des États-Unis dans les années 1960, ce risque d'épizootie fait l'objet d'une attention particulière des autorités du pays. Si des traitements existent, toutes les options sont soumises à des délais d'attente pour la viande et le lait, allant jusqu'à 60 jours ou plus selon le traitement utilisé. Le retour de la lucilie bouchère pourrait avoir des effets sur la production de lait dans le Sud du pays.

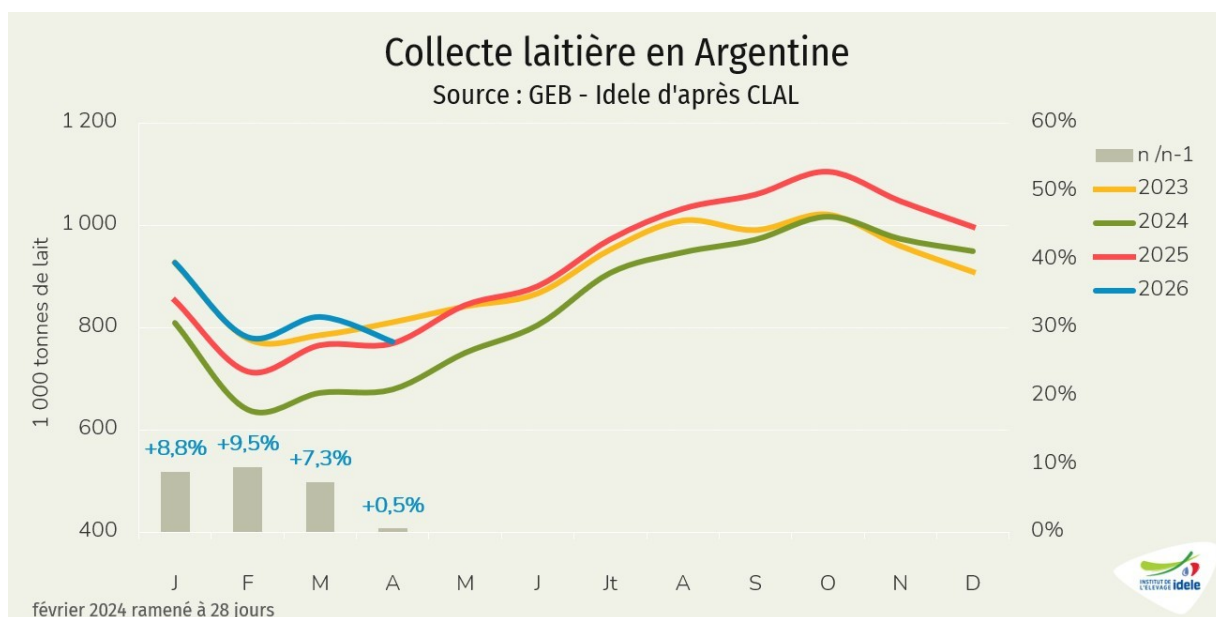
Foyers de lucilie bouchère aux Etats-Unis

Source : GEB-Idele d'après USDA



Moindre croissance de la collecte en avril en Argentine

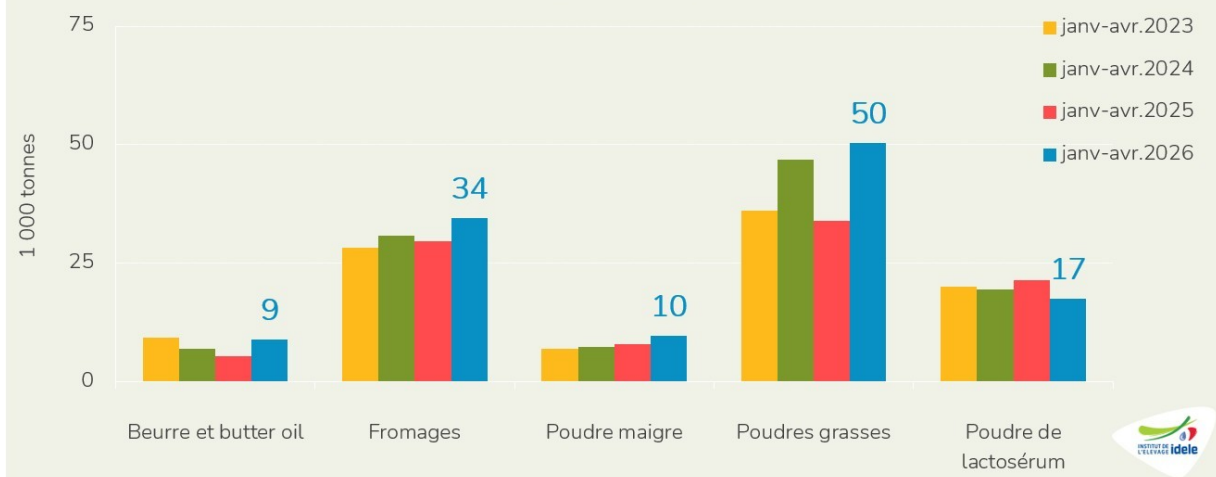
En Argentine, la collecte s'est progressivement redressée alors que la situation économique et le climat ont été plus favorables après plusieurs années de crises. Le rythme de croissance de la collecte avait cependant ralenti en avril dernier avec 772 000 tonnes collectées (+0,5% /2025). En cumul sur 4 mois, les performances restaient très bonnes. Ce sont en effet plus de 3,3 millions de tonnes de lait qui ont été collectées dans le pays (+6,6% /2025). Un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2015.



Avec des disponibilités en lait plus importantes et des prix toujours compétitifs sur le premier quadrimestre 2026, les exportations argentines de produits laitiers sont reparties à la hausse. En cumul sur quatre mois, les envois de poudres grasses avaient rebondi, à 50 000 t (+49% /2025 et +8% /2024). Les exportations étaient aussi en progression pour les fromages (+17% /2025 à 34 kt), le beurre (+63% à 9 kt) ou la poudre maigre (+24% à 10 kt).

Exportations cumulées de l'Argentine

Source : GEB - Idele d'après TDM



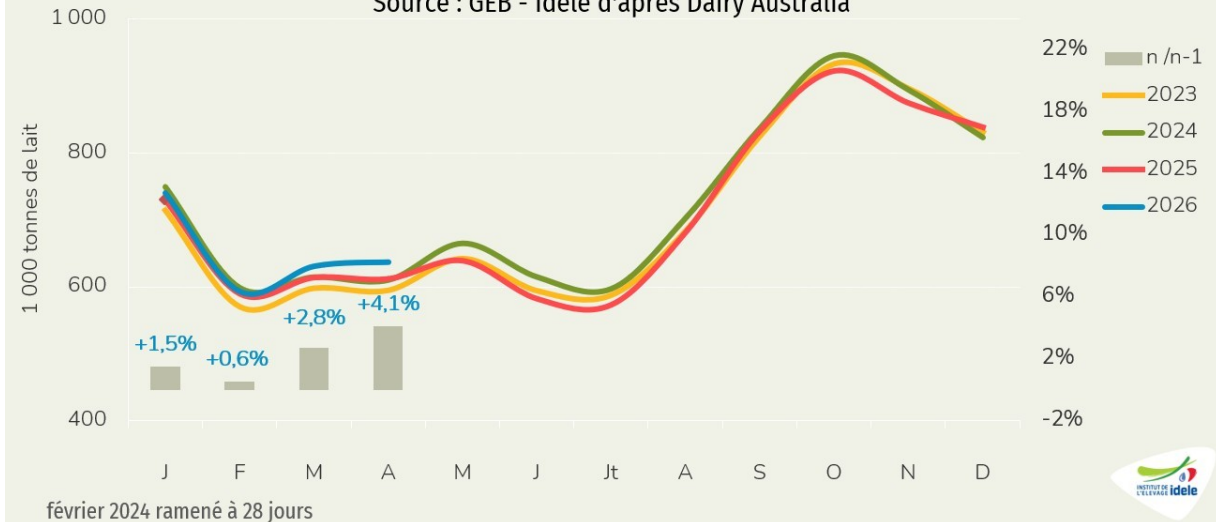
Selon le dernier rapport de l'*Observatorio de la cadena Láctea Argentina* (OCLA), la progression structurelle de la taille des élevages en Argentine s'est accélérée au cours des quatre premiers mois de 2026. En avril, le nombre d'exploitations laitières avait reculé à 8 845 unités (-2,6% /2025), le nombre moyen de vache par élevage atteignant 175 vaches, contre 171 en 2025. Les exploitations produisant plus de 10 000 litres par jour représentaient ainsi près de 30% de la production nationale en avril 2026, contre seulement 5% en 2010.

Hausse de la production en Océanie. *El Niño* en approche ?

Structurellement affectée par des conditions climatiques difficiles et la déprise, la production australienne affichait cependant en avril dernier une hausse de production sur un an pour le 5^{ème} mois consécutif. Les niveaux de production restent cependant inférieurs aux standards des années 2010. En avril 2026, 637 000 tonnes avaient été produites (+4,1% /2025), mais depuis le début de la campagne en juillet 2025, le total atteignait seulement 7,32 millions de tonnes, soit -0,2% sur un an. Un niveau proche des faibles résultats observés depuis le début de la décennie.

Production laitière en Australie

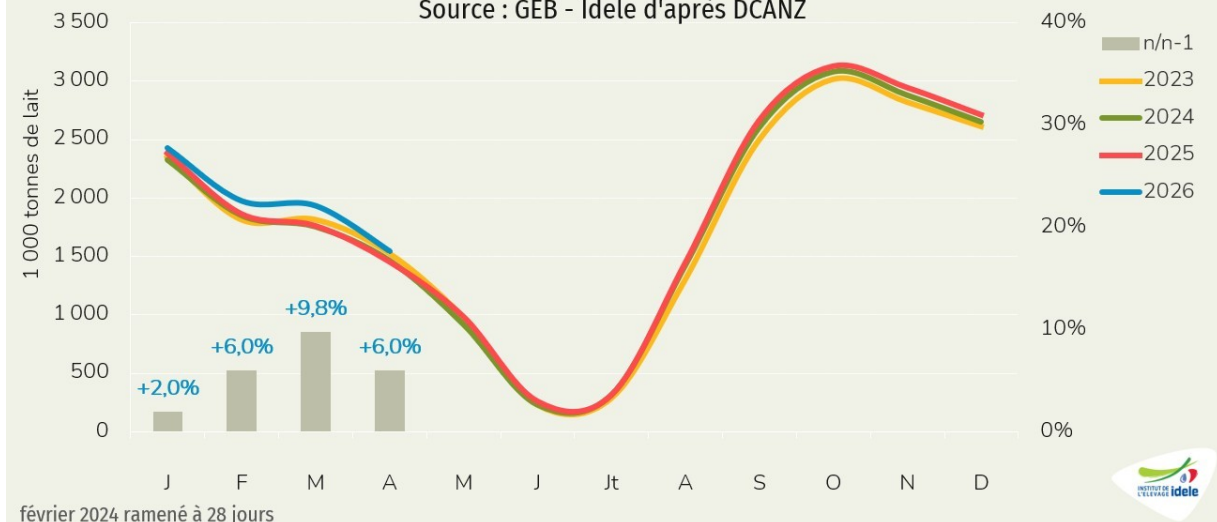
Source : GEB - Idele d'après Dairy Australia



En Nouvelle-Zélande, à l'approche du creux de production, les quantités de lait produit ont totalisé 1,54 millions de tonnes (+6,0% /2025) en avril 2026. En cumul depuis le début de la campagne (juin 2025), la production a atteint 21,36 millions de tonnes (+3,5% /2025), égalant ainsi le niveau record atteint sur les onze premiers mois de la campagne 2020/2021.

Production laitière néo-zélandaise

Source : GEB - Idele d'après DCANZ



Fin mai, signe des bonnes performances du pays, la coopérative Fonterra, qui collecte plus de 80% du lait produit dans le pays, confirmait son prix du lait à la production médian pour la campagne 2025/2026, à 9,70 NZ\$/kgMS. La plage de prix a été réduite par la coopérative, passant de 9,40-10,00 NZ\$/kgMS à 9,60-9,80 NZ\$/kgMS. Quel que soit le résultat final au sein de cette plage, le prix hors dividende de la campagne 2025/2026 sera le second total le plus élevé de l'histoire, derrière le record historique de la campagne 2024/2025.

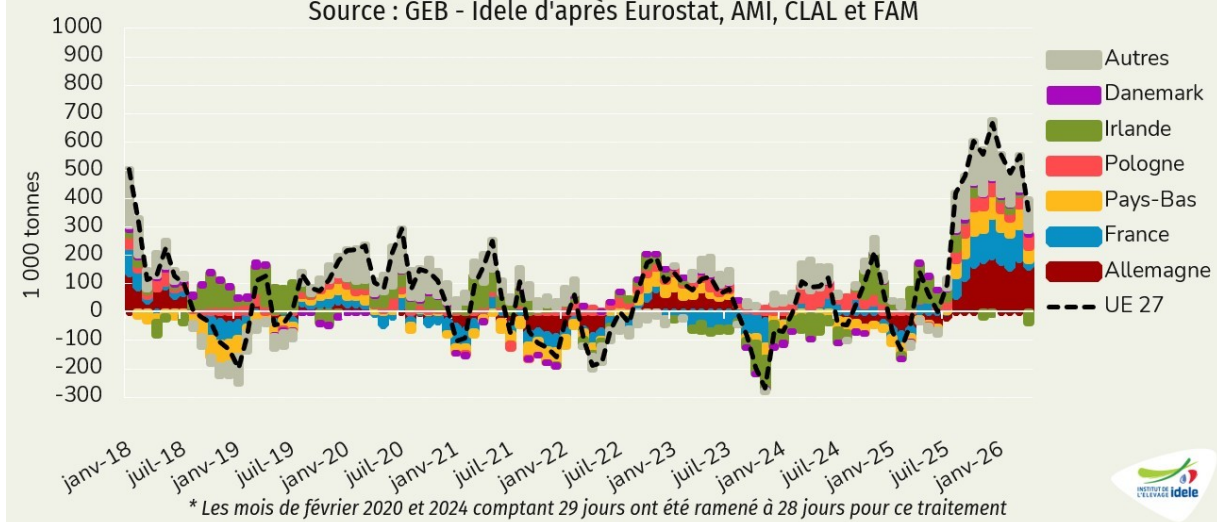
La coopérative a également relevé ses prévisions de résultats et donc de dividendes pour l'exercice 2026. Pour la campagne 2026/2027, Fonterra annonce un prix médian hors dividende de 9,75 NZ\$/kgMS, mais avec une fourchette plus large, comprise entre 8,00 NZ\$/kgMS et 11,00 NZ\$/kgMS, reflétant les incertitudes tout au long de la campagne à venir en lien avec les risques géopolitiques en cours et les pressions inflationnistes. Par ailleurs, alors que les campagnes 2025/2026 néo-zélandaises et australiennes touchent à leur fin, les campagnes 2026/2027 des deux pays pourraient connaître des conditions climatiques perturbées, notamment en Australie.

Évolutions variables pour les membres de l'UE

Si la collecte laitière dans l'UE a de nouveau battu un record en avril comparé au même mois des années précédentes, les dynamiques divergent désormais quelque peu. En cumul sur le premier quadrimestre 2026, plus de 50,4 millions de tonnes de lait ont été collectés dans l'UE, nouveau record (+1,96 Mt ou +4,0% /2025). Mais les évolutions observées sont désormais beaucoup plus hétérogènes que celles observées lors des mois précédents. En avril 2026, la collecte de l'UE a atteint 13,34 Mt (+2,7% /2025). Les quantités de lait collecté étaient encore en forte hausse en Allemagne (+5,8% /2025 à 2,83 Mt), aux Pays-Bas (+4,0% à 1,22 Mt) ou en Pologne (+3,7% à 1,21 Mt). La hausse relative était plus mesurée en France (+1,1% à 2,17 Mt) ou en Espagne (+0,4% à 647 kt) et la collecte avait même reculé chez certains producteurs de taille comme en Italie (-1,2% à 1,18 Mt) ou en Irlande (-3,5% à 1,07 Mt).

Evolution de la collecte des principaux pays de l'UE-27 (n / n-1)

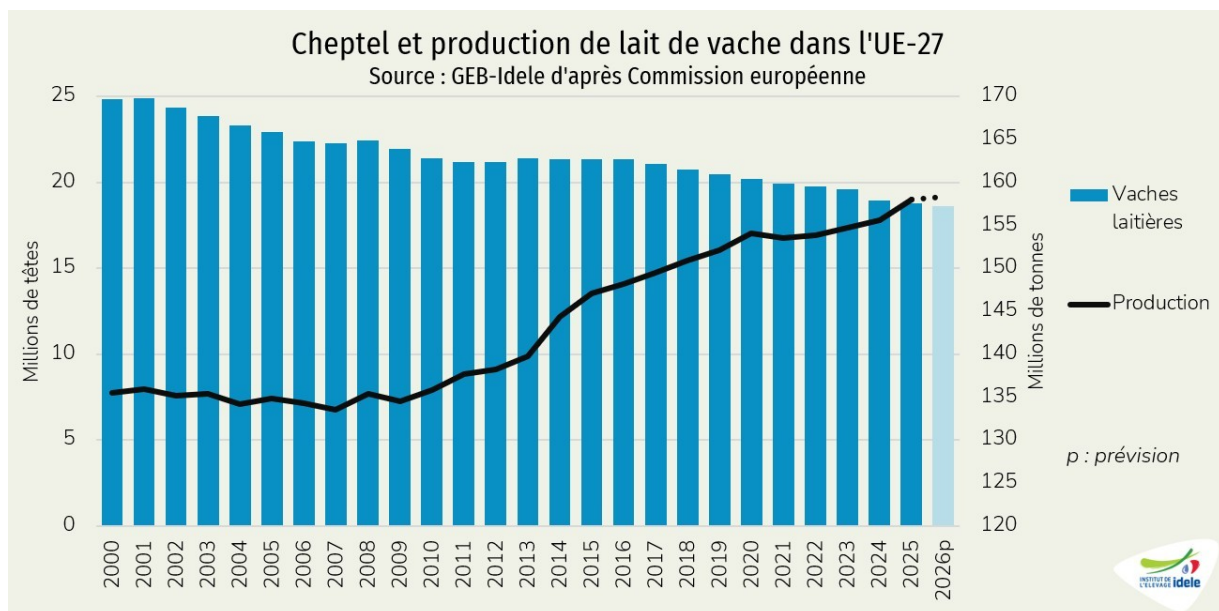
Source : GEB - Idele d'après Eurostat, AMI, CLAL et FAM



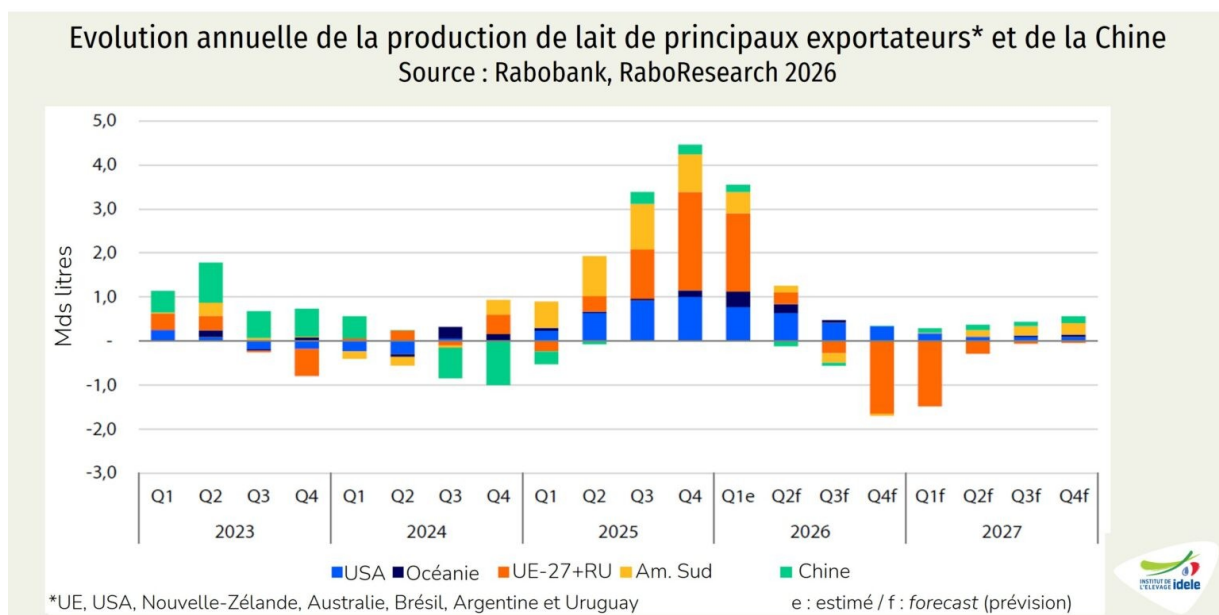
Quelles perspectives dans les prochains mois ?

D'après les différentes prévisions disponibles, la production de lait dans les principaux bassins exportateurs pourrait reculer dans les mois à venir. Dans son *short-term outlook*, la Commission européenne anticipe un repli de la production de lait dans l'UE-27 dans les mois à venir. Si la production laitière de l'UE est attendue en légère croissance par la Commission en 2026 (+0,2% /2025), portée principalement par une demande européenne

résiliente, une contraction en glissement annuel est anticipée pour le second semestre après la forte progression au premier semestre.



L'UE ne devrait pas être la seule zone concernée par le repli de la production de lait au second semestre. D'après la Rabobank, l'augmentation précoce de l'offre a entraîné une baisse générale des prix, bien que les tendances varient selon les produits. Après quatre trimestres consécutifs de croissance supérieure à 2% et un pic à 5,2 % au quatrième trimestre 2025 dans les principales régions productrices suivies par la Rabobank (UE, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie, Brésil, Argentine et Uruguay), la progression de la production de lait a commencé à ralentir au 2^{ème} trimestre 2026. En glissement annuel, les volumes collectés devraient encore afficher une hausse de 1,5% sur ce 2^{ème} trimestre, avant de se stabiliser au 3^{ème} trimestre puis de reculer de 1,6% au 4^{ème} trimestre d'après les prévisions. Sur l'ensemble de l'année, la production laitière mondiale est tout de même attendue en hausse de 1% en 2026, avant de légèrement diminuer en 2027.

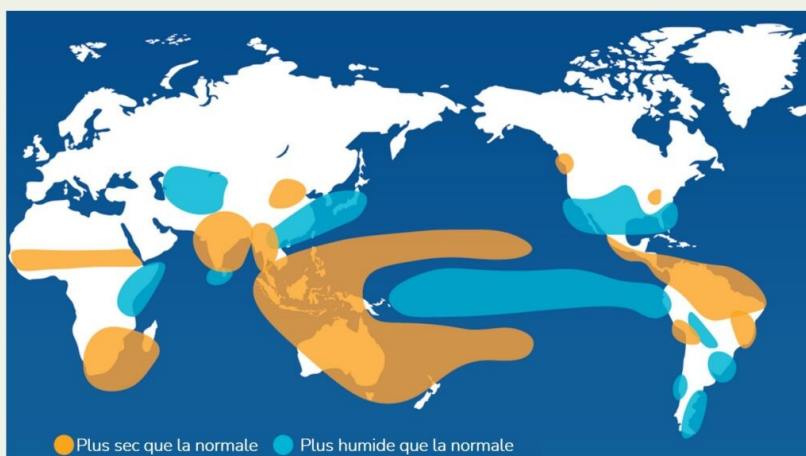


Attention toutefois, la plupart des prévisions météorologiques font état d'une forte probabilité d'occurrence d'un phénomène *El Niño*, mais son intensité reste encore difficile à évaluer. Ce phénomène climatique se produit en moyenne tous les deux à sept ans et dure en général entre neuf et douze mois. Il est généralement associé à une augmentation des précipitations dans certaines régions du sud de l'Amérique du Sud, dans le sud des États-Unis d'Amérique et dans certains secteurs de la Corne de l'Afrique et de l'Asie centrale, et à un temps plus sec en Amérique centrale, dans le nord de l'Amérique du Sud, dans les Caraïbes, en Australie, en Indonésie et dans certaines régions du sud de l'Asie.

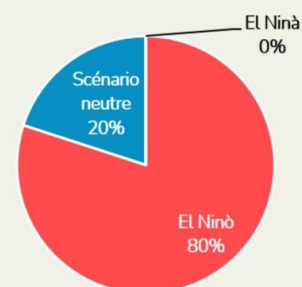
D'après les dernières prévisions de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) datant de la mi-mai, un changement marqué vers des conditions *El Niño* pour la période de juin à août 2026 pourrait s'opérer, la probabilité d'un tel épisode atteignant 80%. Si les prévisions de récolte de céréales et d'oléoprotéagineux sont correctes à date, une forte intensité de cette épisode climatique pourrait induire une production fourragère en recul, de la décapitalisation et une baisse de la production de lait, notamment en Océanie. Début juin, l'OMM appelait l'ensemble des gouvernements à se préparer à *El Niño*.

Probabilité d'un épisode de *El Niño* et effets sur les précipitations

Source : GEB-Idele d'après Organisation Météorologique Mondiale (OMM)



Probabilité pour juin-juillet-août 2026



Lait de vache » Collecte laitière »

FCO et chaleur stoppent l'élan de la collecte

Dernière révision le 22 juin 2026

Après un début d'année dynamique, la collecte laitière française marque le pas sous l'effet combiné des conséquences de la FCO et des aléas météorologiques.

Entre effets sanitaires et contraintes climatiques, la collecte change de rythme

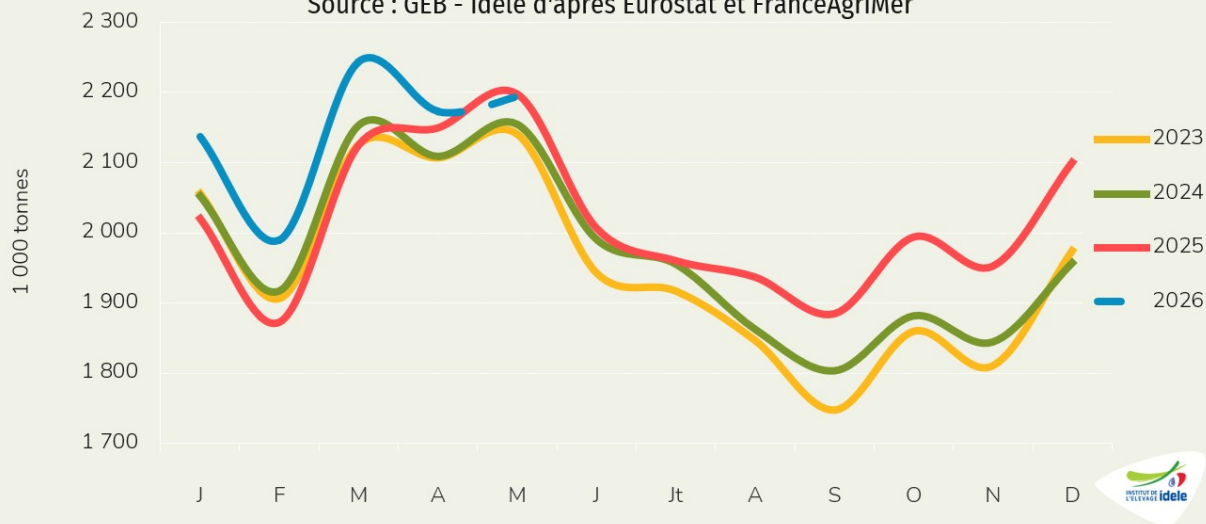
En avril 2026, la croissance de la collecte laitière française a ralenti (+1,1% /avril 2025). Selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, **la collecte de mai serait même en recul** sur un an (-0,2%).

Ce ralentissement intervient après un **premier trimestre particulièrement dynamique**. La production avait alors bénéficié de plusieurs facteurs favorables : des coûts d'alimentation contenus, un prix du lait demeurant attractif malgré son repli, des bons stocks fourragers récoltés en 2025, ainsi qu'une poursuite de la robotisation de la traite, contribuant à l'amélioration de la productivité des élevages.

Depuis la fin du mois d'avril, la situation s'est toutefois inversée. La FCO, qui avait fortement affecté les élevages du Grand Ouest durant l'été 2025, continue de produire ses effets. Les troubles de fertilité observés dans les troupeaux se traduisent aujourd'hui par des décalages de vélages de deux à trois mois. En mars et en avril, de fortes baisses des naissances ont ainsi été enregistrées en Bretagne et dans les Pays de la Loire, et de manière plus modérée en Normandie. À ces difficultés sanitaires se sont ajoutées des conditions climatiques défavorables. Le mois d'avril, particulièrement chaud et sec, a freiné la pousse de l'herbe et limité le potentiel de production des exploitations. La vague de chaleur de la fin mai a ensuite pénalisé la production laitière. Celle-ci devrait aussi être affectée par les épisodes caniculaires du mois de juin.

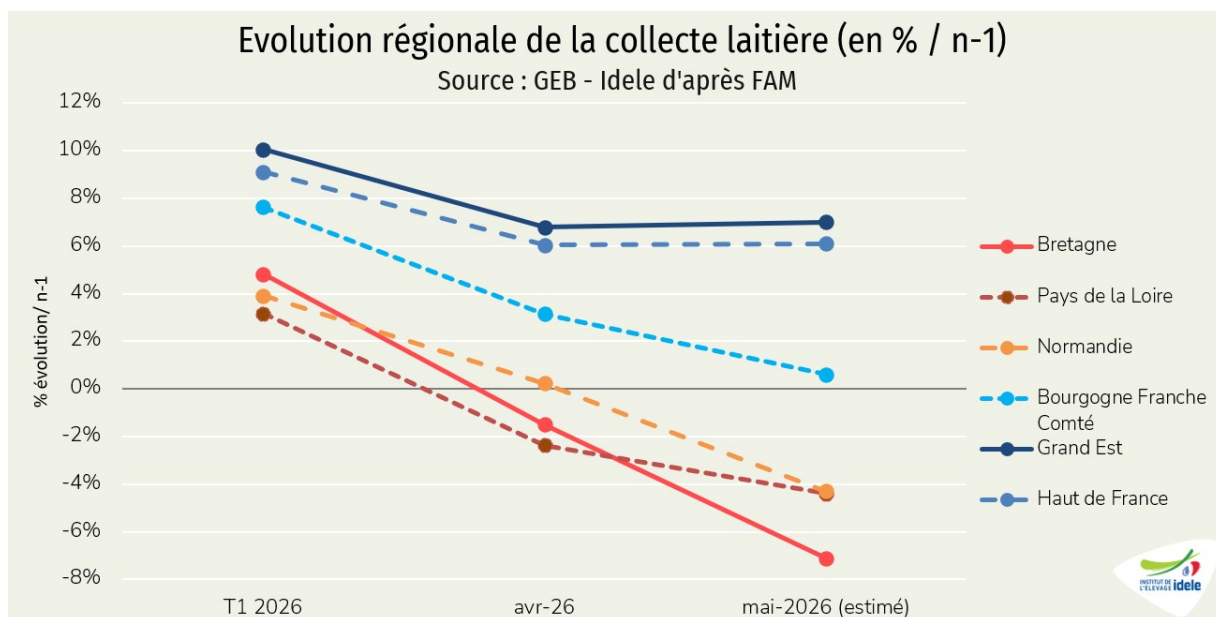
Collecte laitière française

Source : GEB - Idele d'après Eurostat et FranceAgriMer



Les effets sont particulièrement visibles dans le Grand Ouest. En Bretagne, la collecte a reculé de 1,5% en avril et la baisse est estimée à près de 7% en mai. Dans les Pays de la Loire, le recul a atteint 2,4% en avril et dépasserait 4% en mai. En Normandie, la collecte est restée stable en avril avant de diminuer d'environ 4% en

mai. À l'inverse, les bassins de production touchés par la FCO à l'automne 2024 ont affiché une dynamique plus favorable. Après un début d'année 2025 fortement pénalisé par la maladie, ces régions bénéficient désormais d'un effet de rattrapage. La collecte y a progressé sensiblement au cours du premier trimestre 2026, et les tendances observées en avril et en mai demeurent positives.

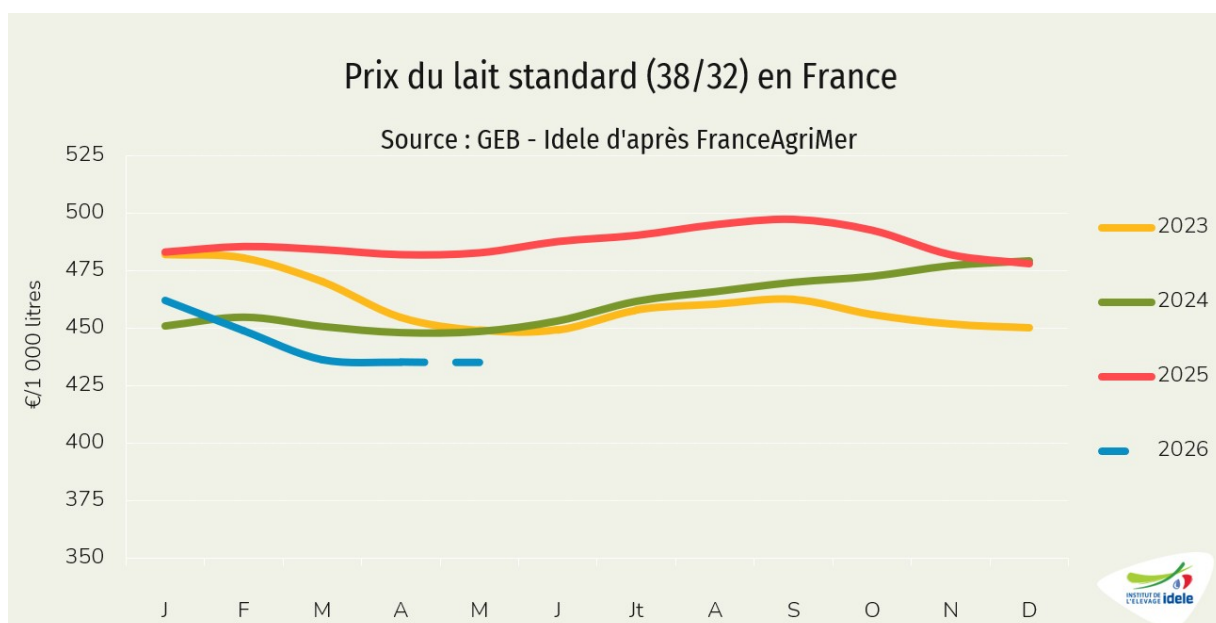


Les prochains mois pourraient toutefois réserver un nouveau changement de dynamique. Les décalages de vêlages observés dans le Grand Ouest devraient soutenir la production laitière en juin, juillet et août, conduisant à des volumes supérieurs à ceux de l'an dernier. La reprise des vêlages s'opère depuis mai et on s'attend à un pic de vaches laitières en début de lactation en juillet et août. Le redressement de la collecte demeure néanmoins conditionné à l'évolution des conditions météorologiques. Un été chaud et sec pourrait en effet limiter une partie du potentiel de croissance attendu.

Le prix du lait semble se stabiliser

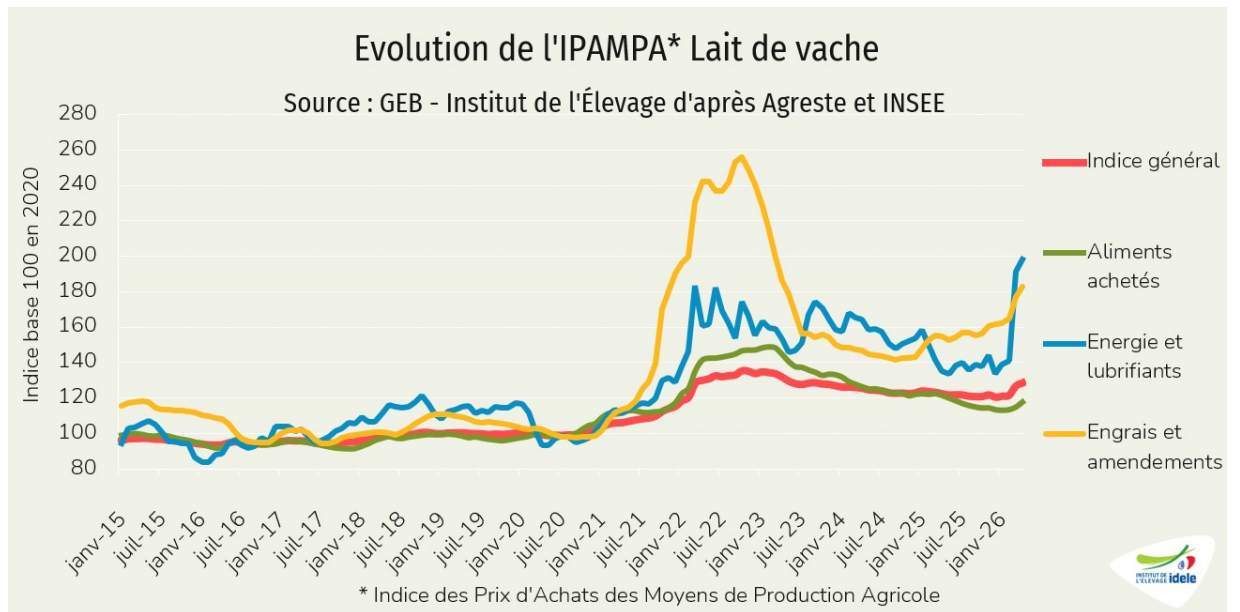
Depuis octobre dernier, le prix du lait en France suit une trajectoire baissière. En avril 2026 pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **435 €/1 000 litres**, passant largement sous son niveau d'avril 2025 (-47 €). Le prix du lait a perdu 62€ depuis septembre 2025. Le prix s'est stabilisé comparé à mars 2026. Et selon l'observatoire de l'Éleveur Laitier, il se maintiendrait à 435 €/1 000 litres en mai (-48 € /mai 2025) comme en juin.

En composition réelle, le prix est descendu à **465 €/1 000 litres** (-42 € /avril 2025) en recul de 4 € comparé à mars 2026.



Des charges en hausse qui pèsent sur la marge des élevages laitiers

Du côté des charges, l'IPAMPA lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), a **augmenté en avril 2026** d'un mois sur l'autre (+1,4%) et a progressé de 4,9% /avril 2025. Sur un an, le recul est toujours de mise pour le poste aliment acheté (-3,0% /2025) mais se trouve en nette hausse pour l'énergie (+46,5%) et pour les engrais (+18,0%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont progressé de 5,8% sur un an tandis que les biens d'investissement se sont renchérissés de 1,9%. Le conflit au Moyen-Orient, déclenché le 28 février dernier, a provoqué une flambée des cours de l'énergie et des intrants azotés, contribuant à cette remontée

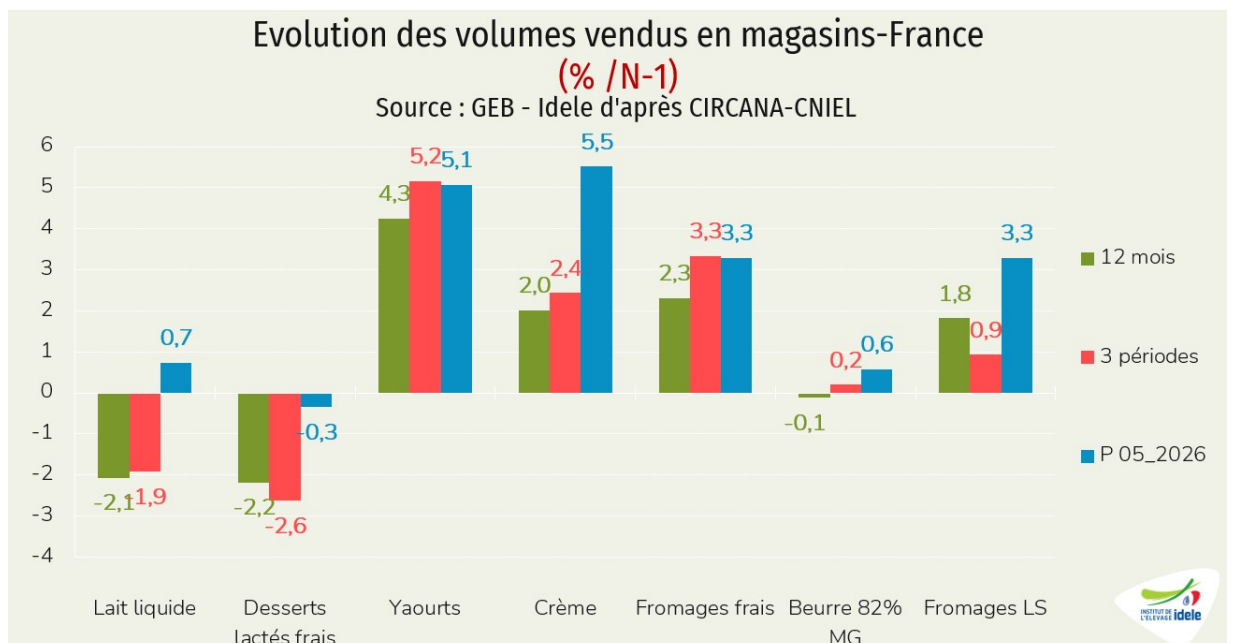


Dans ce contexte, **la marge MILC poursuit son érosion. Estimée à 190 €/1 000 l en avril dernier**, elle connaît son sixième mois consécutif de recul, perdant 11€ sur un mois. Ce repli résulte de la combinaison d'une baisse du prix du lait (lait conventionnel aux taux réels), d'une stabilité des prix des produits issus de la vente des animaux et d'une hausse des charges. Sur un an, le recul de la MILC a atteint 45€/1000 l. Cette évolution s'explique par la progression des coproduits viande (+21€), la hausse des charges (+18€) et le recul du produit lait (-48€). À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA lait de vache qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux, les coûts des travaux par tiers ou les frais financiers qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à début 2025. Par ailleurs, les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années, notamment en robotisation, et l'évolution de la part croissante des investissements n'est pas prise en compte dans le calcul, l'indice IPAMPA étant établi sur la base 2020.

Les achats de produits laitiers en grande distribution bien orientés

Alors que la collecte marque le pas en avril et mai, **les achats des ménages en produits laitiers affichent une belle dynamique**. En période 5 de 2026 (du 20 avril au 17 mai 2026), les volumes achetés en grande distribution **ont progressé de 2,3%** en équivalent lait par rapport à la même période de 2025, portés notamment par la crème, les yaourts, les fromages frais et les fromages en libre-service.

La **crème** confirme une tendance haussière structurelle, avec des volumes en progression régulière sur longue période. Les **yaourts**, après une période de recul puis une stagnation post-Covid, ont amorcé un redressement depuis 2024 qui se poursuit et s'amplifie en ce début d'année. Ce regain s'explique en grande partie par l'essor des **yaourts hyper-protéinés**, dont les ventes affichent des nettes hausses. Ce segment connaît une croissance fulgurante : les achats de yaourts standard hyper-protéinés ont été multipliés par 25 en trois ans. Cet engouement reflète une évolution des attentes des consommateurs, portée par l'influence croissante des réseaux sociaux et des univers du sport et du bien-être.



Reprise fragile de la production de lait bio

Dernière révision le 22 juin 2026

La filière lait bio renoue avec une dynamique plus favorable après plusieurs années difficiles. Si la collecte a retrouvé le chemin de la croissance en début d'année, les effets de la FCO et les conditions météorologiques perturbent la production printanière. Dans le même temps, la consommation repart en magasins.

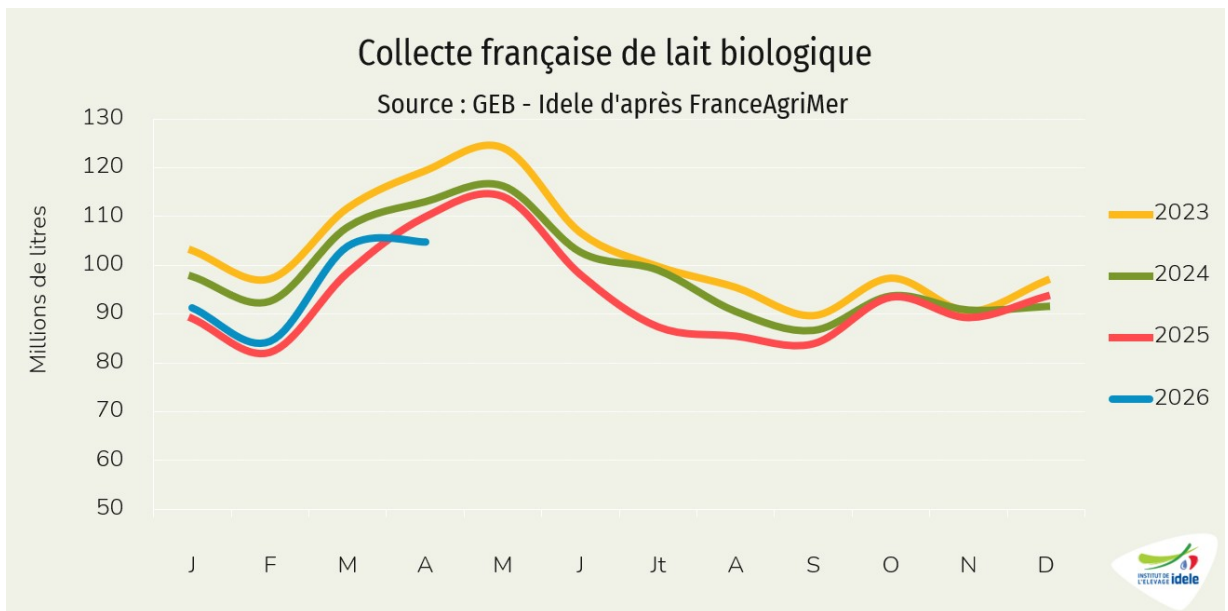
Une reprise de la collecte bio freinée par la météo et les effets de la FCO

Après trois années consécutives de repli, **la collecte de lait biologique a renoué avec la croissance à partir de décembre 2025**. Cette dynamique s'est prolongée au premier trimestre 2026, malgré la poursuite de la baisse du nombre de livreurs, dont le rythme de recul tend toutefois à ralentir. Sur les premiers mois de l'année, le nombre de livreurs bio a diminué de 2,9% / 2025, contre une baisse de 3,8% un an plus tôt. En avril 2026, selon FranceAgriMer, la France comptait **3 550 livreurs de lait biologique**, représentant 9% des livreurs français. La hausse de la collecte repose sur le gain de productivité des vaches laitières. Les fourrages d'herbe et de maïs, de bonne qualité en 2025, ont favorisé une amélioration des performances, tant en volume de lait produit qu'en matière sèche utile, avec des taux de matières grasses et protéiques en progression. Par ailleurs, les conditions de mise à l'herbe des vaches, particulièrement favorables en février et mars, ont contribué à soutenir le potentiel de production des élevages sur le début d'année.

Le mois d'avril marque un retournement de tendance. La collecte de lait biologique a enregistré un **recul marqué de 4,6 % / avril 2025**. La baisse est plus limitée en matière sèche utile (-3,0%), grâce à l'amélioration des taux. Les systèmes bio très pâturants et très dépendants de la qualité des fourrages sont fortement météo sensibles. Et le mois d'avril très sec n'a pas favorisé une bonne pousse de l'herbe. Par ailleurs, les élevages en agriculture biologique de l'Ouest ont subi les conséquences de l'épisode de FCO survenu l'été dernier. Les décalages de vêlages induits par la maladie se sont traduits par une diminution du nombre de naissances au printemps et pèsent sur la production laitière. La production de lait bio est très saisonnalisée avec 37% de la collecte entre mars et juin, période durant laquelle les élevages tirent pleinement parti du potentiel offert par le pâturage.

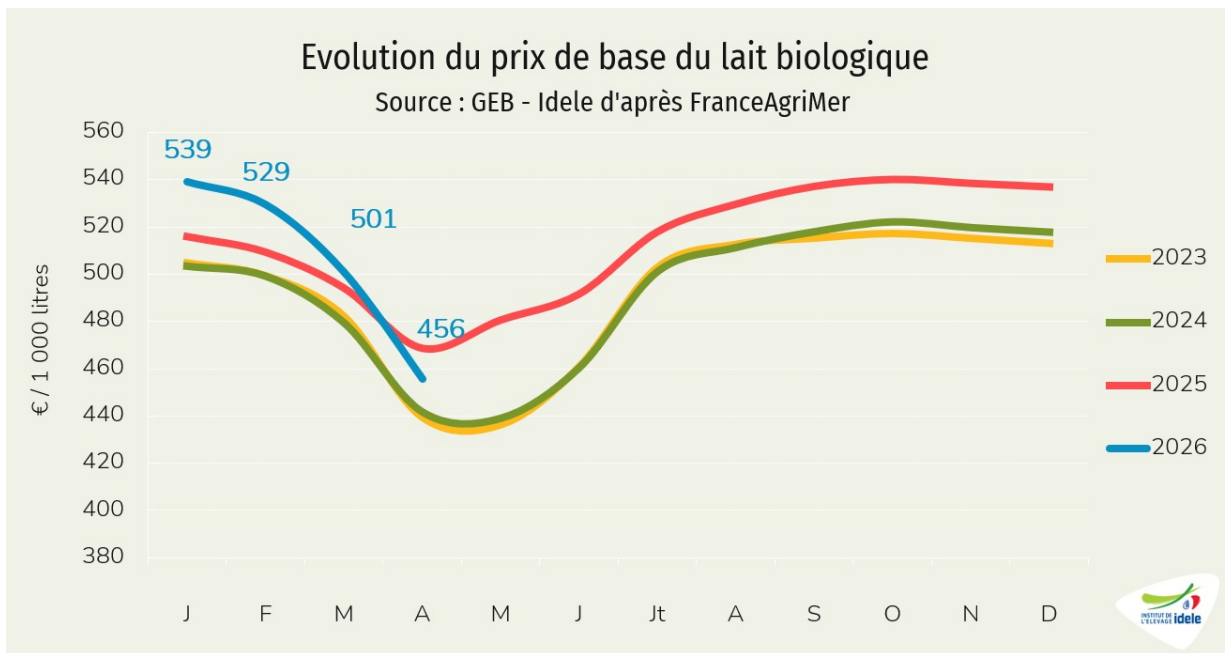
La Bretagne et les Pays de la Loire qui concentrent respectivement 21% et 24% de la collecte bio française ont subi de fortes baisses de collecte en avril (impact FCO et météo). La collecte a reculé de 9,5% en Bretagne et de 11% dans les Pays de la Loire.

Les perspectives à court terme demeurent contrastées. Les mois de mai et juin devraient rester orientés à la baisse, en raison notamment des épisodes de fortes chaleurs observés fin mai et courant juin. À l'inverse, les mois de juillet et août pourraient bénéficier du décalage des vêlages et enregistrer une évolution plus favorable de la collecte. Les conditions météorologiques resteront toutefois un facteur déterminant pour l'évolution de la production. La bonne qualité des fourrages d'herbe récoltés au printemps constitue un élément favorable pour les élevages biologiques.

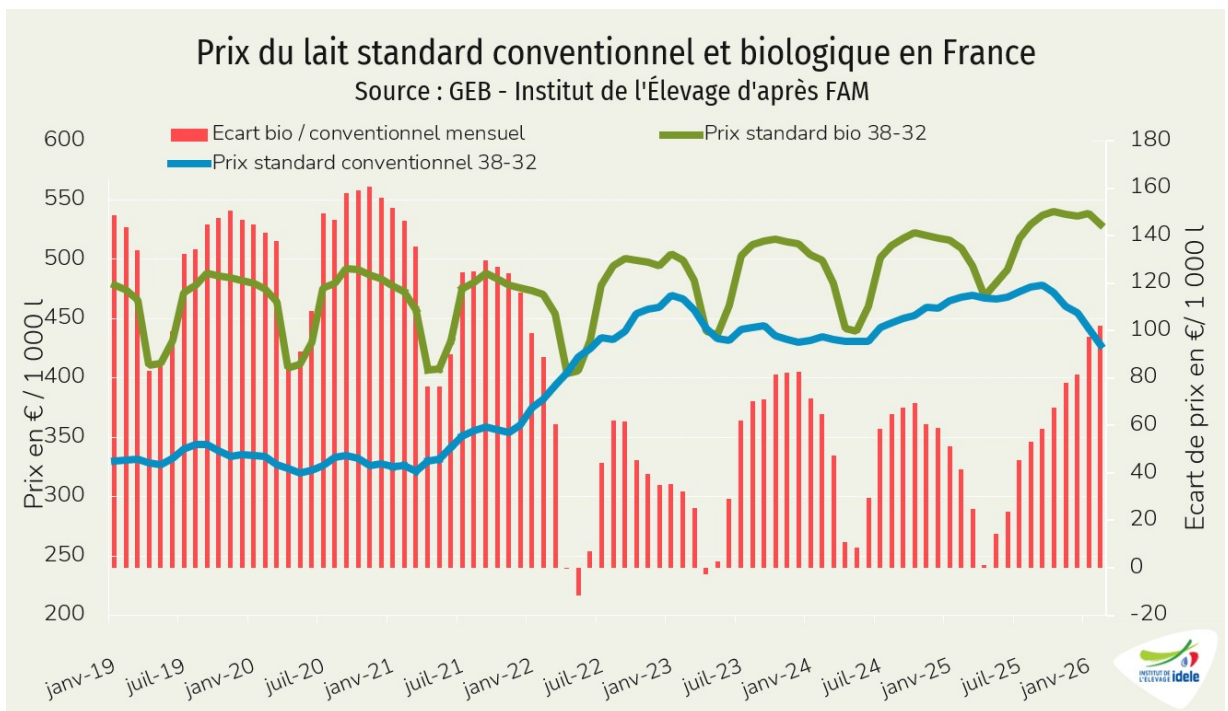


Le recul saisonnier du prix du lait bio

En avril 2026 pour un lait bio standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **456 €/1 000 litres**, en recul de 13 € comparé à avril 2025. La majorité des laiteries appliquent une grille de prix très saisonnalisée en lien avec la forte saisonnalité de la production. Dans ce contexte, le printemps correspond traditionnellement à une période de baisse des prix. Le recul observé en 2026 est très marqué, alors même que la tendance annuelle reste orientée à la hausse.



L'écart de prix entre le lait bio et le lait conventionnel s'accroît de nouveau. Alors qu'il s'était stabilisé en moyenne autour de 50 €/1 000 l au cours des trois dernières années, il s'approche de nouveau des 100 €/1 000 l sur ce début d'année. Cette tendance est toutefois moins visible au mois d'avril, où la forte saisonnalité des grilles de prix du lait biologique contribue à réduire temporairement cet écart.



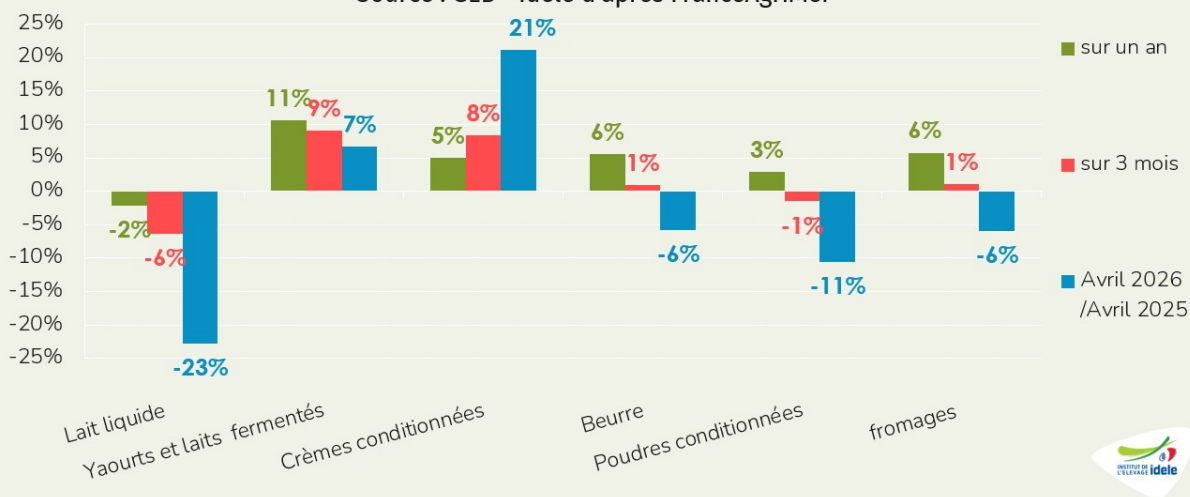
Les fabrications de produits laitiers bio ralentissent

Face au recul marqué de la collecte de lait biologique en avril, **les fabrications de produits laitiers bio ont enregistré un net ralentissement.** Après plusieurs mois orientés à la hausse, les fabrications de produits de grande consommation ont ainsi reculé de 10% en avril 2026 /avril 2025.

Cette évolution masque toutefois des **dynamiques contrastées selon les catégories de produits.** Les yaourts et les crèmes continuent d'afficher une progression soutenue, avec des hausses respectives de 7% et 21% en avril. Ces segments prolongent ainsi la dynamique positive observée depuis plusieurs mois, portée notamment par une demande très favorable. À l'inverse, les fabrications de lait liquide biologique enregistrent un net repli.

Evolution des fabrications françaises de produits laitiers biologiques (%/n-1)

Source : GEB - Idele d'après FranceAgriMer



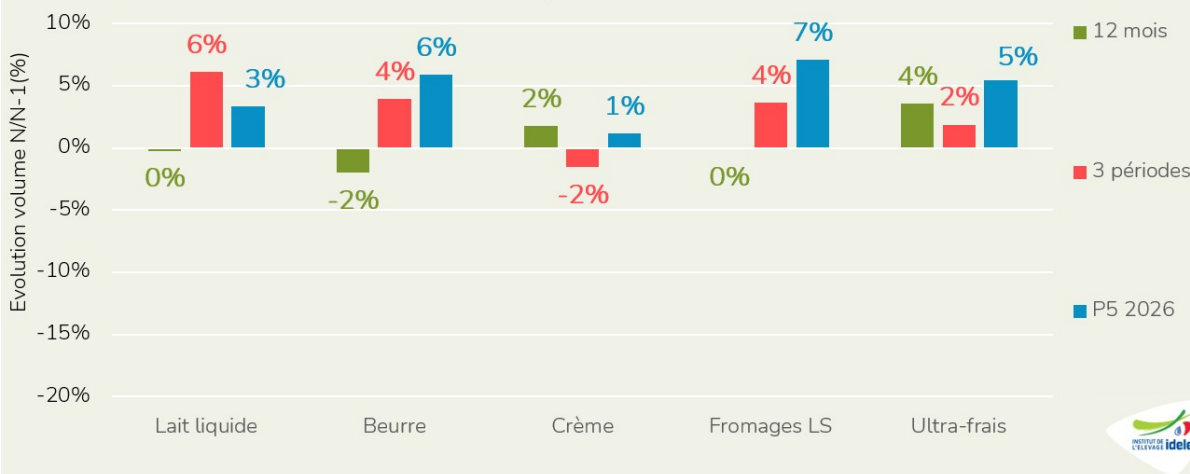
La reprise des ventes de produits laitiers bio se confirme en magasins généralistes

Les ventes de produits laitiers biologiques en magasins généralistes poursuivent leur redressement. En période 5 de 2026 (du 20 avril au 17 mai 2026), l'ensemble des grandes catégories de produits affiche une progression par rapport à 2025, confirmant la dynamique de reprise observée depuis plusieurs mois. Les hausses sont particulièrement marquées sur les fromages, dont les ventes progressent de 7%, ainsi que sur le beurre (+6%) et l'ultra-frais (+5%). Cette évolution traduit un regain d'intérêt des consommateurs pour les produits laitiers bio, après une période de recul des achats.

L'évolution des prix en magasin est contrastée selon les catégories. Certains produits enregistrent un léger recul des prix sur un an, notamment la crème bio (-0,1%), les fromages en libre-service (-0,6%) et les fromages frais (-2,1%). À l'inverse, les prix progressent modérément pour l'ultra-frais (+0,5%) et le lait liquide bio (+0,7%). La hausse est plus marquée pour le beurre bio, avec une progression de 1,4% sur un an.

Evolution des ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes (en volume)

Source: GEB-Idele d'après CNIEL et CIRCANA



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

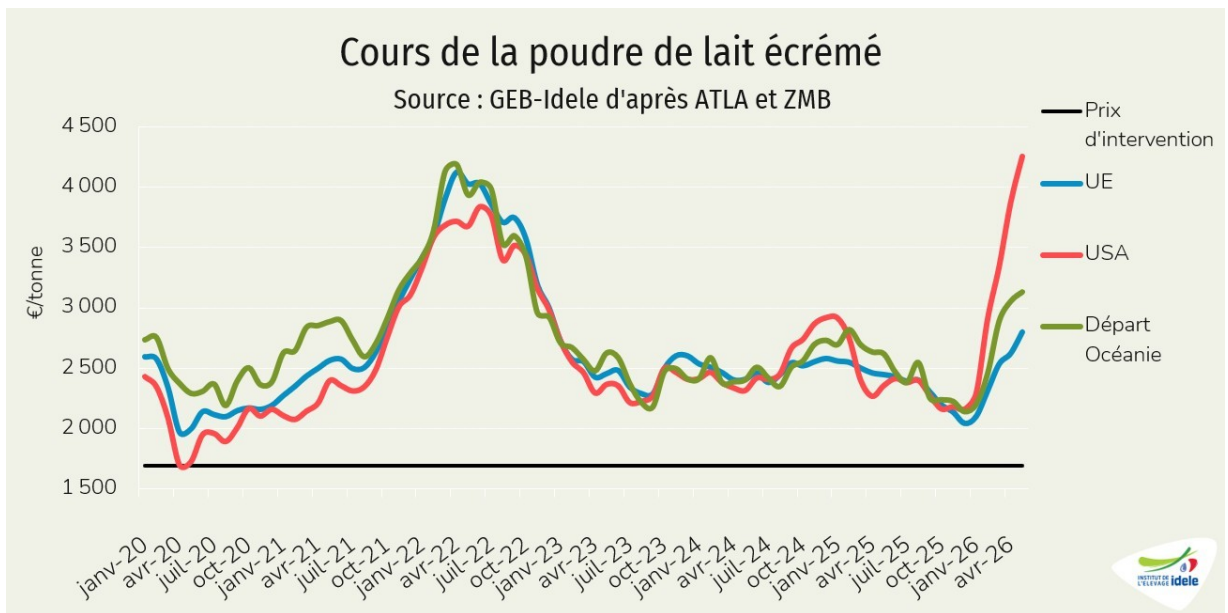
Poudre maigre : vers un nouvel équilibre de prix ?

Dernière révision le 19 juin 2026

Malgré des disponibilités en lait soutenues, les cotations de la poudre maigre se sont envolées, notamment aux États-Unis. Une tendance durable ?

Les cours de la poudre maigre encore en hausse en mai

En mai 2026, les cotations de la poudre de lait écrémé restaient orientées à la hausse sur les marchés mondiaux. C'était notamment le cas pour la cotation départ USA qui a connu la progression la plus impressionnante. Elle s'est en effet établie au niveau record de 4 255 €/t (+10% /avril 2026 et +81% /mai 2025), bien supérieur au précédent point haut de juin 2022 (+11%).



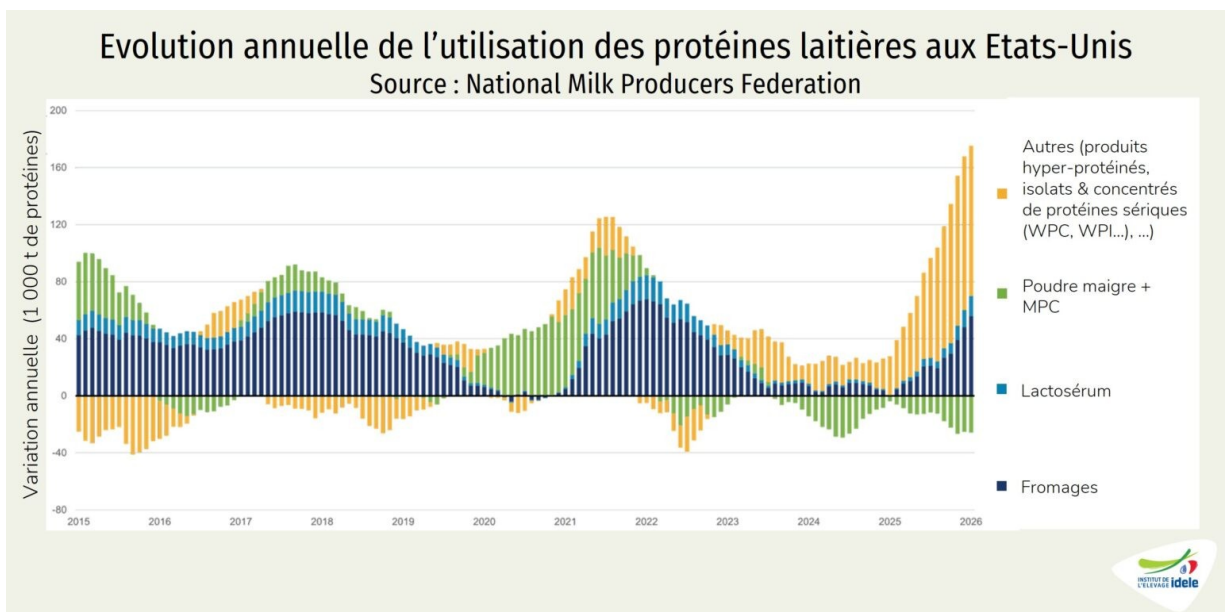
Les cours étaient également orientés à la hausse sur les autres marchés, mais restaient nettement en deçà des niveaux historiques de 2022. La cotation départ Nouvelle-Zélande a atteint 3 132 €/t, soit +2% en un mois et +19% en un an. La cotation en UE restait en retrait bien qu'en progression, à 2 799 €/t (+7% en un mois et +14% /2025).

Les facteurs de la hausse des cours aux États-Unis

En début d'année, les incertitudes sur les marchés mondiaux ont soutenu les prix des commodities laitières. Par ailleurs, la demande en protéines reste importante. Mais la hausse particulièrement impressionnante de la cotation de la poudre maigre aux États-Unis interroge.

Si la production étatsunienne de lait connaît un rythme de croissance important depuis de nombreux mois, les disponibilités demeurent insuffisantes. C'est en effet un manque d'offre en poudre maigre qui explique l'amélioration des prix. Deux principaux types de poudre maigre sont produits aux États-Unis : le *non-fat dry milk* (NDM) et la *skim milk powder* (SMP) : la SMP a une teneur minimale en protéines du lait de 34%, alors que le NDM n'a pas de taux standard de protéines. Quoi qu'il en soit, outre le lactosérum et la poudre maigre, les protéines laitières sont également transformées en concentrés et isolats de protéines, en lait ultrafiltré à haute teneur en protéines ou encore en yaourts riches en protéines. La hausse des cours de la poudre maigre constatée depuis le début de 2026 aux États-Unis n'est pas liée à une explosion de la demande mais plutôt à une offre réduite de ce type de produits.

Malgré une augmentation de 3,6% de la production de matière sèche aux États-Unis sur les douze derniers mois, la production de poudre maigre est à un bas niveau. D'après la *National Milk Producers Federation*, une part croissante des protéines laitières est désormais utilisée pour fabriquer des produits à forte valeur ajoutée comme les concentrés et isolats de protéines de lactosérum (WPC80, WPI), le lait ultrafiltré, les yaourts hyper-protéinés ou le *cottage cheese*.

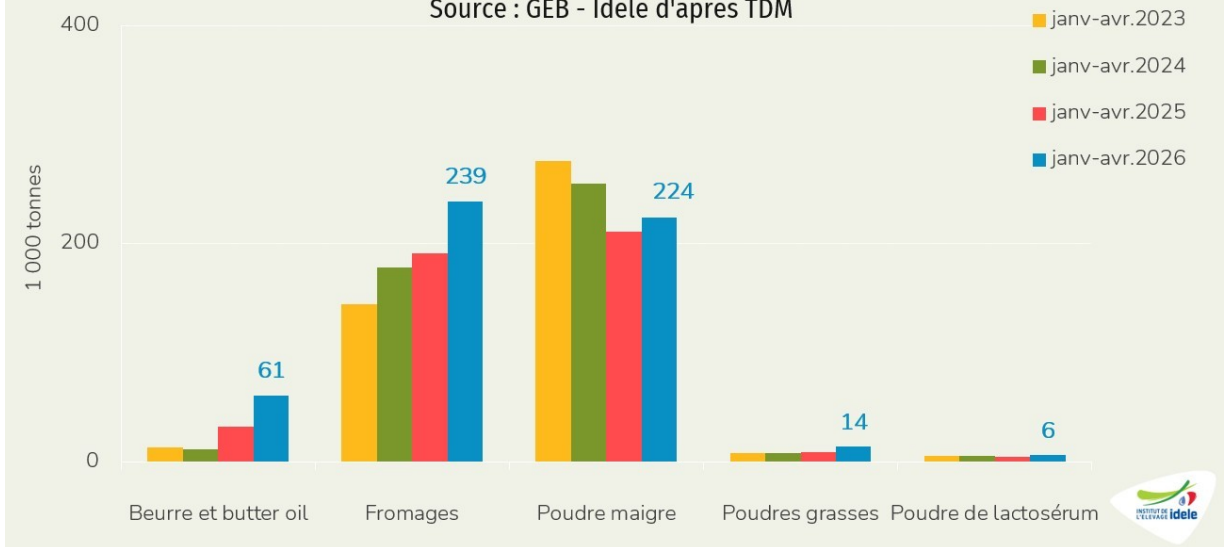


Traditionnellement, lorsque l'offre de lait dépassait les besoins de l'industrie fromagère, l'excédent était transformé en poudre de lait écrémé. Aujourd'hui, ce surplus est de plus en plus absorbé par les produits riches en protéines.

Le manque de disponibilité se traduit également par des performances limitées en termes d'export. Entre janvier et avril 2026, seulement 224 000 tonnes de poudre maigre ont été exportées (+6% /2025 mais -12% /2024 et -19% /2023).

Exportations cumulées des Etats-Unis

Source : GEB - Idele d'après TDM

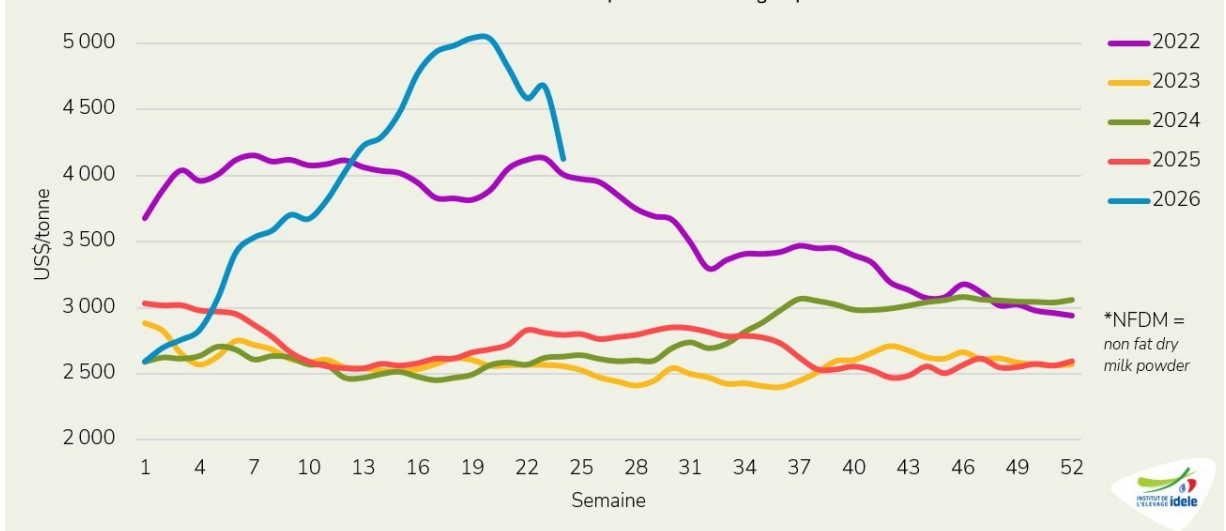


Le marché de la poudre maigre dans le pays a également été perturbé par plusieurs épisodes de rappel de produits et de fermetures d'usines consécutifs à des contaminations par des salmonelles, réduisant ainsi les disponibilités sur le marché. En mars, au Texas, *Lone Star Dairy Products LLC* rappelait 800 tonnes de poudre maigre. En avril dernier, c'était au tour de l'entreprise *California Dairies Inc.* d'être concernée par un rappel d'envergure.

Depuis le début de l'année, le manque d'offre s'est notamment traduit par la hausse du prix du lait de classe IV (lait utilisé pour produire des commodités) qui s'est apprécié de 65% entre janvier et mai. Mais les moyennes mensuelles cachent un retournement de tendance aux États-Unis. Il semble que les disponibilités progressent désormais depuis plusieurs semaines. Et le prix moyen hebdomadaire de la poudre maigre est depuis orienté à la baisse soulignant un rebond de l'offre dans le pays. Ainsi, la cotation de la NFDM (*non-fat dry milk*) qui représente environ 70% de la poudre maigre produite aux États-Unis, s'est nettement repliée depuis la deuxième quinzaine du mois de mai. Entre la mi-mai et la mi-juin, la cotation avait reculé de 18%.

Prix moyen hebdomadaire de la poudre maigre (NFDM* grade A) aux Etats-Unis

Source : GEB-Idele d'après USDA & CME group

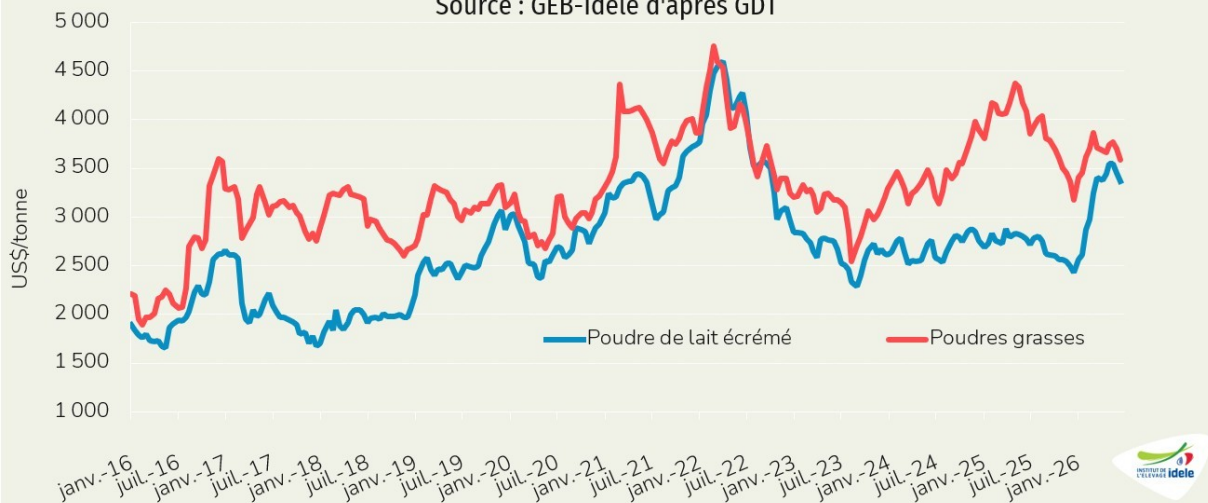


Vers un nouvel équilibre de prix sur les marchés mondiaux ?

Outre la baisse des cours observée récemment aux États-Unis, les enchères du mois de juin sur la poudre maigre sur la plateforme *Global Dairy Trade* étaient orientées à la baisse. Entre mi-mai et mi-juin, la poudre maigre a perdu 5% de sa valeur pour s'établir à 3 368 US\$/t.

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade

Source : GEB-Idele d'après GDT



Même constat en France d'après ATLA, où la cotation hebdomadaire de la poudre maigre est orientée à la baisse depuis la semaine 22. En semaine 24, elle a atteint 2 820 €/t soit 5% de moins que le record de la semaine 21.

Cotation de la poudre maigre en France

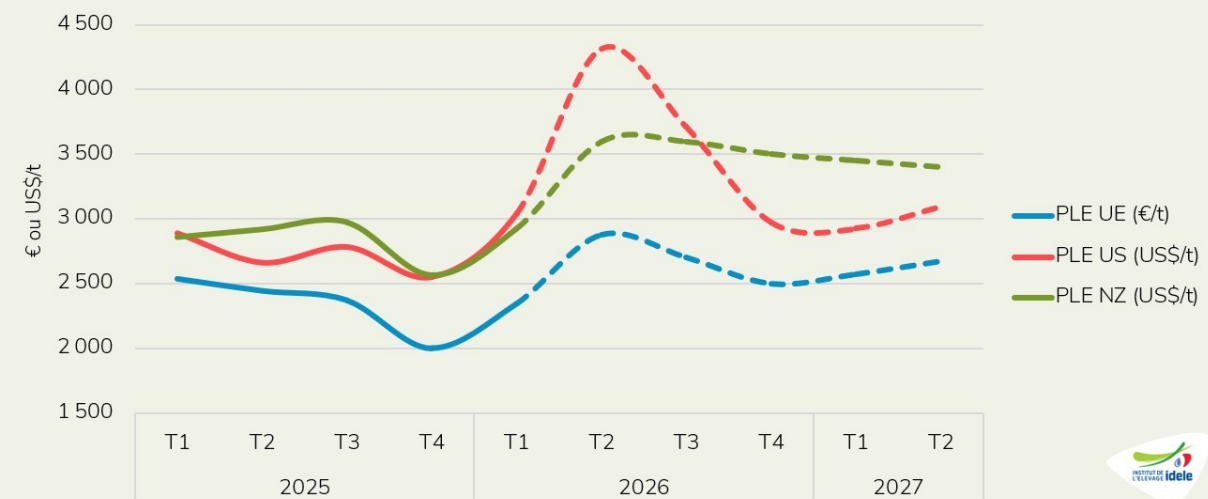
Source : GEB-Idele d'après ATLA



L'orientation à la baisse sera-t-elle généralisée et durable ? D'après les prévisions de la Rabobank publiée au début du mois de juin, le rebond généralisé des prix au premier semestre 2026 devrait être suivi par un rééquilibrage à la baisse au second semestre dans les principaux bassins. Cet ajustement devrait être plus important aux États-Unis. A moyen terme, les prix de la poudre maigre devraient rester plutôt soutenus, portés par la demande.

Prévisions de prix des commodities laitières

Source : USDA, commission européenne et prévisions RaboResearch 2026



Les faibles niveaux de consommation pèsent sur le dynamisme des exports

Dernière révision le 22 juin 2026

Viande ovine » France »

Repli progressif de la cotation après l'Aïd

Dernière révision le 22 juin 2026

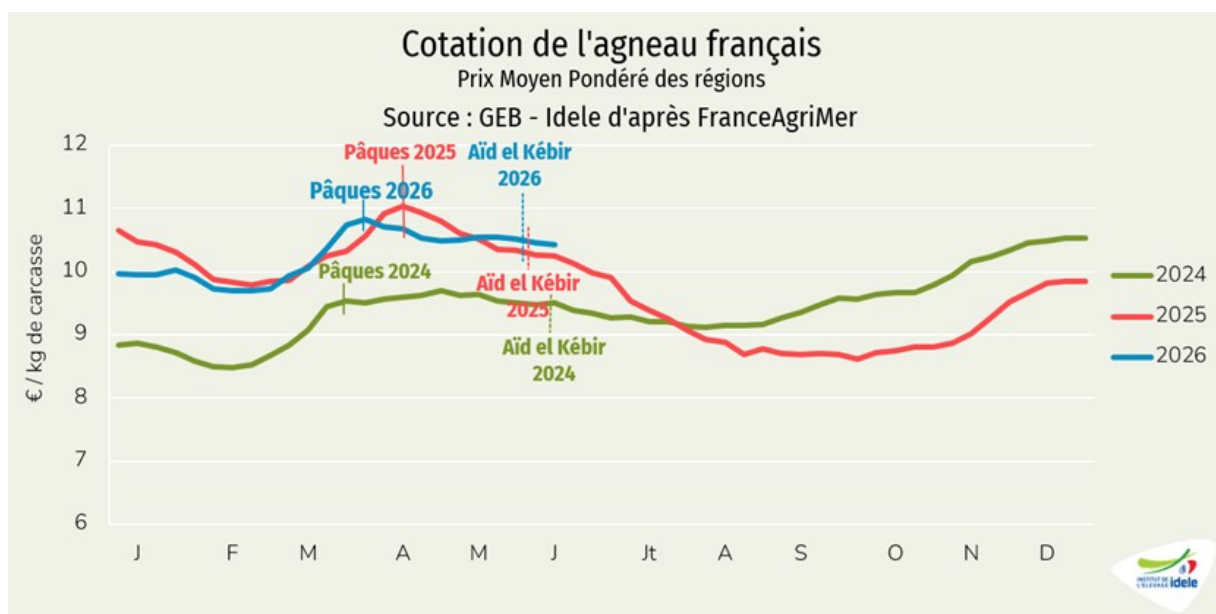
Après l'Aïd el Kébir, le cours français établi par FranceAgriMer s'effrite progressivement au gré de la baisse de demande. Le retrait est pour le moment moins important que l'an passé, où le marché s'était soudainement alourdi à cette période de l'année.

Le cours français baisse après l'Aïd el Kébir

En **semaine 24** de 2026 (se terminant le 14 juin), la cotation entrée abattoir de l'agneau français atteignait **10,42 €/kg**, en baisse de 0,04 €/kg d'une semaine sur l'autre mais 0,17 € au-dessus de son niveau de 2025.

L'Aïd el-Kébir ou al-Adha a momentanément redynamisé le commerce, mais une fois passé, la consommation a retrouvé son modeste niveau et la cotation de l'agneau entrée abattoir a perdu quelques centimes.

Le cours reste toutefois au-dessus de son niveau de 2025, année durant laquelle le cours a plus fortement fléchi à cette période, notamment en raison d'un décalage des sorties d'agneaux dû à la FCO.



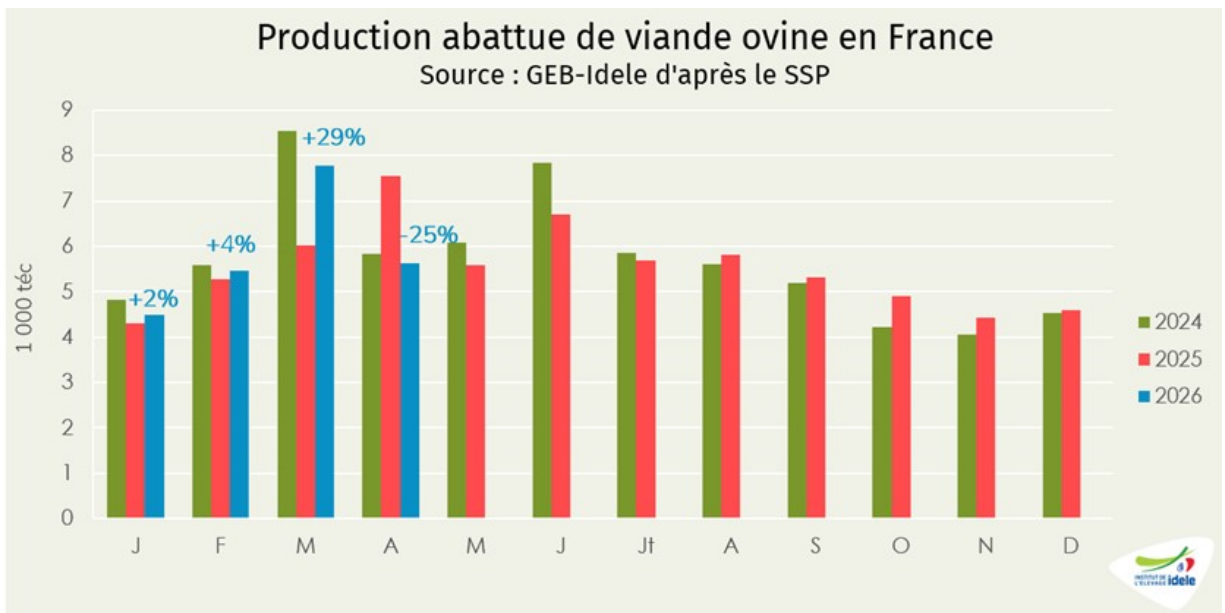
La production française de viande ovine se redresse timidement

Selon Agreste, la **production abattue de viande ovine en France était en hausse de 1% d'une année sur l'autre sur les quatre premiers mois cumulés de 2026**, totalisant 23 400 téc, mais a reculé de 12% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2021-2025). La production française avait été particulièrement faible en 2025.

Cette hausse de production reflète à la fois à l'augmentation du nombre de **réformes** abattues, de +9% à 137 000 têtes, et le net alourdissement de leurs carcasses (de 27,4 à 28,2 kg). Le nombre **d'agneaux** abattus régresse de 2%, à 1,05 M de têtes, avec un poids moyen de carcasse légèrement haussier, à 18,6 kg.

Les réformes seraient mieux payées que l'an passé (à dire d'expert car incotées depuis quelques années), ce qui explique, au moins en partie, la hausse des abattages d'ovins adultes constatée.

La production française a très légèrement augmenté malgré la **forte baisse des effectifs d'agneaux vivants importés** : aucun en janvier, -74% /2025 en février, -31% en mars et -83% en avril, soit -68% sur quatre mois. La part des agneaux importés dans les abattages français a nettement diminué au fil des ans : 8%, puis 6%, puis 5%, puis 4%, puis enfin 3% entre 2021 et 2025, et 2026 semble ne pas faire exception.

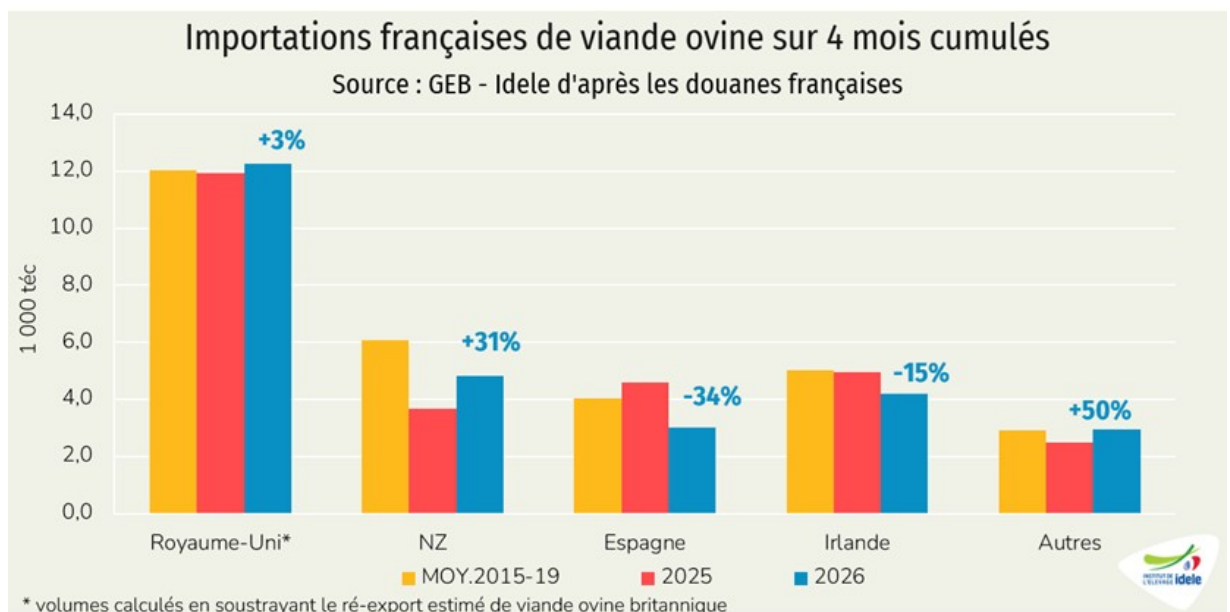


Selon les données d'Ovinfos, fournies par Interbev, **les volumes abattus pour l'Aïd (semaine de l'Aïd + celle précédant l'Aïd soit du 18 au 29 mai) seraient 2% en-deçà de leurs niveaux de 2025**. Les abattages sont en revanche **davantage répartis entre les deux semaines** que les années passées, où la grande majorité avait lieu la semaine de l'Aïd : cette année la semaine d'abattages pour l'Aïd était une semaine de 4 jours, le lundi 25 mai étant le lundi de Pentecôte, un jour férié. De plus, peu d'abattoirs temporaires ont remonté leurs données à Ovinfos comparé à l'an passé. **Les données d'abattage de l'Aïd 2026 sont donc sous-estimées.**

Les exports français d'agneaux vivants ont par ailleurs augmenté de 62% sur les quatre premiers mois de 2026, totalisant 219 000 têtes, avec des envois qui ont quasiment triplé (x2,5) vers l'Italie et augmenté de 60% vers l'Espagne et de 18% vers l'Allemagne. Les exports de **réformes** étaient **en hausse de 5%**.

Des imports de viande ovine quasiment stables d'une année sur l'autre

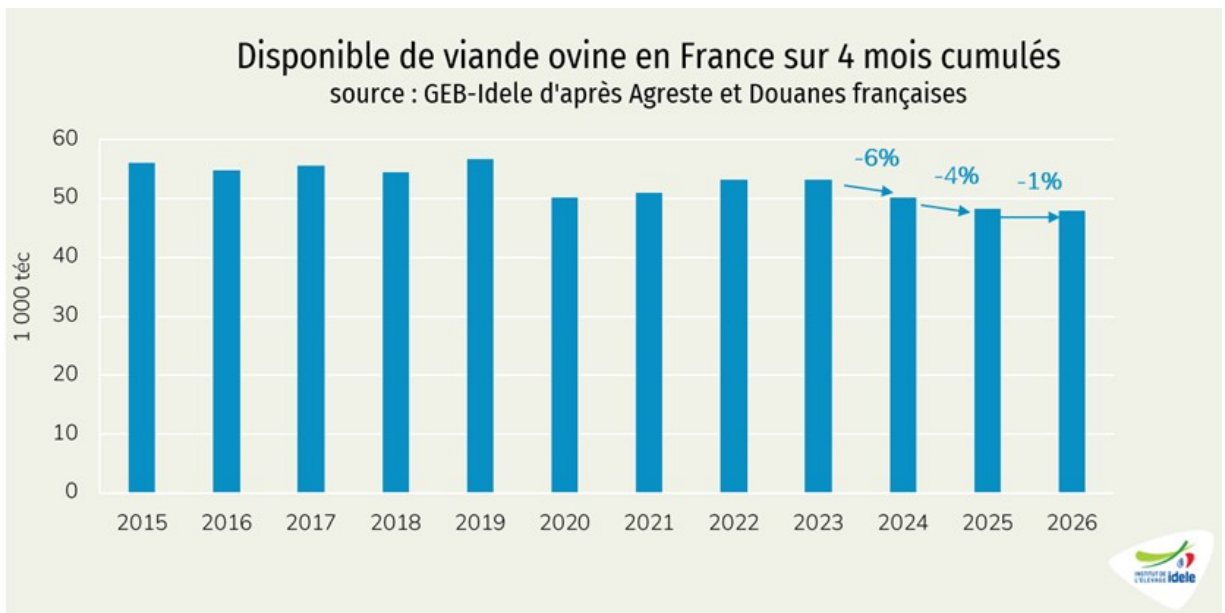
Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) ont logiquement chuté en avril 2026 (-17%/2025) du fait du décalage des dates de Pâques d'une année sur l'autre. En cumul sur les quatre premiers mois de 2026, elles **ont diminué de 1% /2025**, totalisant 27 000 téc (-9% /moyenne 2015-2019). Elles ont reculé en provenance d'Espagne et d'Irlande mais ont augmenté en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande.



Les importations de viande ovine sont restées modestes du fait du prix élevé des viandes britanniques ou irlandaises. L'Espagne est resté concentré sur son commerce de vif pour les fêtes musulmanes et les prix de sa viande sont toujours historiquement élevés.

Les disponibilités en viande ovine en léger repli sur 4 mois

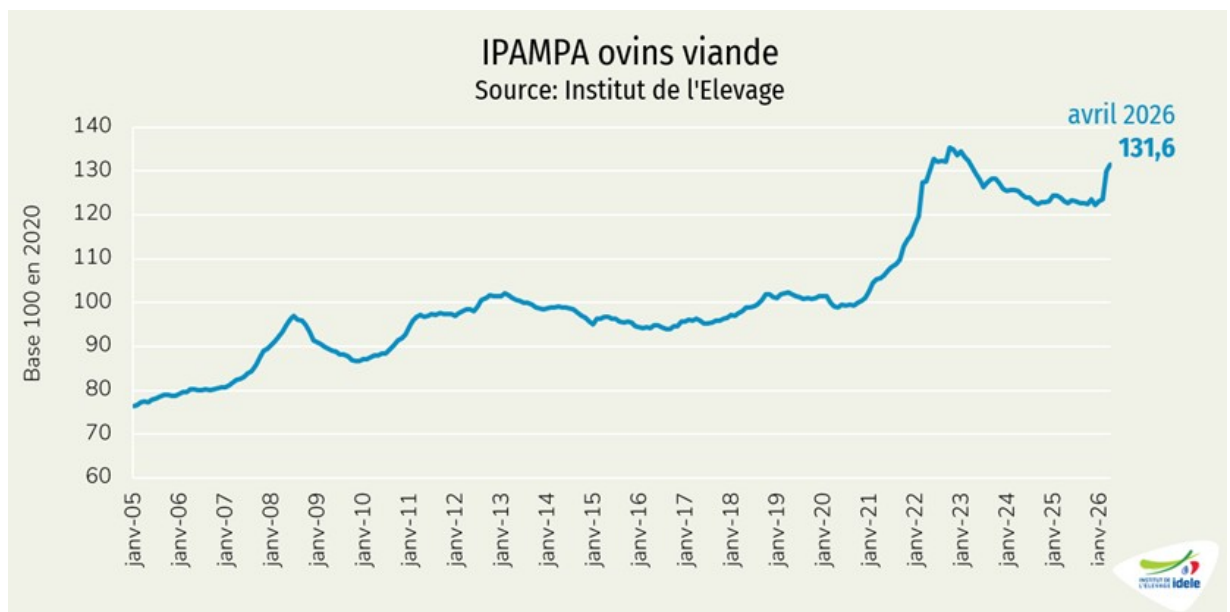
Au premier quadrimestre 2026, la production française augmente légèrement et les importations de viande ovine sont en léger recul d'une année sur l'autre : **le disponible français en viande ovine baisse ainsi de 0,5% /2025** et reste 14 % sous la moyenne 2015-2019 (avant Covid et Brexit).



Selon les professionnels de la distribution, **les achats de viande ovine par les ménages français ont reculé** sur trois comme sur quatre mois cumulés en 2026 comparé à 2025. Les niveaux de prix atteints l'an dernier semblent avoir dépassé le seuil d'acceptabilité de nombreux consommateurs. Ils augmentent encore aujourd'hui.

En mars et avril, l'IPAMPA se redresse nettement

La hausse des prix du carburant, sur fond de **guerre au Moyen-Orient**, a provoqué une forte hausse de l'IPAMPA, qui se rapproche dangereusement de ses records de 2022 (135,4 en octobre 2022). Il était enregistré à 131,6 en avril 2026, soit +7%/2025 : l'indice relatif aux carburants a bondi de 68%/2025 et celui relatif aux **engrais**, de 18%.



Viande ovine » UE et monde »

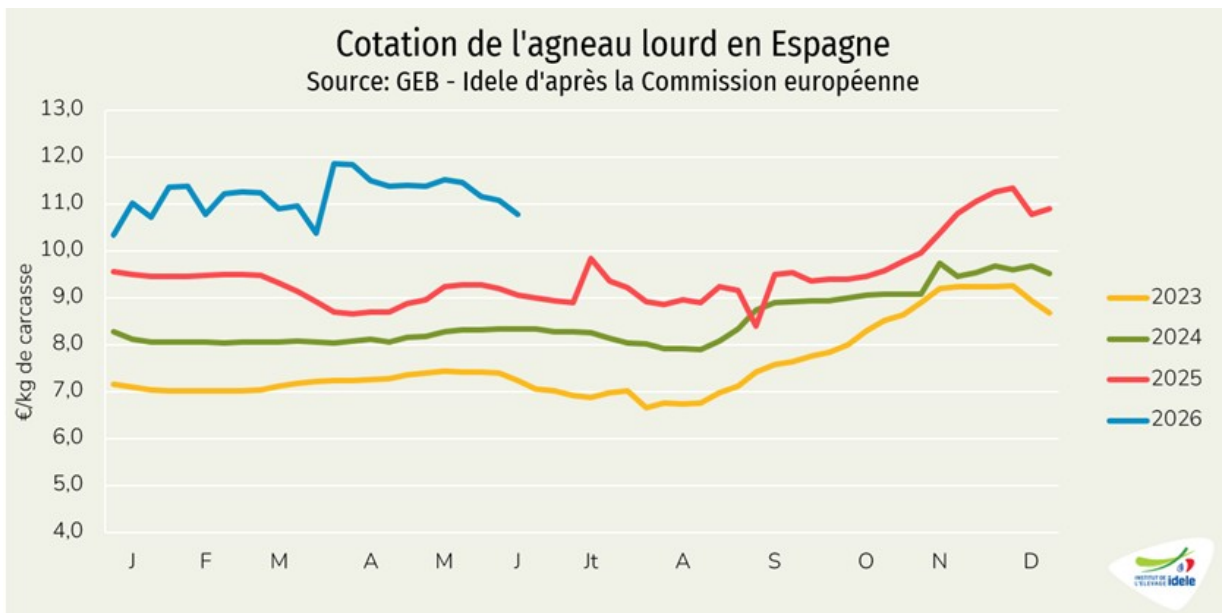
Les envois de vifs pour les fêtes musulmanes restructurent les marchés

Dernière révision le 22 juin 2026

Alors que l'Espagne diminue ses exports de viande ovine comme d'ovins vifs (ou les concentre sur les pays du Maghreb), d'autres pays d'Europe prennent le relais pour fournir ses clients historiques.

Espagne : la baisse de production entrave les exports

En Espagne, le cours de l'agneau lourd entrée abattoir atteignait **10,77 €/kg en semaine 23**, en chute de 0,31 €/kg d'une semaine sur l'autre mais en hausse de 1,71 €/kg d'une année sur l'autre.



Après s'être stabilisée en 2025, suite à trois années de baisse, la production espagnole de viande ovine diminue de nouveau au premier quadrimestre 2026, de 8% /2025, totalisant 31 000 t. Les abattages d'agneaux étaient en chute de 11% tandis que ceux des réformes ont augmenté de 18% /2025. La diminution de 18% du nombre de reproductrices fin 2025 explique possiblement la baisse des disponibilités en agneaux.

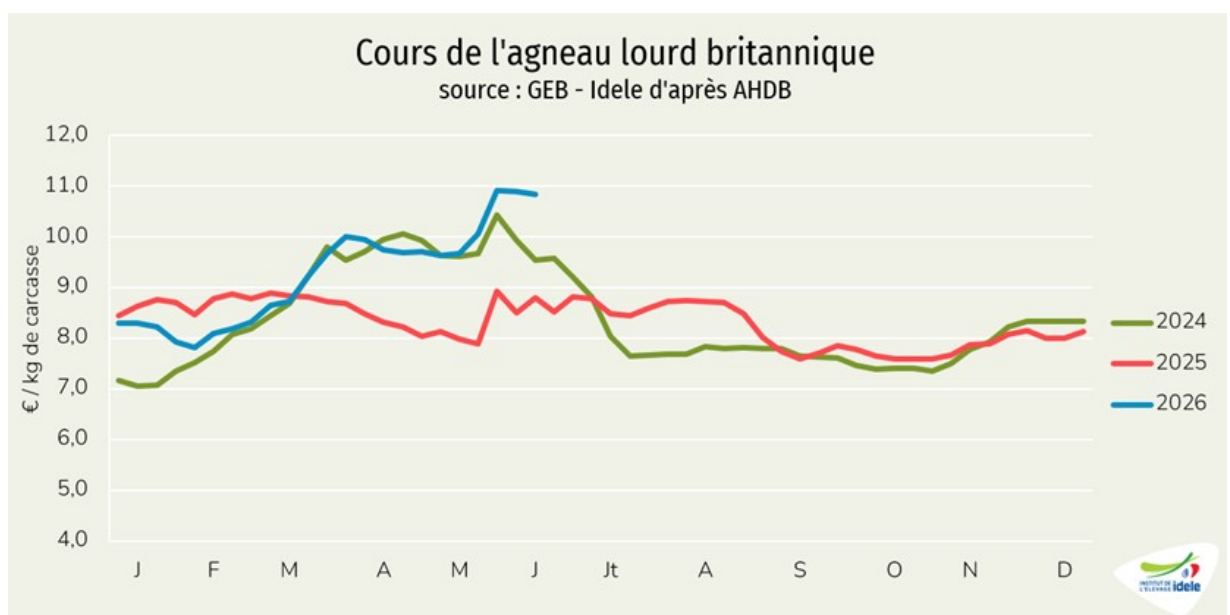
Avec cette baisse d'approvisionnement, les exportations espagnoles de viande ovine ont diminué de 10%, totalisant 15 600 téc, selon les douanes espagnoles. Alors que le prix moyen de cette viande exportée a gagné 9% d'une année sur l'autre, soit +0,76€/kg, la valeur des envois baisse de 2%.

Les exportations espagnoles d'agneaux vivants ont baissé de 34%, cumulant 230 300 têtes, principalement du fait de l'arrêt des importations de vifs par le **Maroc** cette année. Ils ont par ailleurs été multipliés par six vers **l'Algérie** (contrat pour le Ramadan et l'Aïd, plusieurs centaines de milliers d'ovins espagnols exportés). Les envois espagnols de **réformes** ont davantage baissé, de 69%, à 17 600 têtes.

Royaume-Uni : la cotation de l'agneau lourd frôle les 11€/kg pour le Spring Bank Holiday

Le cours de l'agneau britannique entrée abattoir atteignait **10,83 €/kg en semaine 23**, en baisse de 0,06 €/kg d'une semaine sur l'autre et en hausse de 2,03 €/kg d'une année sur l'autre. Il évolue largement au-dessus de ses niveaux de 2025.

Le pic a été atteint pour la semaine 21 de 2026 (10,91 €/kg), associée au **Spring Bank Holiday**. Chaque année, le dernier lundi de mai est férié pour célébrer l'arrivée du printemps, et le week-end prolongé qui en résulte booste les ventes d'agneau, ce qui donne lieu à un record annuel de la cotation entrée abattoir.



Sur cinq mois cumulés, la **production de viande ovine britannique** augmente, poursuivant la tendance à l'œuvre en 2025. Elle a **progressé de 3%** entre 2025 et 2026, à 115 000 t. C'est 1% de plus que la production ovine moyenne sur cinq mois entre 2015 et 2019, avant Brexit et Covid. Les effectifs **d'agneaux** abattus ont gagné 2%, à 4,7 M de têtes et ceux des **réformes** ont reculé de 1% à 521 000 têtes. Les carcasses des agneaux et des réformes se sont alourdies de respectivement 0,4 kg et 1,4 kg, atteignant 21,3 et 28,7 kg.

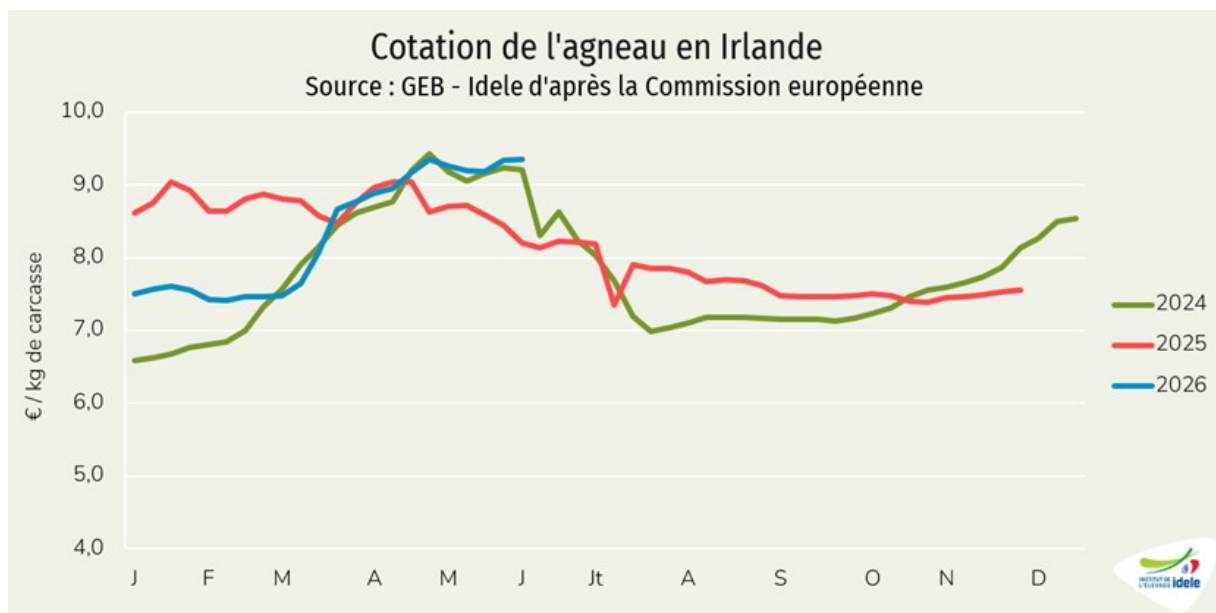
Les **importations britanniques de viande ovine** ne cessent de progresser depuis l'application des accords de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en 2023 : +42% en 2024 et +3% en 2025. La tendance s'inverse toutefois depuis avril : **sur 4 mois cumulés** en 2026, elles ont **diminué de 1%**, à 25 700 téc, et notamment +35% d'Australie (+ 2 530 téc) mais -15% de Nouvelle-Zélande (- 2 260 téc) et +6% d'Irlande (+ 71 téc).

Les **achats** des ménages britanniques augmentent de 0,8% d'une année sur l'autre sur 12 semaines cumulées se terminant le 17 mai 2026, avec des hausses de prix de 6,8% en moyenne sur un an pour la viande ovine.

Les exports de viande ovine britannique avaient progressé de 9% en 2025, mais c'est une hausse plus forte qui a été enregistrée pour **les 4 premiers mois de 2026 : +12% /2025, à 32 000 téc**. **Le Royaume-Uni semble se positionner sur les marchés où l'Espagne s'est quelque peu effacée**, avec notamment des hausses de 25% vers l'Allemagne, 54% vers la Belgique et 4% vers la France, alors même que ces pays n'ont pas augmenté leurs besoins en viande ovine.

Irlande : production et exportations en repli

Le cours de l'agneau irlandais de printemps entrée abattoir atteignait **9,35 €/kg en semaine 22**, en légère hausse d'une semaine sur l'autre et de +1,15 €/kg d'une année sur l'autre.



La production ovine totale en Irlande a baissé de 5% /2025 sur quatre mois en 2026, à 17 200 t. Les abattages d'agneaux ont reculé de 7% et ceux des réformes étaient par ailleurs en hausse de 11% comparés à 2025 où ils étaient particulièrement bas (probable volonté de recapitaliser). Fin 2025, le cheptel de reproductrices a augmenté légèrement (+1%) en Irlande.

Les exportations de viande ovine irlandaises auraient de leur côté diminué sur la période, les industriels ayant du mal à vider leurs frigos face à une demande à l'export quelque peu atone. *Les données des douanes irlandaises ne correspondent pas aux observations sur le terrain depuis 2025.*

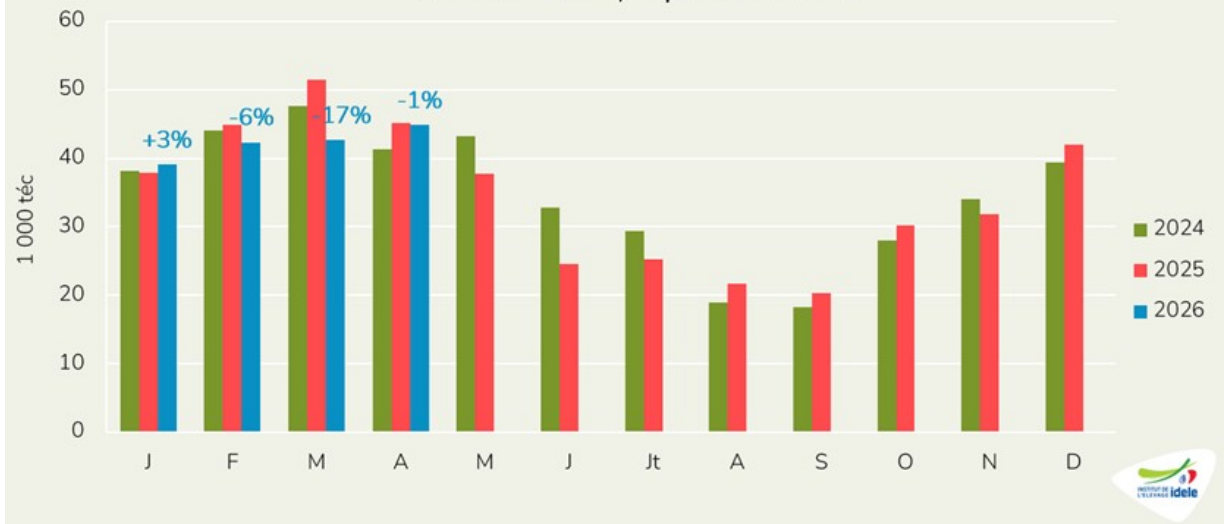
Nouvelle-Zélande : diversification des clients à l'export

La **production néozélandaise a diminué de 1% /2025** au premier quadrimestre 2026, totalisant 185 000 téc. Les abattages d'agneaux reculent de 1% et ceux des réformes de 10%. Les carcasses des agneaux destinés à l'export se sont alourdis, de 18,8 à 19,3 kg en moyenne. Les réformes ont conservé leur poids de carcasse, à 25,4 kg en moyenne.

La Nouvelle-Zélande continue de **diversifier ses exportations de viande ovine : ces dernières ont baissé de 6%**, cumulant 169 000 téc. D'une année sur l'autre, les baisses des envois néozélandais vers la Chine et le Royaume-Uni se poursuivent, tandis qu'on observe des hausses vers les USA et le Canada, mais aussi vers Taïwan, le Japon, le Mexique ou encore la Belgique. Les envois régressent légèrement vers l'UE à 27.

Exportations néozélandaises de viande ovine

Source: GEB-Idele, d'après NZ Statistics



Les producteurs de bœuf et d'agneau néozélandais sont globalement optimistes : la vigueur des prix à la production a généré des revenus plus élevés. L'été et l'automne australs ont offert une **bonne saison de croissance de l'herbe**, permettant aux éleveurs de conserver leurs animaux et d'optimiser leur poids et les rendements.

Achats des ménages toujours en hausse

Dernière révision le 22 juin 2026

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

Bons niveaux de consommation des ménages

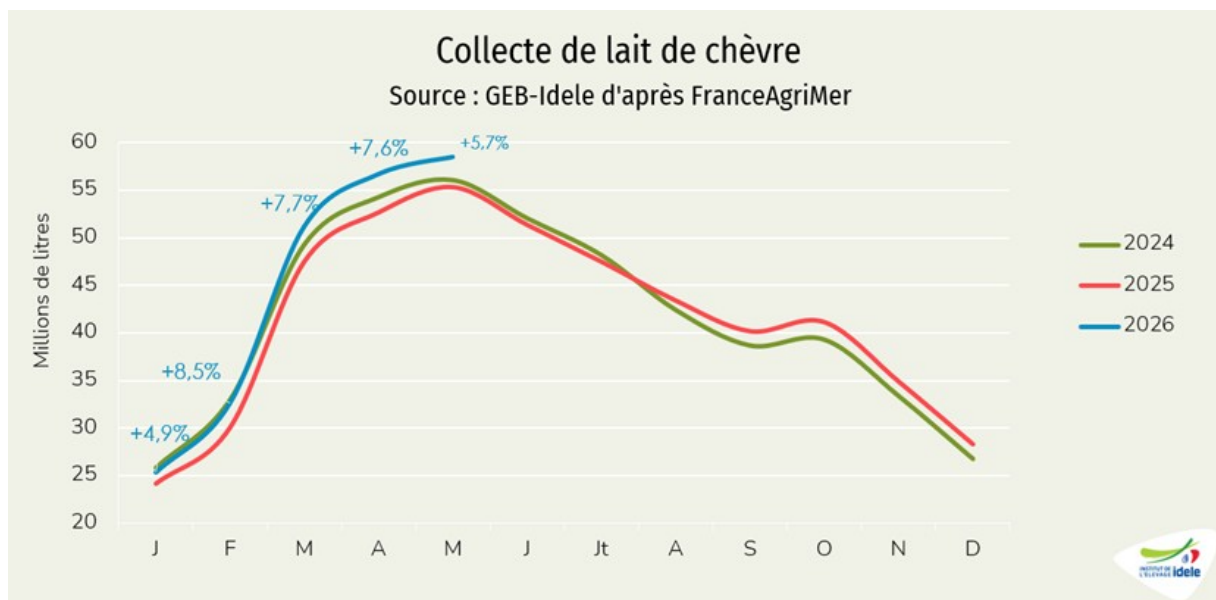
Dernière révision le 22 juin 2026

En avril et mai, la production caprine a poursuivi sur ses bons niveaux. Les fabrications de fromages sont en retrait face, notamment, à un secteur de la restauration hors domicile en repli, alors que les achats des ménages se maintiennent bien.

Les livraisons de lait de chèvre sont toujours dynamiques

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 56,7 millions de litres en avril 2026, une hausse de 8% /2025. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, les livraisons atteignent 166 millions de litres (+7% /2025).

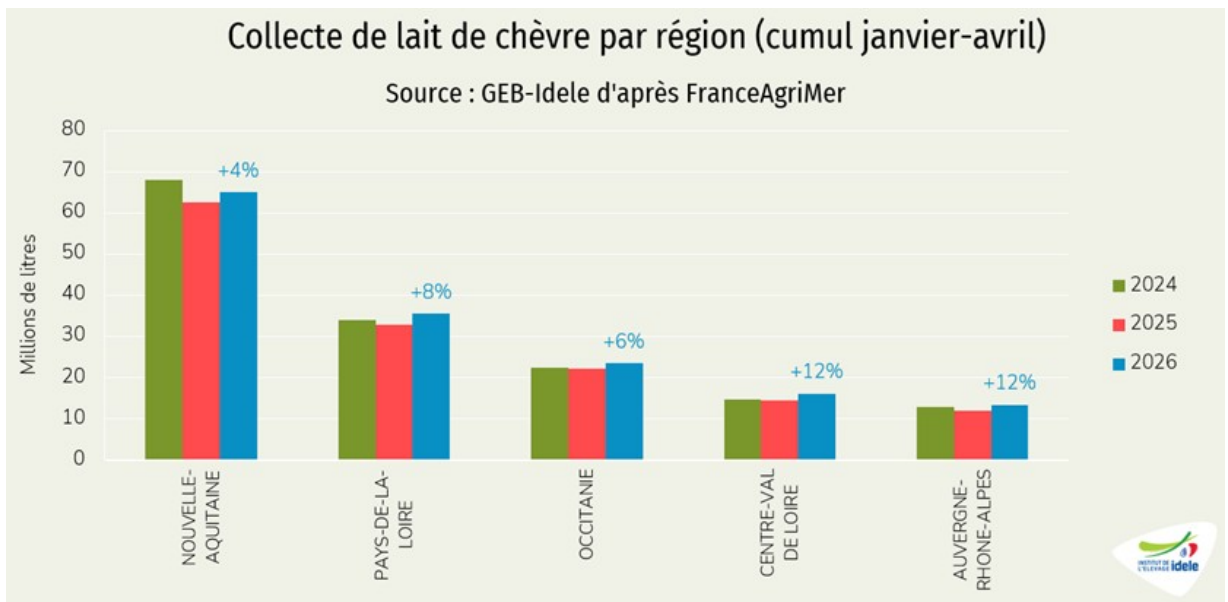
D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la production resterait dans la même lignée en mai, en hausse de 6% /2025. Si on compare à la moyenne 2023-2025, les livraisons sont en hausse de 3% sur les 22 premières semaines de 2026 (jusqu'au 31 mai). Début juin, on observe un ralentissement, à seulement +2% /2026 en semaine 23.



Toutes les régions sont dans le vert

En avril, la collecte a progressé dans toutes les régions, à des niveaux variables :

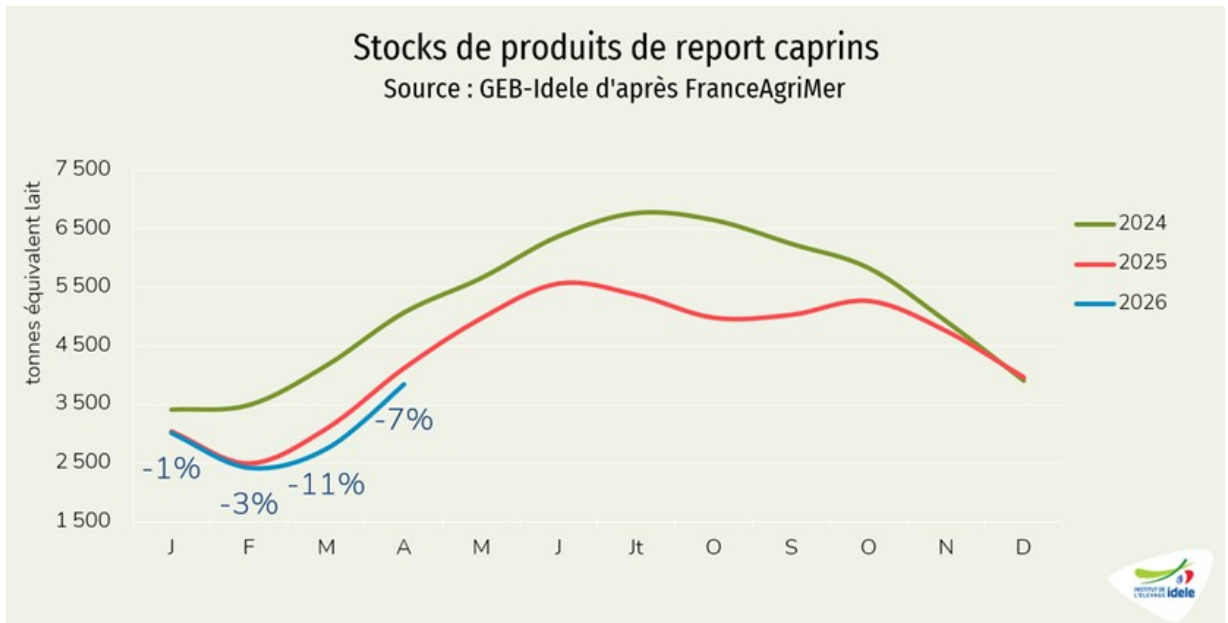
- +16% en AURA,
- +12% en Centre-Val de Loire,
- +8% en Pays de la Loire
- +6% en Occitanie,
- +5% en Nouvelle-Aquitaine.



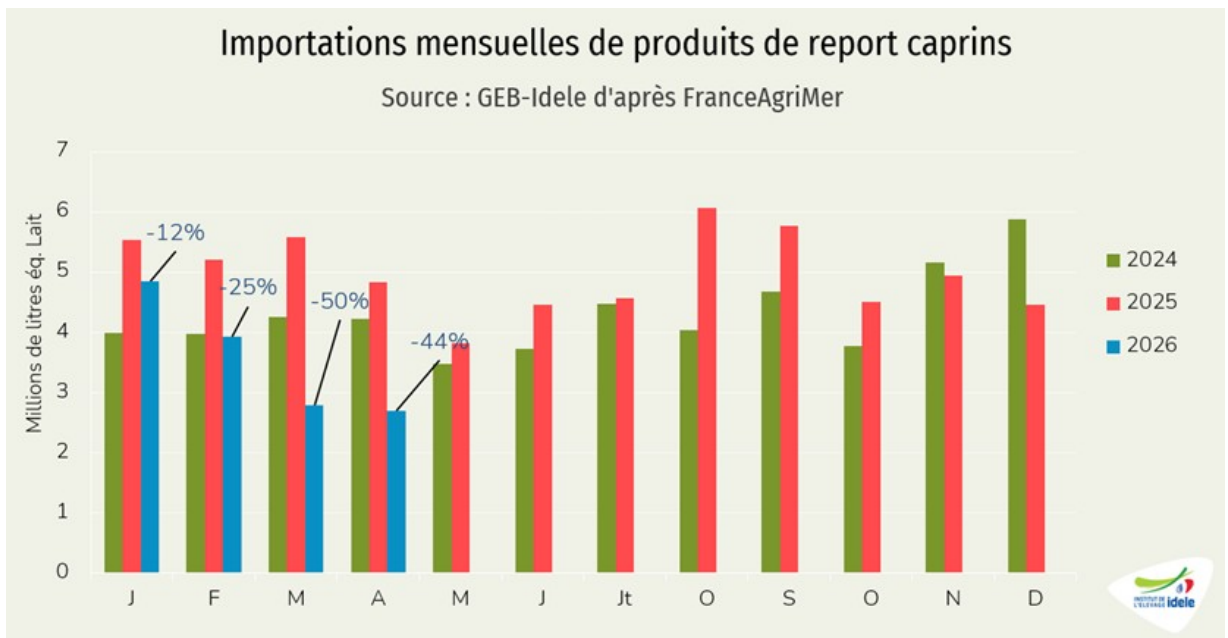
En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, les hausses sont significatives dans toutes les régions, et notamment +12% en Centre-Val de Loire et en AURA.

Reconstitution des stocks et recul des importations

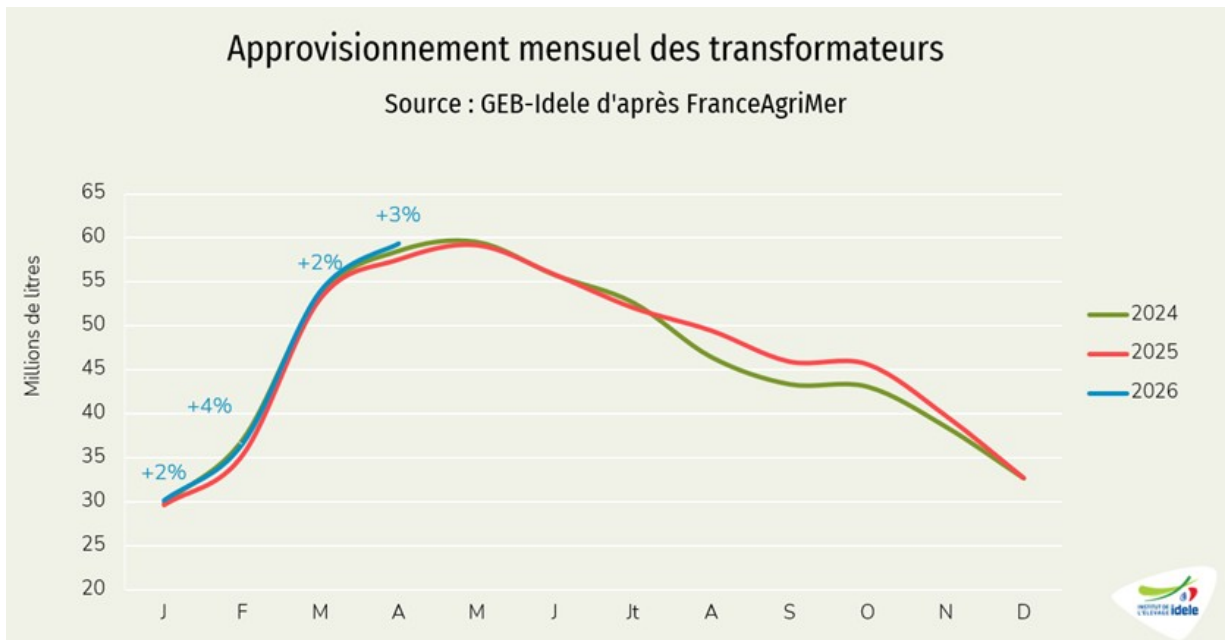
En avril 2026, les **stocks** de produits de report caprins ont poursuivi leur **hausse saisonnière** : ils sont en **hausse de 40% d'un mois sur l'autre, mais toujours en-deçà de leur niveau de 2025 (-7%)**.



Avec une collecte en forte progression depuis janvier, **les importations sont très réduites**. Les industriels français ont importé 2,7 millions de litres équivalent lait en avril 2026 (-44% /2025 et -3% /mars 2026).



Les approvisionnements des transformateurs augmentent par rapport à avril 2025, à 59,4 millions de litres (+3% /2025).



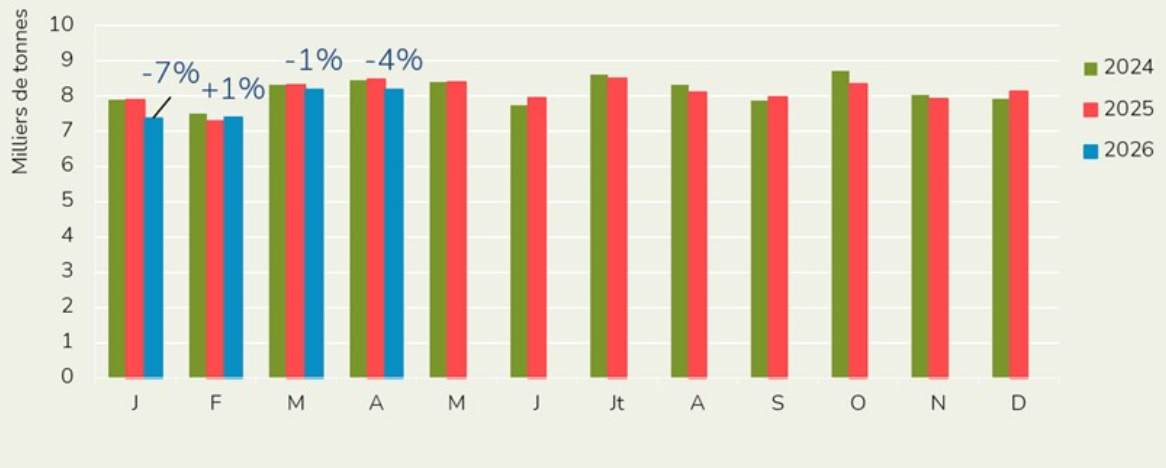
En cumul sur quatre mois, **180 millions de litres de lait étaient disponibles pour les laiteries, soit une hausse de 3% /2025 mais un retrait de 1% /2023**, année de référence avant les reculs successifs des livraisons en 2024 et 2025.

Fabrications de fromages à la pièce en retrait

Les fabrications de fromages de chèvre reculent de 4% en avril d'une année sur l'autre et sont stables par rapport au mois précédent, totalisant 8 185 tonnes.

Fabrications industrielles de fromages de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer

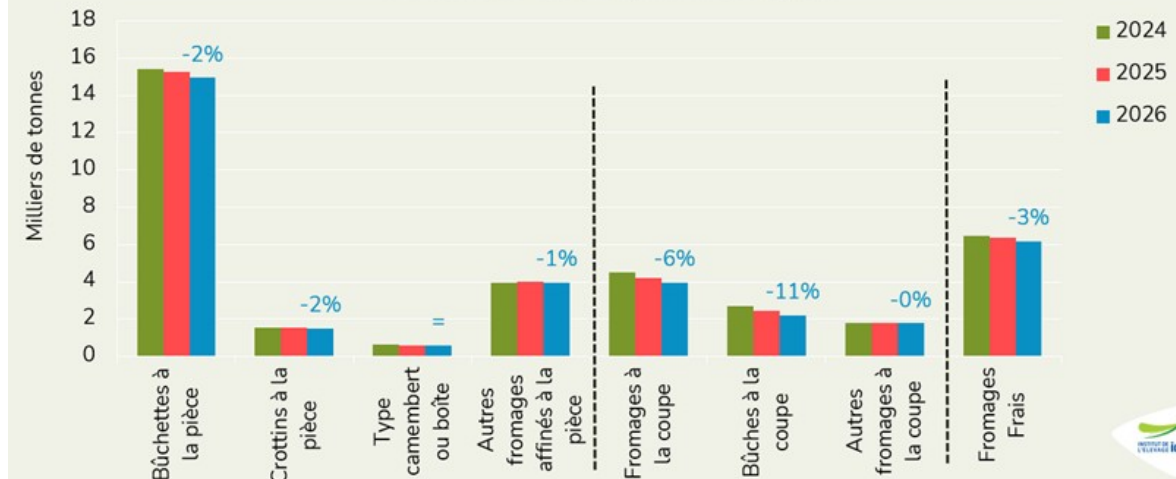


En cumulo sur quatre mois, elles s'élèvent à plus de 31 000 tonnes, en retrait de 3% /2025.

Les fabrications de fromages de chèvre dits « à la coupe », c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, s'effondrent en cumulo sur le premier quadrimestre de 2026 (-6% /2025 en cumulo), en lien avec les difficultés du secteur de la restauration.

Fabrications par type de fromages de chèvre (janvier-avril)

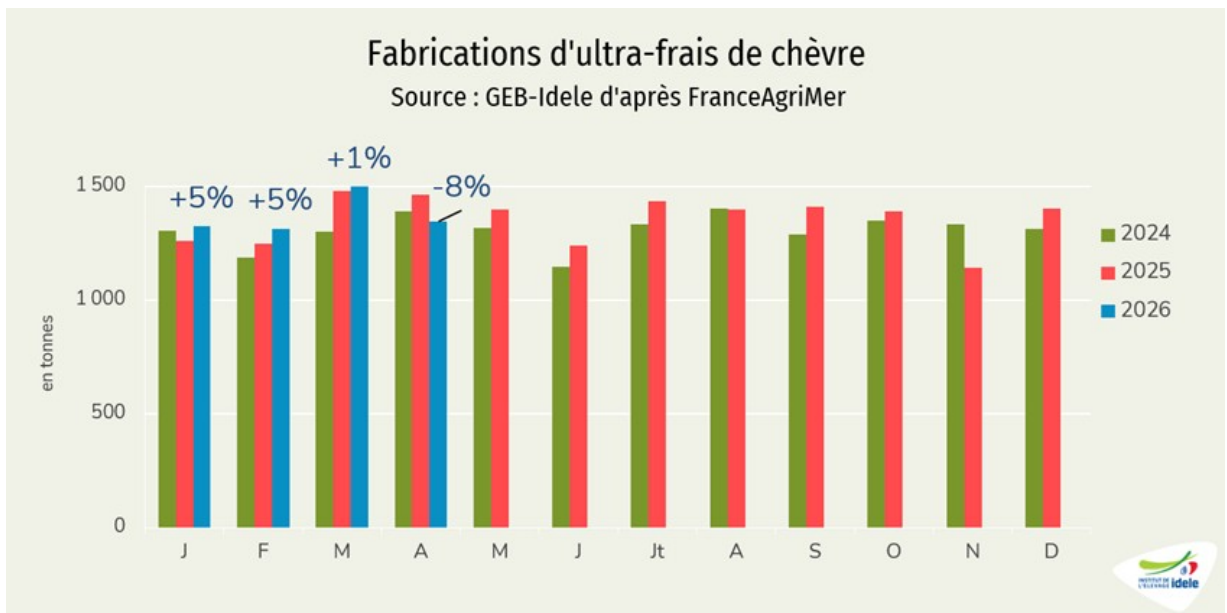
Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



La catégorie fromages frais est en retrait de 3%, mais cela cache des disparités : les fabrications de « frais à tartiner » sont en hausse de 2% sur quatre mois, tandis que les « frais traditionnels » sont en recul de 10%.

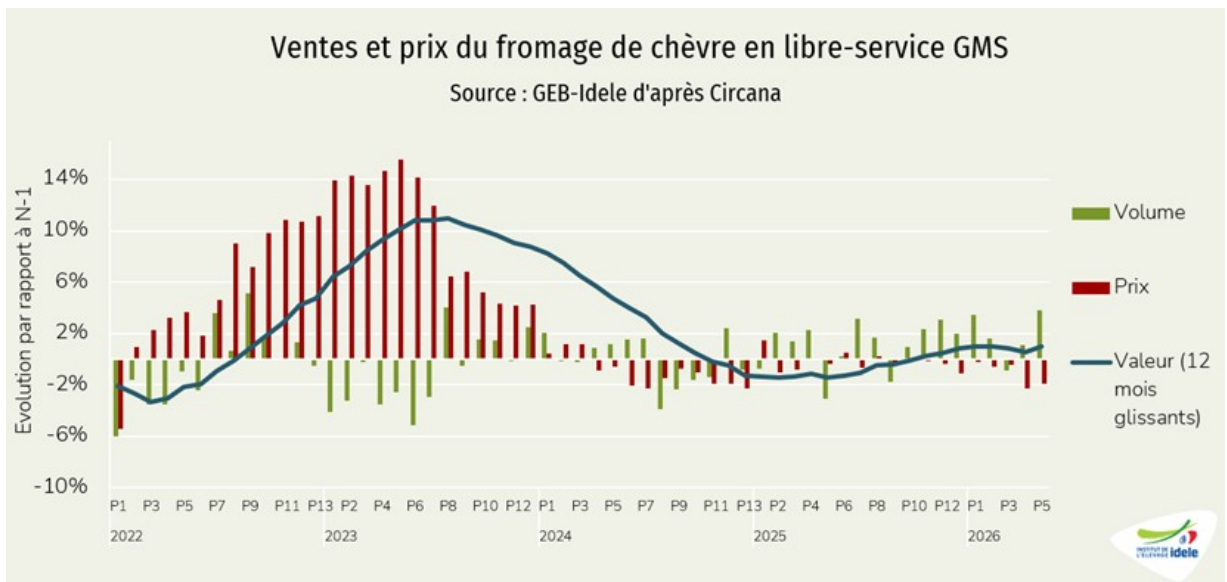
Quant aux fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail, elles sont en recul de 2% en cumulo. Les fabrications de bûchette et de crottins ont régressé de 2% en cumulo annuel, et la catégorie « autres fromages affinés à la pièce » recule de 1%.

Du côté de l'ultra-frais au lait de chèvre, on constate des fabrications en retrait en avril 2026 (-8% /2025). L'évolution est de +1% en cumulo annuel.



Consommation en grandes surfaces toujours positive

Selon les données du panel Circana de la période 5 (du 20/04 au 15/05), **les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces sont toujours sur une bonne dynamique : en hausse de presque 4% /2025 en volume.**



Dans le détail, les marques de distributeurs ont progressé de 4% et les marques nationales de 6% sur la P5, et de respectivement 2 et 4% en cumul annuel en volume. Même les fromages bio affichent une progression, de 12% sur la cinquième période, et de 2,3% en cumul annuel.

La baisse des prix au kilo limite les évolutions en valeur, même si elles restent positives : +1% en cumul annuel pour l'ensemble des fromages de chèvre et les MDD et +3% pour les marques nationales.

Les fromages AOP sont, eux, en retrait de 5% sur la P5 et de 4% en cumul annuel. Les ventes en GMS de Sainte Maure de Touraine, première AOP caprine en volume, sont en retrait de 4% en cumul depuis le début de l'année. Celles de Rocamadour, à l'inverse, affichent une hausse de près de 4% en volume en cumul annuel.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

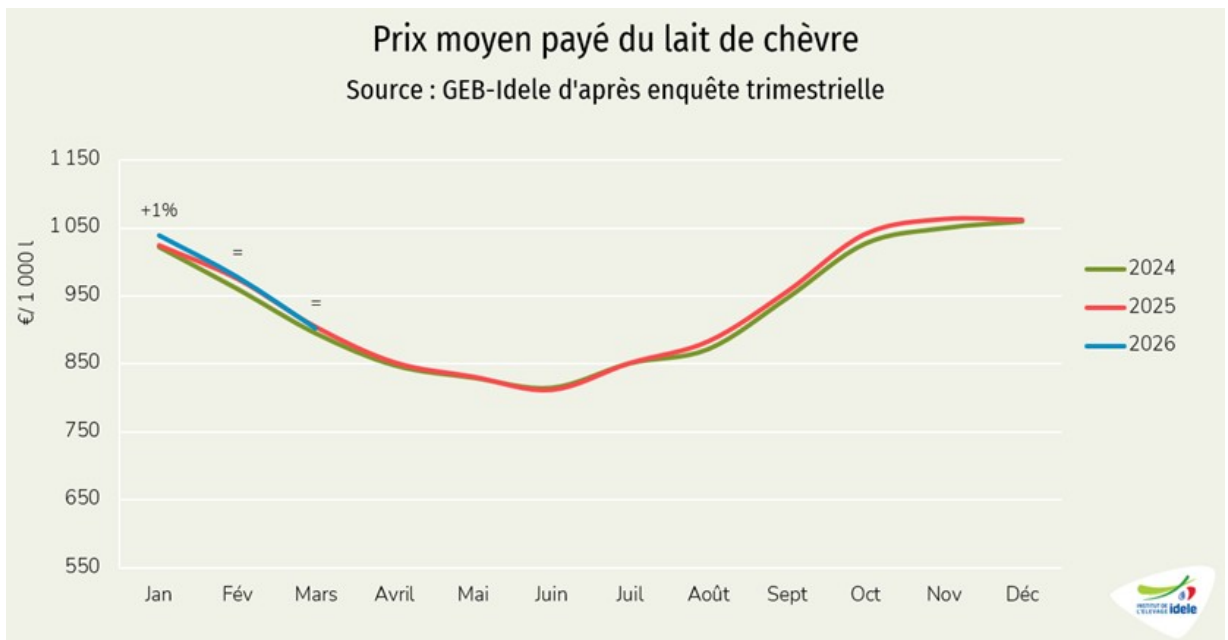
Quasi-stabilité du prix du lait de chèvre au premier trimestre

Dernière révision le 22 juin 2026

Sur les trois premiers mois de 2026, le prix du lait de chèvre payé aux producteurs s'est élevé à 956 €/1 000 L. La légère hausse du prix payé a été effacée par le recul des taux. En Espagne et aux Pays-Bas, le prix du lait est aussi en hausse significative sur ce début d'année.

Prix de base en légère hausse, prix payé stable

À 956 € les 1 000 litres au premier trimestre 2026 (+0,3% /2025), le prix moyen payé aux producteurs de lait de chèvre est supérieur de 3 € à celui de 2025.

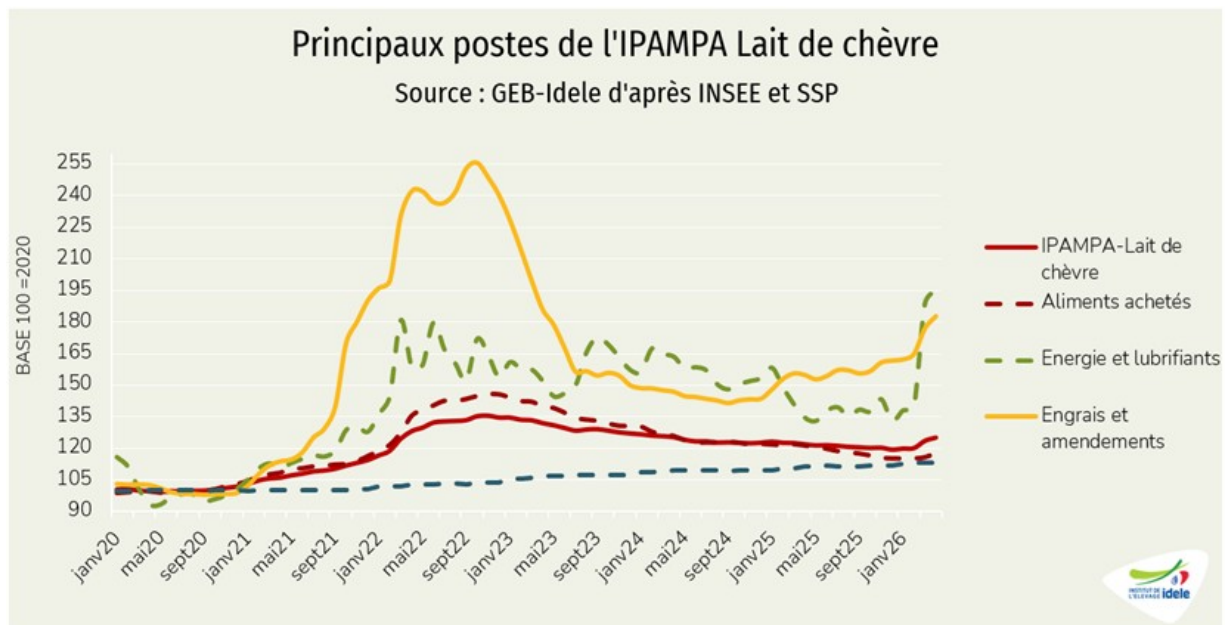


Cette hausse du prix payé découle de la **légère augmentation du prix de base**. Ce dernier montre lui aussi une légère augmentation (+0,6% /2025) tandis que les taux sont plutôt en retrait.

D'après l'enquête mensuelle de FranceAgriMer, **une hausse de 0,9% et 8€/1 000 L serait observée sur le prix payé en avril**.

Légère hausse de l'IPAMPA sur un an

Les charges en élevage caprin, suivies par l'IPAMPA (représentant 73% des charges totales), sont en légère hausse sur un mois et sur un an. **L'indice IPAMPA lait de chèvre d'avril 2026 est à 124,9, soit une hausse de 1,2% sur un mois et de 2,6% sur un an.**



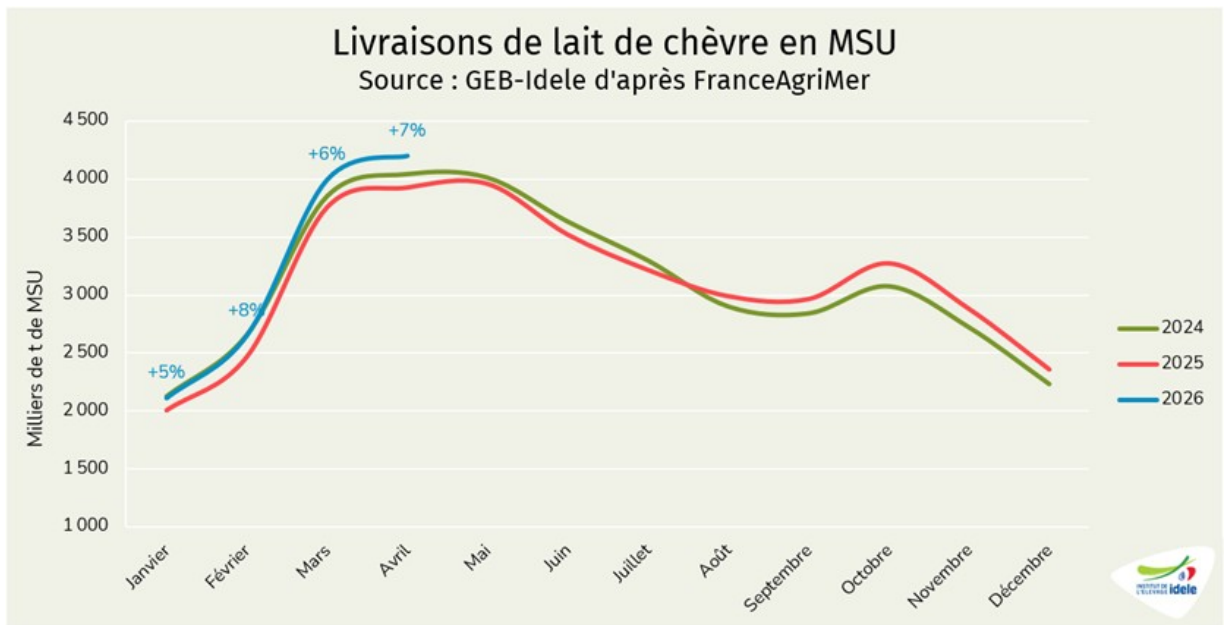
Dans le détail, à part le poste aliments achetés, l'ensemble des charges progresse sous l'effet du conflit au Moyen-Orient :

- Le poste aliments achetés est à l'indice 117,8, soit 1,7% /mars 2026 et -2,9% sur un an ;
- Le poste **engrais et amendements** est à l'indice **182,7, soit +3,3% sur un mois et +18% sur un an** ;
- Le poste **énergie et lubrifiant** est à l'indice **195,4 (+3,5% sur un mois, +45% sur un an)**;
- Les frais généraux sont à l'indice 113,2, soit +0,1% sur un mois et +1,7% sur un an.

Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, tels que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser.

Moins de matière utile

Sur le premier trimestre 2026, les quantités de matière grasse et de matière protéique dans le lait sont en recul, notamment sous l'effet de la forte hausse des volumes produits (effet dilution) et malgré la bonne qualité des fourrages. **En mars, le taux de matière grasse a même reculé de 2%, à 42,06 g/L (-0,9 g/L) et le taux de matière protéique a diminué plus modérément, à 35,96 g/L (-0,6 g/L, soit -0,2% /2025).**

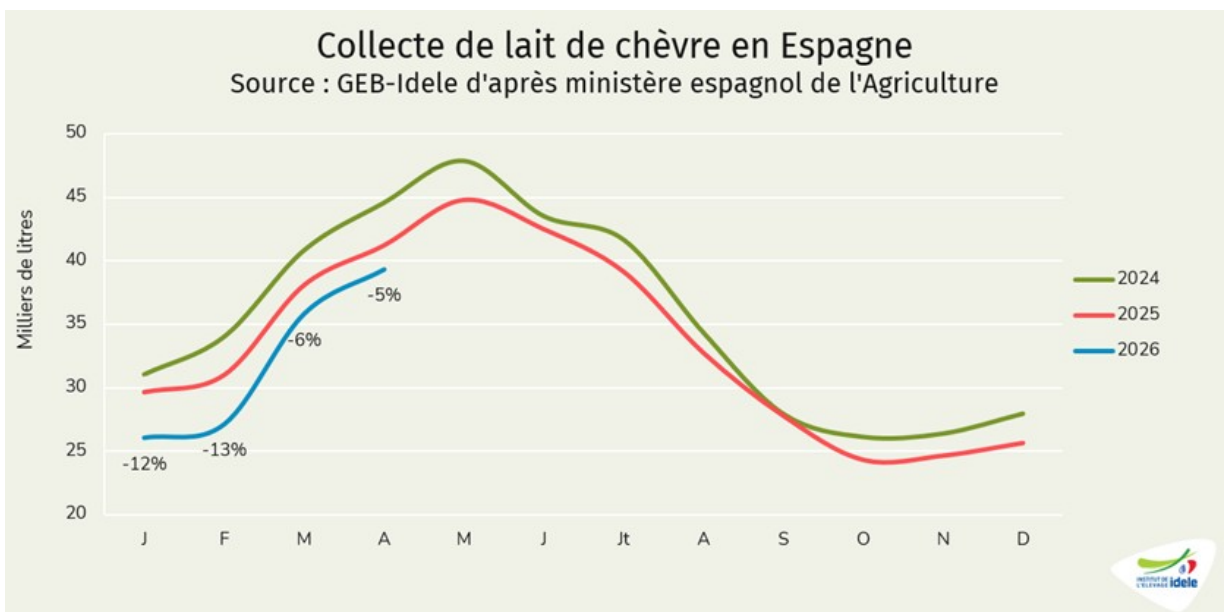


En matière sèche utile (MSU), les livraisons sont, à l'image de la collecte, en forte hausse, à +7% en avril /2025 comme en cumul sur les quatre premiers mois de l'année.

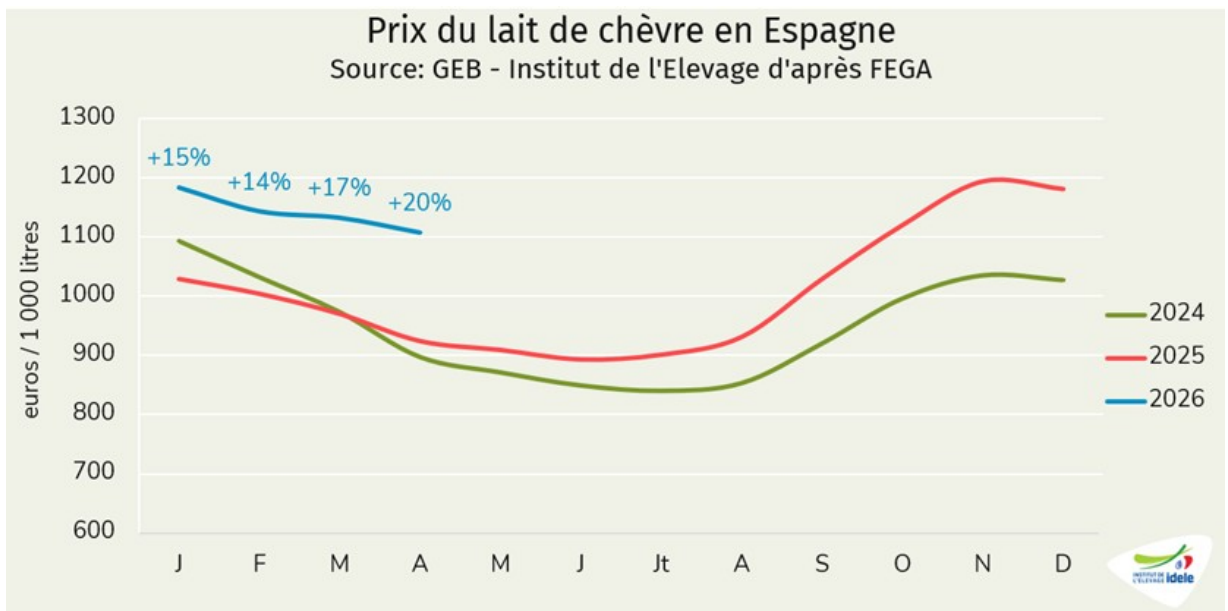
Si on compare à 2023, année de référence avant les deux années successives de recul des livraisons, la hausse n'est que de 0,7%.

Hausse du prix en Espagne et aux Pays-Bas

En Espagne, la collecte de lait de chèvre poursuit son recul, malgré la hausse du prix du lait. **Sur le premier trimestre, le retrait est de 10% d'une année sur l'autre, et de 5% /2025 en avril 2026.**

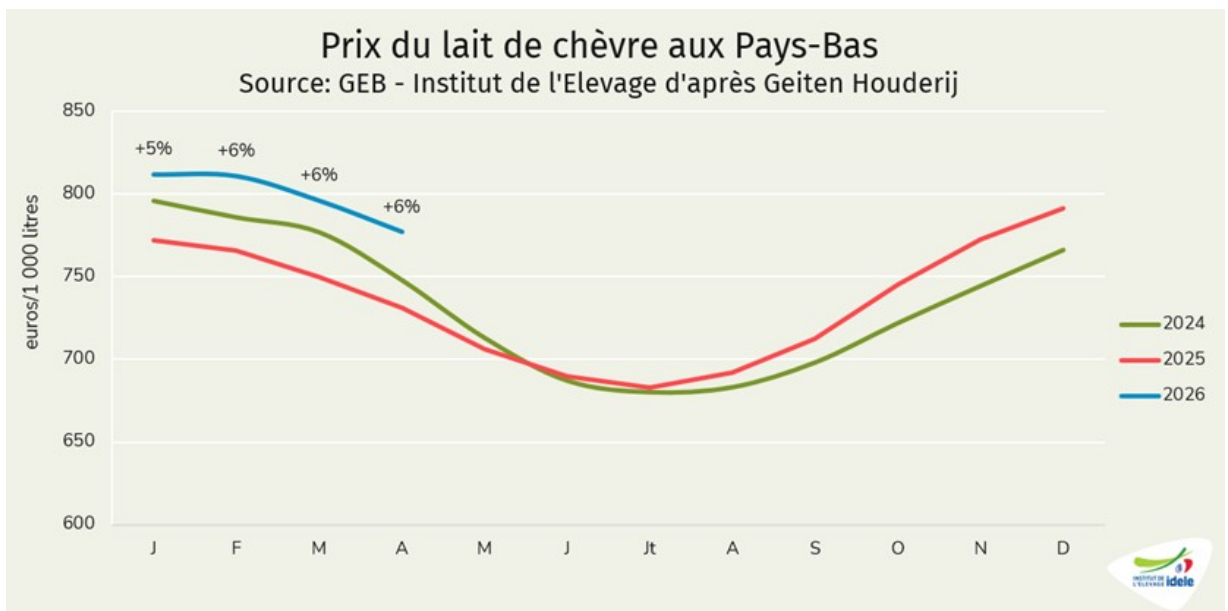


La filière caprine espagnole ne semble pas se remettre de la crise traversée par la production laitière en 2024 et 2025, avec des coûts de production largement non couverts par le prix du lait. Les hausses de ce derniers enclenchées par les acheteurs dès mi-2025 n'ont pas suffi à relancer la production.



Le prix payé est à 1 107 €/1 000 L en avril 2026, soit +20% /2025.

Aux Pays-Bas, le prix du lait affiche une hausse constante sur les derniers mois de l'année, pour atteindre 777 €/1 000 L en avril (+6% /2025).



Marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine

Dernière révision le 22 juin 2026

Marchés mondiaux des produits laitiers

La croissance de la production laitière mondiale s'est accélérée en 2025, pour répondre à un signal prix favorable au 1er semestre. Ceci a fait rebondir les fabrications et les échanges, notamment ceux de commodités et de fromages. Sous le poids de l'offre, les prix se sont contractés au second semestre, sans que cela ne freine la production qui maintient sa croissance sur les premiers mois de 2026 dans les principaux bassins exportateurs. En savoir plus ici !

Marché mondial de la viande bovine et des bovins vivants

Les flux de viande bovine échangés à travers le monde ont encore progressé en 2025, tirés par une production croissante au Brésil, en Australie et en Inde. La demande à l'import était au rendez-vous, que ce soit dans les pays émergents où la consommation progresse, ou dans des pays développés où la production recule. La production mondiale est annoncée en baisse en 2026, mais les incertitudes sont nombreuses quant à la robustesse de la demande et aux contraintes sur les échanges. Du côté des bovins vivants, la demande est toujours bien présente mais le marché est plus que jamais contrarié par les épizooties. En savoir plus ici !